



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

## **RAPPORT SUR LA POLITIQUE MONETAIRE DANS L'UMOA**

**Juin 2026**



**BCEAO**

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

## **RAPPORT SUR LA POLITIQUE MONETAIRE DANS L'UMOA**

**Juin 2026**

## SOMMAIRE

<b>LISTE DES ABRÉVIATIONS ET SIGLES.....</b>	<b>4</b>
<b>LISTE DES GRAPHIQUES.....</b>	<b>5</b>
<b>LISTE DES ENCADRÉS.....</b>	<b>5</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX.....</b>	<b>5</b>
<b>RELEVÉ DE CONCLUSIONS.....</b>	<b>7</b>
<b>RÉSUMÉ.....</b>	<b>9</b>
<b>1 - DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS AU NIVEAU MONDIAL.....</b>	<b>12</b>
1.1 - Activité économique.....	13
1.2 - Conditions monétaires et financières.....	14
1.3 - Principales évolutions du marché des changes.....	17
1.4 - Cours des matières premières.....	19
<b>2 - OFFRE ET DEMANDE GLOBALES.....</b>	<b>22</b>
2.1 - Offre globale.....	22
2.2 - Demande globale.....	26
<b>3 - ÉVOLUTION RÉCENTE DE L'INFLATION ET DE LA COMPÉTITIVITÉ.....</b>	<b>29</b>
3.1 - Evolution récente de l'inflation.....	29
3.2 - Compétitivité extérieure.....	33
<b>4 - ÉVOLUTION DES FINANCES PUBLIQUES.....</b>	<b>35</b>
4.1 - Recettes et dons.....	35
4.2 - Dépenses totales et prêts nets.....	36
4.3 - Solde budgétaire et financement.....	37
<b>5 - ÉVOLUTION DES COMPTES EXTÉRIEURS.....</b>	<b>41</b>
5.1 - Transactions courantes et en capital.....	41
5.2 - Évolution du compte financier.....	43
<b>6 - CONDITIONS MONÉTAIRES, MONNAIE ET MARCHÉ BOURSIER.....</b>	<b>45</b>
6.1 - Conditions monétaires.....	45
6.2 - Situation monétaire.....	51
6.3 - Marché boursier de l'UMOA.....	56
<b>7 - PERSPECTIVES MACROÉCONOMIQUES À MOYEN TERME.....</b>	<b>58</b>
7.1 - Hypothèses de projection.....	58
7.2 - Prévisions macroéconomiques en 2026 et 2027.....	61
7.3 - Prévisions d'inflation et risques.....	66
<b>ANNEXES.....</b>	<b>68</b>

---

## LISTE DES ABRÉVIATIONS ET SIGLES

---

<b>AEN</b>	Actifs Extérieurs Nets
<b>AMAO</b>	Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest
<b>APUC</b>	Administration Publique Centrale
<b>BCE</b>	Banque Centrale Européenne
<b>BCEAO</b>	Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
<b>BEAC</b>	Banque des États de l'Afrique Centrale
<b>BoG</b>	Bank of Ghana / Banque du Ghana
<b>BRVM</b>	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
<b>CBN</b>	Central Bank of Nigeria / Banque Centrale du Nigeria
<b>CEDEAO</b>	Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest
<b>CEMAC</b>	Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
<b>CVS-CJO</b>	Corrigé des Variations Saisonnières - Corrigé des effets des Jours Ouvrables
<b>DTS</b>	Droit de Tirage Spécial
<b>FAO</b>	Food and Agriculture Organization / Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
<b>FED</b>	Federal Reserve System / Réserve Fédérale des États-Unis
<b>FMI</b>	Fonds Monétaire International
<b>FOB</b>	Free on Board / Franco à Bord
<b>GEUCB</b>	Grosses Entreprises Utilisatrices de Crédits Bancaires
<b>ICA</b>	Indice du Chiffre d'Affaires
<b>IHPC</b>	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
<b>INS</b>	Institut National de la Statistique
<b>IPC</b>	Indice des Prix à la Consommation
<b>IPI</b>	Indice de la Production Industrielle
<b>ISBLSM</b>	Institution Sans But Lucratif au Service des Ménages
<b>MSCI</b>	Morgan Stanley Capital International, fournisseur d'indices de référence boursiers
<b>NYMEX</b>	New York Mercantile Exchange, bourse spécialisée dans l'énergie et les métaux
<b>OCDE</b>	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
<b>OPEP+</b>	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole et 10 autres pays producteurs de pétrole
<b>PDB</b>	Point de base
<b>PDP</b>	Point de pourcentage
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>SARB</b>	South African Reserve Bank / Banque Centrale de l'Afrique du Sud
<b>TCER</b>	Taux de Change Effectif Réel
<b>UEMOA</b>	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
<b>UMOA</b>	Union Monétaire Ouest Africaine
<b>WTI</b>	West Texas Intermediate, référence pour le prix du pétrole sur le marché américain

---

## LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 - Évolution des indices MSCI.....	16
Graphique 2 - Rendements des obligations de référence à 10 ans.....	17
Graphique 3 - Évolution du taux de change effectif nominal de l'euro.....	18
Graphique 4 - Indices des prix des matières premières.....	19
Graphique 5 - Indice des prix des matières premières, hors pétrole, exportées par l'UEMOA.....	20
Graphique 6 - Contributions des postes de la demande à la croissance.....	27
Graphique 7 - Contributions à l'évolution de l'IHPC dans l'UEMOA.....	30
Graphique 8 - Evolution en glissement annuel du TCER.....	33
Graphique 9 - Evolution de la structure des dépenses courantes.....	37
Graphique 10 - Evolution de l'encours de la dette publique de l'UEMOA.....	40
Graphique 11 - Évolution du solde commercial avec les principaux partenaires.....	43
Graphique 12 - Évolution de la liquidité bancaire.....	46
Graphique 13 - Évolution des taux du marché monétaire.....	47
Graphique 14 - Évolution trimestrielle de l'indice des conditions monétaires.....	47
Graphique 15 - Taux débiteurs moyens des banques.....	48
Graphique 16 - Évolution de la circulation fiduciaire et des dépôts.....	52
Graphique 17 - Contributions des contreparties à la croissance annuelle de la masse monétaire.....	53
Graphique 18 - Contributions des composantes à la croissance des créances intérieures.....	53
Graphique 19 - Contributions à la croissance annuelle du crédit bancaire.....	55
Graphique 20 - Évolution de l'indice BRVM Composite.....	56
Graphique 21 - Évolution des indices sectoriels de la BRVM au premier trimestre 2026.....	57
Graphique 22 - Prévisions de l'inflation, en glissement annuel.....	67

## LISTE DES ENCADRÉS

Encadré 1 - Structure et conditions des crédits accordés.....	50
---	----

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 - Évolution de la croissance, en glissement annuel, du PIB en volume.....	13
Tableau 2 - Évolution du taux d'inflation dans les principaux pays partenaires.....	14
Tableau 3 - Synthèse des actions des principales banques centrales.....	15
Tableau 4- Taux de change du franc CFA par rapport aux monnaies de l'Afrique de l'Ouest.....	18
Tableau 5 - Cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA.....	21
Tableau 6 - Contributions à la croissance du PIB réel, en glissement annuel.....	22
Tableau 7 - Évolution de la croissance du PIB réel de l'Union.....	23
Tableau 8 - Évolution de la production vivrière dans l'UEMOA.....	23
Tableau 9 - Production des cultures de rente dans l'UEMOA.....	24
Tableau 10 - Évolution de l'Indice de la Production Industrielle (IPI) dans l'UEMOA.....	25
Tableau 11 - Évolution de l'Indice du chiffre d'affaires (ICA) dans l'UEMOA.....	26
Tableau 12 - Evolution des taux de croissance du PIB, en termes réels.....	28
Tableau 13 - Evolution de l'inflation et de ses composantes .....	31
Tableau 14 - Taux d'inflation en glissement annuel par pays dans l'UEMOA.....	33
Tableau 15 - Evolution de la compétitivité selon les groupes de partenaires.....	34
Tableau 16 - Opérations financières des États membres de l'UEMOA.....	36
Tableau 17- Émissions brutes de titres publics sur le marché régional.....	38
Tableau 18 - Taux d'intérêt et de rendement moyens sur les titres publics.....	38
Tableau 19 - Encours des titres publics à fin mars 2026 par pays.....	39
Tableau 20 - Évolution du compte des transactions courantes.....	41
Tableau 21 - Évolution de la balance commerciale.....	42
Tableau 22 - Évolutions du compte financier et du solde global.....	44
Tableau 23 - Évolution par pays des taux créditeurs sur les dépôts à terme.....	48
Tableau 24 - Évolution des taux débiteurs dans l'UEMOA selon l'objet du crédit.....	49
Tableau 25 - Évolution des taux débiteurs dans l'UEMOA selon la nature du débiteur.....	49
Tableau 26 - Évolution des taux débiteurs dans l'UEMOA selon la durée du crédit.....	51
Tableau 27 - Évolution par pays des taux débiteurs dans l'UEMOA.....	51
Tableau 28 - Évolution de la situation monétaire à fin mars 2026.....	52
Tableau 29 - Créances nettes sur les APUC.....	54
Tableau 30 - Créances sur l'économie des banques.....	54
Tableau 31 - Hypothèses de projection des scénarios pour l'inflation.....	61
Tableau 32 - Évolution des contributions à la croissance du PIB de l'Union.....	62
Tableau 33 - Évolution des taux de croissance du Produit Intérieur Brut, en termes réels.....	63
Tableau 34 - Projections budgétaires.....	63
Tableau 35 - Evolution de l'encours de la dette globale à l'échelle de l'UEMOA.....	64
Tableau 36 - Projections de la balance des paiements sur la période 2026-2027.....	64
Tableau 37 - Agrégats monétaires projetés pour la période 2026-2027.....	65
Tableau 38 - Perspectives d'inflation dans l'UEMOA.....	66

---

## RELEVÉ DE CONCLUSIONS

1. Le Comité de Politique Monétaire de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a tenu, le mercredi 10 juin 2026, sa deuxième réunion ordinaire au titre de l'année 2026, dans les locaux du Siège de la BCEAO à Dakar, en République du Sénégal, sous la présidence de Monsieur Jean-Claude Kassi BROU, Gouverneur de la Banque Centrale, son Président statutaire.
2. Le Comité a passé en revue les principales évolutions de la conjoncture économique internationale et régionale, ainsi que les facteurs de risque pouvant affecter les perspectives à moyen terme d'inflation et de croissance économique dans l'Union.
3. Au titre de la conjoncture internationale, le Comité a noté que l'activité économique mondiale a poursuivi sa progression au premier trimestre 2026, en dépit des perturbations consécutives à la crise au Moyen-Orient, avec notamment la hausse des prix de l'énergie et du fret. Selon les projections publiées par le FMI en avril 2026, le rythme de progression de l'activité économique mondiale s'établirait à 3,1% en 2026 et 3,2% en 2027. Ces prévisions demeurent toutefois sujettes à des risques globalement baissiers, liés notamment au conflit au Moyen-Orient, à un regain des tensions commerciales, à la résurgence de l'inflation mondiale et aux impacts négatifs des aléas climatiques.
4. Sur les marchés internationaux des matières premières, les prix des produits énergétiques se sont accrus durant le premier trimestre 2026 de 25,9% en rythme trimestriel. Les prix des produits hors énergie ont progressé de 4,5% sur la même période, en lien avec l'augmentation des prix des métaux précieux (+23,6%) et la progression des cours des métaux et minéraux (+12,5%). En revanche, les cours des matières premières, hors pétrole, exportées par les pays de l'UEMOA, se sont repliés, en rythme trimestriel, de 1,3%, après une baisse de 0,9% un trimestre plus tôt.
5. Examinant la conjoncture interne de l'UEMOA, le Comité de Politique Monétaire a noté une activité économique soutenue avec une progression de 6,1% du PIB réel, en rythme annuel, au premier trimestre 2026, après 6,5% le trimestre précédent. Cette évolution résulte du maintien de la bonne orientation de l'activité dans l'ensemble des secteurs. Selon les dernières projections réalisées par la BCEAO, le taux de croissance économique de l'Union est attendu à 6,1% en 2026 et 6,2% en 2027, après une estimation de 6,6% pour l'année 2025. Le Comité de Politique Monétaire a indiqué que ces perspectives de croissance restent tributaires des risques liés à l'évolution de la conjoncture internationale, de la situation socio-politique et sécuritaire de l'Union ainsi que des aléas climatiques.
6. La gestion des finances publiques au sein de l'Union, au cours du premier trimestre 2026, s'est soldée, par un repli du déficit budgétaire global, base engagements, dons compris, qui s'est situé à 1.563,2 milliards, soit 4,1% du PIB contre 4,3% un an plus tôt ou 1.581,3 milliards. Pour l'année 2026, le déficit budgétaire devrait se situer à 3,2% du PIB.
7. Les échanges des pays de l'Union avec le reste du monde sont ressortis excédentaires de 2.208,6 milliards au premier trimestre 2026, après un surplus de 1.175,1 milliards à la même période de l'année précédente. Cette progression traduit l'amélioration du solde des transactions courantes qui est ressorti excédentaire à 2,2% du PIB, portée par l'évolution favorable des termes de l'échange (+16,0%) et l'accroissement des exportations des produits pétroliers, d'or et de cacao. Un an auparavant, les transactions courantes extérieures avaient enregistré un déficit de 0,6% du PIB. La bonne tenue des comptes extérieurs a également bénéficié de la mobilisation des ressources extérieures par les États membres. En 2026, le solde global des échanges extérieurs devrait demeurer excédentaire.
8. Le Comité a relevé une amélioration de la liquidité bancaire au premier trimestre 2026, induite

---

par la bonne orientation des comptes extérieurs. Dans ce contexte favorable, et dans le sillage de la baisse des taux directeurs opérée en mars 2026, les taux du marché monétaire se sont détendus. Le taux moyen sur le marché interbancaire a reculé à 4,52% contre 5,11% un trimestre plus tôt. Le coût du crédit bancaire est demeuré quasi stable, le taux débiteur moyen, hors taxes et charges, s'établissant à 6,72% contre 6,73% le trimestre précédent. Les créances sur l'économie ont augmenté de 4,4% à fin mars 2026.

9. Le Comité de Politique Monétaire a noté une poursuite de la baisse du niveau général des prix au premier trimestre 2026, mais à un rythme moins prononcé. Le taux d'inflation s'est établi à -0,2%, après -0,8% le trimestre précédent. Cette évolution est principalement imputable au renchérissement des services de restauration et d'hôtellerie (+0,1 point de pourcentage) ainsi que des charges de logement (+0,3 pdp). Elle a été en partie compensée par le recul des prix des produits alimentaires (-0,6 pdp). Le taux d'inflation sous-jacente, qui retrace l'évolution des prix hors produits frais et énergétiques, s'est établi à 1,3% au cours du trimestre sous revue, après un niveau de 0,1% le trimestre précédent.
10. Selon les dernières prévisions de la Banque Centrale, le taux d'inflation dans l'Union, en moyenne annuelle, s'établirait à 1,6% en 2026, sous l'effet de la hausse des prix de l'énergie et des produits alimentaires importés. Le Comité a souligné que les risques d'une hausse plus importante des prix demeurent, en lien avec une éventuelle poursuite du conflit au Moyen-Orient.
11. Par ailleurs, le Comité a relevé que la situation extérieure de l'Union, bien que favorable, reste exposée à des risques baissiers dans un contexte international marqué par de fortes incertitudes. L'évolution positive observée repose, entre autres, sur l'amélioration des termes de l'échange et la mobilisation des financements extérieurs par les États. La matérialisation de risques géopolitiques pourrait donc remettre en cause la dynamique attendue.
12. Au regard de ces évolutions récentes et des risques pesant sur les perspectives à court terme, le Comité a décidé de maintenir inchangés les taux directeurs de la Banque Centrale. Ainsi, le taux minimum de soumission aux appels d'offres reste fixé à 3,00% et celui du guichet de prêt marginal à 5,00%, niveaux en vigueur depuis le 16 mars 2026. Le Comité a également décidé de maintenir à 3,00%, le coefficient des réserves obligatoires applicable aux établissements assujettis de l'Union.
13. Le Comité de Politique Monétaire continuera d'accorder une attention particulière aux risques pesant sur l'évolution des prix. Il prendra, si nécessaire, les mesures idoines pour assurer la stabilité monétaire et financière de l'Union.

Fait à Dakar, le 10 juin 2026

Le Président,

Jean-Claude Kassi BROU

---

## RÉSUMÉ

1. **L'activité économique mondiale** a poursuivi sa progression au cours du premier trimestre 2026, en dépit de l'environnement international peu favorable marqué notamment par des perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales liées à la crise au Moyen-Orient et à la fermeture du détroit d'Ormuz. Selon les dernières données disponibles, le taux de croissance du PIB aux États-Unis s'est établi à 2,7%, en glissement annuel, au premier trimestre 2026, après 2,0% le trimestre précédent. En Zone euro, le rythme de progression du PIB est ressorti à 0,8% sur la même période, contre 1,2% un trimestre plus tôt. Dans les pays émergents, l'activité économique est restée dynamique en Chine, avec une hausse de la production de 5,0% au premier trimestre 2026, faisant suite à 4,5% au quatrième trimestre 2025. En Afrique du Sud, le taux de croissance est passé de 0,8% au trimestre précédent à 1,8%. Au niveau de la sous-région ouest-africaine, l'activité économique s'est renforcée au Nigeria et au Ghana, respectivement de 4,3% et 5,8%, après des réalisations de 4,1% et 5,5% au trimestre précédent.
2. **L'inflation a globalement suivi une tendance haussière** au premier trimestre 2026, en ligne avec les répercussions du choc énergétique induit par le conflit au Moyen-Orient. Aux États-Unis et dans la Zone euro, le rythme de progression des prix s'est établi respectivement à 3,5% et 2,6% en mars 2026, contre 2,9% et 2,0% en décembre 2025. Dans les économies émergentes, le niveau général des prix en Chine a enregistré une hausse de 1,0%, contre 0,8% en décembre 2025. En revanche, en Afrique du Sud, l'inflation s'est repliée à 3,1%, après 3,6% trois mois plus tôt. Au niveau de la sous-région ouest-africaine, les pressions inflationnistes se sont maintenues au Nigeria (15,4% en mars 2026, contre 15,2% en décembre 2025) et atténuées au Ghana (3,2% en mars 2026 contre 5,4% en décembre 2025).
3. **Les conditions monétaires et financières internationales** au premier trimestre 2026 ont été marquées par une détente des taux d'intérêt à court terme et des tensions sur les taux à long terme dans les économies avancées. Aux États-Unis, le taux d'intérêt interbancaire au jour le jour (Overnight Bank Funding Rate) s'est établi à 3,68% au premier trimestre 2026, en baisse de 22 pdb comparé au trimestre précédent. L'indice de référence sur le marché interbancaire en Zone euro (Euro short-term rate ou €STR) est ressorti à 1,93% en moyenne, inchangé par rapport au trimestre précédent. En revanche, sur les marchés obligataires, les taux à 10 ans aux États-Unis ont progressé de 10,1 pdb au premier trimestre 2026 pour ressortir à 4,19%, dans un contexte de remontée des anticipations d'inflation. Cette évolution reflète également l'augmentation de la prime de risque souverain induite par les incertitudes budgétaires liées à la guerre en Iran. En Zone euro, la politique budgétaire expansionniste menée en Allemagne et les inquiétudes relatives aux finances publiques en France ont entraîné une progression des taux des obligations d'État à 10 ans de respectivement 13,4 pdb et 1,4 pdb, les portant à 2,85% et 3,49% au premier trimestre 2026. En Afrique du Sud, les rendements des obligations à 10 ans du Trésor se sont, pour leur part, contractés de 36 pdb pour s'établir à 8,34%. Sur le marché des changes, l'euro s'est raffermi par rapport aux autres principales devises, après une quasi stabilité au quatrième trimestre 2025.
4. Sur le **marché des matières premières**, les cours des produits énergétiques ont augmenté de 25,9% en rythme trimestriel, après un repli de 6,1% le trimestre précédent. Cette évolution reflète essentiellement les tensions géopolitiques liées au conflit au Moyen-Orient, qui ont ravivé les craintes pesant sur l'offre mondiale. Les perturbations des infrastructures pétrolières et la fermeture du détroit d'Ormuz ont contribué à accroître les primes de risque sur les marchés énergétiques. Les prix des produits hors énergie ont également progressé de 4,5%, après une baisse de 1,8% un trimestre plus tôt, en raison essentiellement de l'augmentation des prix des métaux précieux. En revanche, l'indice des prix des matières premières, hors pétrole, exportées par les pays de l'UEMOA, a fléchi de 1,3% au cours du premier trimestre 2026, après une

contraction de 0,9% un trimestre plus tôt. Les baisses les plus importantes ont concerné le cacao et le café.

5. Au **sein de l'UEMOA**, l'activité économique est restée dynamique au premier trimestre 2026, le PIB réel ayant progressé de 6,1%, en glissement annuel, après une hausse de 6,5% enregistrée au trimestre précédent. Cette évolution résulte de la bonne orientation de l'activité économique dans l'ensemble des secteurs.
6. Le **taux d'inflation** dans l'Union s'est situé à -0,2%, en glissement annuel, au premier trimestre 2026, après -0,8% le trimestre précédent. Cette dynamique est essentiellement imputable à la hausse des tarifs des divisions "Restaurants et hôtels" (+0,1 pdp) et "Logement" (+0,3 pdp). Elle a été cependant modérée par le recul des tarifs de la division "Produits alimentaires" (-0,6 pdp). Le taux d'inflation sous-jacente, qui retrace l'évolution des prix hors produits frais et énergétiques, s'est établi à 1,3% au cours du trimestre sous revue, après un niveau de 0,1% le trimestre précédent.
7. Selon les données des États, **la gestion des finances publiques dans l'UEMOA**, au cours du premier trimestre 2026, s'est soldée, par un repli du déficit budgétaire global, base engagements, dons compris, qui s'est affiché à 1.563,2 milliards, soit 4,1% du PIB contre 4,3% un an plus tôt ou 1.581,3 milliards.
8. Les **échanges extérieurs** des pays de l'Union se sont traduits par un solde global de la balance des paiements excédentaire de 2.208,6 milliards au premier trimestre 2026, après un surplus de 1.175,1 milliards à la même période de l'année précédente. Cette évolution s'explique principalement par l'amélioration de 1.097,8 milliards du solde de la balance des biens et services, couplée à une hausse des entrées nettes de ressources au titre du compte financier, qui se sont accrues de 36,2% par rapport à leur niveau à la même période de l'année précédente. Le solde du compte des transactions courantes est ressorti excédentaire à 2,2% du PIB, contre un déficit de 0,6% enregistré un an plus tôt, en lien avec l'amélioration des termes de l'échange (+16,0%) et l'accroissement des exportations d'hydrocarbures.
9. Sur le **marché monétaire**, les taux d'intérêt se sont détendus au cours du premier trimestre 2026, en ligne avec l'amélioration de la liquidité bancaire et la baisse des taux directeurs de la Banque Centrale. Le taux d'intérêt moyen pondéré sur le guichet des appels d'offres à une semaine de la BCEAO a baissé de 70 pdb au premier trimestre 2026 pour se situer à 3,96%. Le taux d'intérêt moyen pondéré sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, est ressorti à 4,52% contre 5,11% un trimestre plus tôt. Pour les nouvelles mises en place de crédit, le taux débiteur moyen, hors taxes et charges, s'est réduit à 6,72% au premier trimestre 2026 contre 6,73% le trimestre précédent.
10. Sur le **marché régional des titres publics**, les taux de sortie lors des émissions de titres publics se sont réduits sur la quasi-totalité des maturités, comparés au trimestre précédent. Au niveau des bons, les taux moyens sont ressortis en recul respectivement de 59 pdb et de 39 pdb, au premier trimestre 2026, sur les deux maturités sollicitées, à savoir, celles de 3 mois et 12 mois. Sur le compartiment des obligations, les rendements moyens pondérés se sont inscrits en baisse, ressortant à 7,15% au premier trimestre 2026, après 7,39% le trimestre précédent.
11. La **situation monétaire** à fin mars 2026 est marquée par une progression de la masse monétaire de 18,1%, en glissement annuel, après 17,4% un trimestre plus tôt. Cette évolution s'explique par l'augmentation des actifs extérieurs nets de 9.659,6 milliards, en lien essentiellement avec l'amélioration du solde global des échanges extérieurs, et celle des créances intérieures de 3.053,4 milliards. L'accroissement des créances intérieures résulte de ceux des créances nettes des institutions de dépôt sur les Administrations Publiques Centrales (+1.472,7 milliards ou +5,6%) et des créances sur l'économie (+1.580,7 milliards ou +4,4%).

12. Sur le **marché boursier régional**, l'activité s'est renforcée au cours du premier trimestre 2026, avec une augmentation de l'indice global (BRVM Composite) de 19,9%, après celle de 8,1% le trimestre précédent. La capitalisation boursière s'est accrue, en rythme trimestriel, de 11,8%, après une hausse de 5,7% trois mois plus tôt. Cette évolution reflète l'augmentation de la capitalisation du marché des actions (+18,1%) et des obligations (+4,5%). Sur une base annuelle, la capitalisation boursière globale du marché a progressé de 30,1% à fin mars 2026.
13. Les **perspectives économiques** demeurent globalement favorables dans l'Union, avec une croissance attendue à 6,1% en 2026 et à 6,2% en 2027, après 6,6% en 2025. Cette évolution traduit le maintien du dynamisme des industries extractives et manufacturières, des activités commerciales et des services ainsi que les bonnes perspectives de la campagne agricole 2026/2027. Ces prévisions restent toutefois tributaires de l'évolution de la conjoncture internationale et de la situation socio-politique et sécuritaire des pays membres de l'Union ainsi que des effets du changement climatique.
14. La **gestion des finances publiques** serait caractérisée par la poursuite de la baisse du déficit budgétaire global rapporté au PIB de l'Union, qui passerait de 3,3% en 2025 à 3,2% en 2026, puis à 2,9% en 2027. Le repli attendu du déficit public résulterait notamment des effets conjugués de la croissance économique et du renforcement de la mobilisation des recettes fiscales, le taux de pression fiscale devant atteindre 15,8% en 2026 et 16,0% en 2027, contre 15,1% en 2025. Parallèlement, les dépenses totales et les prêts nets, en pourcentage du PIB, devraient rester contenus, s'établissant à 21,8% en 2026 et 21,6% en 2027, après 21,3% en 2025, en lien essentiellement avec la poursuite des efforts de rationalisation des dépenses publiques par les Etats. A l'échelle de l'Union, le taux d'endettement public s'établirait à 62,4% du PIB en 2026 et 60,6% en 2027, contre 63,2% en 2025.
15. Les **échanges extérieurs** de l'UEMOA se solderaient par un excédent en 2026 et 2027 tout comme en 2025. Le solde global de la balance des paiements ressortirait à 1.189,4 milliards en 2026 et 1.483,2 milliards en 2027, après un surplus de 7.027,6 milliards en 2025. Le repli du solde serait en lien avec notamment la dégradation des termes de l'échange qu'induirait la hausse des cours des produits pétroliers, conjuguée à la baisse des prix de certaines matières premières exportées, notamment le cacao. Le déficit du compte des transactions courantes se situerait à 2,4% du PIB en 2026 et 2,8% en 2027, contre 1,3% en 2025.
16. La **situation monétaire** serait caractérisée par une accélération du financement du secteur privé, après le ralentissement observé en 2025. Le rythme de progression des créances sur l'économie se situerait à 7,4% en 2026 et 8,0% en 2027, après 5,6% en 2025.
17. Le **taux d'inflation** dans l'Union, en moyenne annuelle, devrait revenir dans sa zone cible [1%, 3%], passant de 0,0% en 2025 à 1,6% en 2026 et 2,1% en 2027. Cette prévision intègre notamment l'impact de la crise au Moyen-Orient sur l'évolution des prix de l'énergie dans l'Union et la hausse anticipée des prix alimentaires importés en 2027.
18. La **balance des risques entourant les perspectives d'inflation demeure orientée à la hausse**, en raison principalement de la persistance de l'insécurité dans certaines zones de l'UEMOA et de l'accentuation des tensions géopolitiques internationales, notamment la crise au Moyen-Orient, à travers ses effets sur les cours des produits pétroliers et alimentaires importés, ainsi que sur les coûts des engrais, du transport et du fret. Néanmoins, cette orientation haussière pourrait être partiellement contenue par un approvisionnement satisfaisant des marchés en produits céréaliers. Elle pourrait également être atténuée par les mesures que prendraient certains États en réponse aux impacts négatifs des tensions au Moyen-Orient.

## 1 - DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS AU NIVEAU MONDIAL

**L'activité économique mondiale** s'est consolidée au premier trimestre 2026, malgré les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondial induites par la fermeture du détroit d'Ormuz<sup>1</sup>. Selon les dernières données disponibles, le taux de croissance du PIB aux États-Unis s'est établi à 2,7%, en glissement annuel, au premier trimestre 2026, après 2,0% le trimestre précédent. En Zone euro, le rythme de progression du PIB est ressorti à 0,8%, contre 1,2% un trimestre plus tôt. Dans les pays émergents, l'activité économique est restée dynamique en Chine, avec une augmentation de la production de 5,0% au premier trimestre 2026, faisant suite à un niveau de 4,5% un trimestre plus tôt. En Afrique du Sud, la croissance s'est accélérée de 0,8% le trimestre précédent à 1,8%.

**L'inflation** a globalement suivi une tendance haussière dans la plupart des régions, en ligne avec les répercussions du choc énergétique consécutif au conflit au Moyen-Orient. Dans les économies avancées, notamment aux États-Unis et en zone euro, le taux d'inflation, en glissement annuel, s'est établi respectivement à 3,5% et 2,6% en mars 2026 contre 2,9% et 2,0% trois mois plus tôt. Dans les économies émergentes, le taux d'inflation est ressorti à 1,0% en Chine et à 3,1% en Afrique du Sud, contre respectivement 0,8% et 3,6% en décembre 2025. Au niveau de la sous-région ouest-africaine, les évolutions ont été contrastées, avec une légère remontée de l'inflation au Nigeria (15,4% en mars 2026 contre 15,2% en décembre 2025), tandis que la dynamique de désinflation s'est poursuivie au Ghana sur la même période (3,2% contre 5,4%).

Sur le marché des **matières premières**, les cours des produits énergétiques se sont renforcés de 25,9%, en rythme trimestriel, durant le premier trimestre 2026, après un repli de 6,1% le trimestre précédent, sous l'effet notamment de la hausse des prix du pétrole, liée à la fermeture du détroit d'Ormuz. De même, les cours des produits hors énergie ont progressé de 4,5%, en raison principalement de l'augmentation des prix des métaux précieux, en particulier ceux de l'or, dans un contexte de montée des incertitudes. En revanche, les prix des matières premières, hors pétrole, exportées par les pays de l'UEMOA, ont reculé de 1,3% au cours du premier trimestre 2026, après une diminution de 0,9% un trimestre plus tôt. Les baisses les plus importantes ont concerné le cacao et le café, en raison de facteurs d'offre.

**Les conditions monétaires et financières internationales**, au premier trimestre 2026, ont été marquées par une détente des taux à court terme et des tensions sur les taux à long terme dans les économies avancées. Sur les marchés monétaires, les conditions d'emprunt se sont allégées aux États-Unis, le taux d'intérêt interbancaire au jour le jour (Overnight Bank Funding Rate) s'est établi à 3,68% au premier trimestre 2026, contre 3,90% au trimestre précédent. Elles sont restées globalement stables en Zone euro, où l'€STR est demeuré à 1,93% en moyenne, d'un trimestre à l'autre. Sur les marchés obligataires, les rendements des emprunts d'État américains à 10 ans se sont accrus de 10,1 pnb, en lien avec les anticipations haussières d'inflation alimentées par le renchérissement du pétrole. En Zone euro, la mise en œuvre d'une politique budgétaire expansionniste en Allemagne et les inquiétudes relatives aux finances publiques en France ont entraîné une hausse globale des taux des obligations d'État à 10 ans. Sur le marché des changes, l'euro s'est raffermi de 0,2% par rapport aux autres principales devises, après une quasi-stabilité au quatrième trimestre 2025.

<sup>1</sup>Le détroit d'Ormuz apparaît comme un point de vulnérabilité critique pour les chaînes d'approvisionnement énergétiques mondiales. Situé entre l'Iran et Oman, ce passage stratégique assure la liaison entre le Golfe persique et la mer d'Arabie. Selon les estimations de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), environ 20,9 millions de barils de pétrole par jour y ont transité en 2025, soit près d'un cinquième de la consommation mondiale, ainsi qu'environ 20% du commerce mondial de gaz naturel liquéfié (GNL).

## 1.1 - Activité économique

1. Aux **États-Unis**, l'activité économique a progressé de 2,7%, en glissement annuel, au premier trimestre 2026, après 2,0% au trimestre précédent. Cette accélération s'explique principalement par le rebond des dépenses publiques fédérales, après la paralysie budgétaire intervenue au quatrième trimestre 2025. L'activité a été également portée par la consolidation des dépenses de consommation des ménages et la poursuite des investissements dans les technologies liées à l'intelligence artificielle. Le taux d'inflation, mesuré par la variation de l'indice des prix des dépenses de consommation personnelle, a atteint 3,5% en mars 2026, après 2,9% en décembre 2025. Cette accélération résulte essentiellement de la hausse des prix de l'énergie en lien avec les tensions géopolitiques au Moyen-Orient.
2. Dans la **Zone euro**, le rythme de progression du PIB réel, en glissement annuel, s'est situé à 0,8% au premier trimestre 2026 après 1,2% le trimestre précédent. Ce ralentissement est imputable aux perturbations des approvisionnements en pétrole, en gaz et autres produits transitant par le détroit d'Ormuz vers la Zone depuis la fin du mois de février et qui ont pesé sur la consommation des ménages et accru l'incertitude. L'accroissement des dépenses publiques du secteur de la défense et dans les infrastructures, notamment en Allemagne, ainsi que la résilience du marché du travail, ont toutefois contribué à atténuer le ralentissement de l'activité économique. Le taux d'inflation de la zone euro s'est établi à 2,6% en mars 2026, contre 2,0% en décembre 2025, porté par la hausse des prix de l'énergie consécutive au conflit au Moyen-Orient.

**Tableau 1 - Évolution de la croissance, en glissement annuel, du PIB en volume (en %)**

	2024				2024 (sur 1 an)	2025				2025 (sur 1 an)	2026 T1
	T1	T2	T3	T4		T1	T2	T3	T4		
<b>Pays avancés</b>											
Etats-Unis	2,9	3,0	2,7	2,5	2,8	2,0	2,1	2,3	2,0	2,1	2,7
Zone euro	0,5	0,5	0,9	1,3	0,8	1,6	1,6	1,4	1,2	1,5	0,8
Allemagne	-0,4	-0,7	-0,6	-0,2	-0,5	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4	0,3
France	1,7	1,0	1,1	0,6	1,1	0,6	0,8	1,0	1,3	0,9	1,1
<b>Pays émergents</b>											
Chine	5,3	4,7	4,6	5,4	5,0	5,4	5,2	4,8	4,5	5,0	5,0
Afrique du Sud	0,5	0,4	0,4	0,8	0,5	0,9	0,7	2,1	0,8	1,1	1,8
<b>Pays environnants</b>											
Nigeria	2,3	3,2	3,5	3,8	3,2	3,1	4,2	4,0	4,1	3,9	4,3
Ghana	4,9	7,5	7,2	3,6	5,8	6,3	6,3	5,5	5,5	5,9	5,8

Sources : OCDE, Eurostat, FMI, Tradingeconomics, Bloomberg

3. Dans les pays émergents, l'activité économique est demeurée globalement résiliente au cours de la période sous revue. En **Chine**, la croissance du PIB au premier trimestre 2026 s'est située à 5,0%, en glissement annuel, après 4,5% le trimestre précédent. Le regain de dynamisme est porté par la bonne tenue de la production industrielle, soutenue par la consolidation des flux commerciaux vers l'Europe. Toutefois, la persistance des fragilités dans le secteur immobilier et la stagnation de la demande intérieure constituent des facteurs modérateurs. Le taux d'inflation s'est établi à 1,0% en mars 2026, après 0,8% en décembre 2025, tiré notamment par la hausse des prix du transport. En **Afrique du Sud**, la croissance du PIB s'est accélérée à 1,8% au premier trimestre 2026, après 0,8% le trimestre précédent, soutenue par le

dynamisme du secteur minier, l'assouplissement des conditions monétaires et la bonne tenue de la demande intérieure. Le taux d'inflation s'est établi à 3,1% en mars 2026, après 3,6% en décembre 2025, en lien avec le ralentissement des prix du logement.

4. Au **Nigeria**, principal partenaire commercial des États membres de l'UEMOA au sein de la CEDEAO, l'activité économique a progressé de 4,3%, en glissement annuel, au premier trimestre 2026, contre 4,1% un trimestre plus tôt. Cette dynamique est portée principalement par l'expansion des services et la bonne tenue de la production pétrolière. Le taux d'inflation est ressorti à

15,4% en mars 2026, après 15,2% en décembre 2025, traduisant les répercussions du renchérissement des produits pétroliers sur les prix intérieurs, dans un contexte de stabilité relative du naira. Au **Ghana**, l'activité économique est demeurée dynamique au premier trimestre 2026, avec une croissance de 5,8%, après 5,5% au trimestre précédent, soutenue par la bonne tenue des services et de la demande intérieure. L'inflation a poursuivi sa dynamique baissière, s'établissant à 3,2% en mars 2026 après 5,4% en décembre 2025, en lien avec la décélération des prix des produits alimentaires et l'appréciation de la monnaie nationale.

**Tableau 2 - Évolution du taux d'inflation dans les principaux pays partenaires**

(en variation par rapport à la même période de l'année précédente, en %)

	2024				2025				2026
	Mars	Juin	Sept.	Dec.	Mars	Juin	Sept.	Dec.	Mars
<b>Pays avancés</b>									
Etats-Unis	2,8	2,4	2,1	2,6	2,3	2,7	2,8	2,9	3,5
Zone euro	2,4	2,5	1,7	2,4	2,2	2,0	2,2	1,9	2,6
<b>Pays émergents</b>									
Chine	0,1	0,2	0,4	0,1	-0,1	0,1	-0,3	0,8	1,0
Afrique du Sud	5,3	5,1	3,8	3,0	2,7	3,0	3,4	3,6	3,1
<b>Pays environnants</b>									
Nigeria	33,2	34,2	32,7	34,8	27,4	25,3	21,0	15,2	15,4
Ghana	25,8	22,8	21,5	23,8	22,4	13,7	9,4	5,4	3,2

Sources : OCDE, Eurostat, Instituts Nationaux de Statistique, Tradingeconomics

## 1.2 - Conditions monétaires et financières

### 1.2.1 - Décisions des banques centrales

5. Au cours du premier trimestre 2026, les banques centrales ont conservé une orientation prudente de leur politique monétaire, dans un environnement marqué par de fortes incertitudes, alimentées notamment par le conflit au Moyen-Orient et ses répercussions sur les cours des matières premières.
6. La **Réserve fédérale américaine (FED)** a maintenu inchangés, durant le trimestre sous revue, ses taux directeurs dans la fourchette cible de 3,50% à 3,75%, après la baisse

opérée en décembre 2025, soulignant les risques haussiers sur les perspectives d'inflation, mais également la nécessité de soutenir le marché de l'emploi.

7. La **Banque Centrale Européenne (BCE)** a opté pour le statu quo sur ses taux directeurs depuis la réduction intervenue en juin 2025, dans un contexte où les risques de hausse de l'inflation et de baisse de la croissance se sont intensifiés. Le taux de la facilité de dépôt, principal taux directeur de la BCE, reste fixé à 2,00%. Le maintien des taux traduit une stratégie prudente visant à éviter,

à la fois, un resserrement prématuré susceptible d'accentuer le ralentissement économique et un assouplissement trop rapide pouvant alimenter des effets de second tour sur les prix.

8. La **Banque populaire de Chine (PBoC)** a, lors de sa réunion du 20 avril 2026, laissé ses taux directeurs inchangés afin de soutenir la croissance et de préserver la stabilité du yuan, malgré la persistance des fragilités du secteur immobilier. Le taux préférentiel des prêts (LPR) à un an est resté à 3,00%. La **Banque de réserve sud-africaine (SARB)** a, le 26 mars 2026, décidé de maintenir son taux directeur à 6,75%, en raison des risques de hausse de l'inflation liés au conflit au Moyen-Orient.
9. La **Banque du Ghana (BoG)** a réduit son taux directeur de 150 points de base à 14,00%, lors de sa réunion du 18 mars 2026, le ramenant ainsi à son plus bas niveau

depuis février 2022. Cette décision intervient après une baisse de 250 pdb décidée le 28 janvier 2026, dans un contexte de poursuite de la désinflation. La **Banque Centrale du Nigeria (CBN)** a, pour sa part, abaissé son taux directeur de 50 points de base à 26,50%, le 24 février 2026, dans le but de soutenir la croissance. La stabilité du taux de change du naira, la monnaie nationale, et l'amélioration des conditions d'approvisionnement en denrées alimentaires ont favorisé cette décision.

10. La **Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC)** a décidé, à l'issue de sa session du 2 avril 2026, de maintenir inchangé l'ensemble de ses instruments de politique monétaire. Le taux des appels d'offres reste ainsi fixé à 4,75%. Cette décision s'inscrit dans un contexte marqué par les tensions au Moyen-Orient qui alimentent des risques haussiers sur les perspectives d'inflation.

**Tableau 3 - Synthèse des actions des principales banques centrales**

	Variation du taux directeur en 2025 (pdb)	Variation du taux directeur du 1 janvier au 20 avril 2026 (en pdb)	Taux directeur au 20 avril 2026 (%)	Cible d'inflation (%)	Taux d'inflation en mars 2026 (%)
<b>Pays avancés</b>					
Etats-Unis	-75	0	[3,50-3,75]	2,0	3,5
Zone euro	-100	0	2,15	2,0	2,6
<b>Pays émergents</b>					
Chine	-10	0	3,00	3,0	1,0
Afrique du Sud	-100	0	6,75	{3,0-6,0}	3,1
<b>Pays partenaires</b>					
Nigeria	-50	-50	26,50	{6,0-9,0}	15,4
Ghana	-900	-400	14,00	{8,0+/-2,0}	3,2
CEMAC	-50	0	4,75	NA	2,8
<b>Zone UEMOA</b>					
UEMOA	-25	-25	3,00	{1,0-3,0}	0,1

Sources : Banques centrales des pays concernés et Bloomberg pour les prévisions d'inflation

NA : Non applicable - Conformément à l'article 1<sup>er</sup> de ses Statuts, l'objectif final de la politique monétaire de la BEAC est de garantir la stabilité monétaire, évaluée à travers un taux d'inflation faible et un taux de couverture de la monnaie suffisant (le seuil minimal est de 20%).

### 1.2.2 - Conditions financières

11. Les conditions monétaires et financières internationales au premier trimestre 2026 ont été influencées par les orientations des

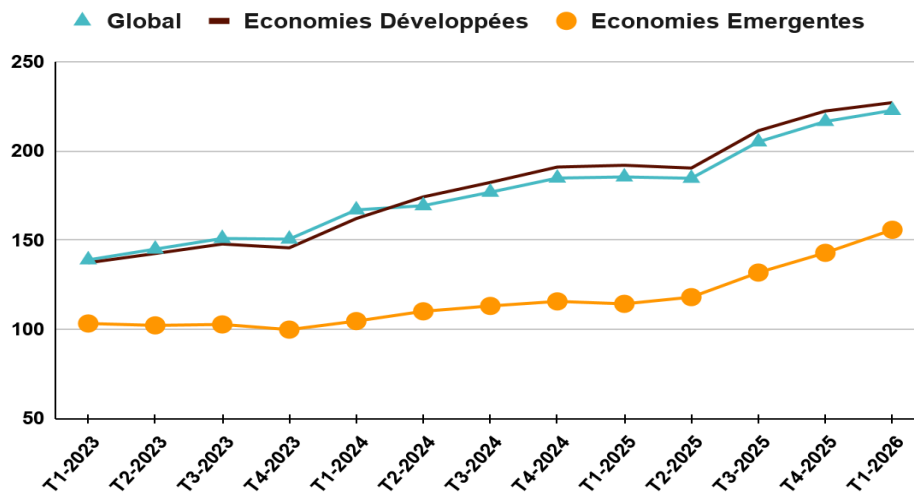
politiques monétaires et budgétaires ainsi que par les répercussions du choc énergétique consécutif au conflit au Moyen-Orient.

12. Dans la **Zone euro**, les taux sur les marchés monétaires sont restés globalement stables, en lien notamment avec le statu quo observé par la Banque Centrale Européenne au cours de la période sous revue. En particulier, l'€STR (Euro Short Term Rate), indice de référence sur le marché interbancaire au jour le jour en Zone euro, s'est établi en moyenne à 1,93% au premier trimestre 2026, inchangé par rapport au trimestre précédent et en repli de 76 pdb par rapport au premier trimestre 2025 (2,69%). Aux **États-Unis**, le taux interbancaire au jour le jour, l'Overnight Bank Funding Rate<sup>2</sup>, a poursuivi son repli, ressortant à 3,68% au premier trimestre 2026, après 3,90% au quatrième trimestre 2025 et 4,33% un an plus tôt, sous l'effet des deux baisses successives de 25 pdb effectuées par la FED en octobre et décembre 2025.
13. Sur les **marchés d'actions**, les indices ont progressé au premier trimestre 2026, malgré

le contexte international marqué par de fortes incertitudes. L'indice MSCI (Morgan Stanley Capital International) des pays développés s'est accru de 2,1% au premier trimestre 2026, après une hausse de 5,2% au trimestre précédent. Cette évolution s'explique par la résilience des marchés des actions, soutenue notamment par la solidité des résultats des entreprises. Parallèlement, l'indice MSCI des marchés émergents a progressé de 9,0%, après 8,4% un trimestre plus tôt, porté principalement par la forte demande mondiale pour les semi-conducteurs, en particulier, en Corée du Sud et à Taïwan. L'indice MSCI global, pour sa part, s'est renforcé de 2,9%, après une hausse de 5,6% au trimestre précédent. Les valeurs aurifères ont notamment bénéficié de la flambée des cours de l'or, soutenue par la demande pour les actifs refuges dans le contexte de la crise au Moyen-Orient.

**Graphique 1 - Évolution des<sup>2</sup> indices MSCI<sup>3</sup>**

(base 100 = 2019) (en variation en glissement annuel, en %)



Source : Bloomberg

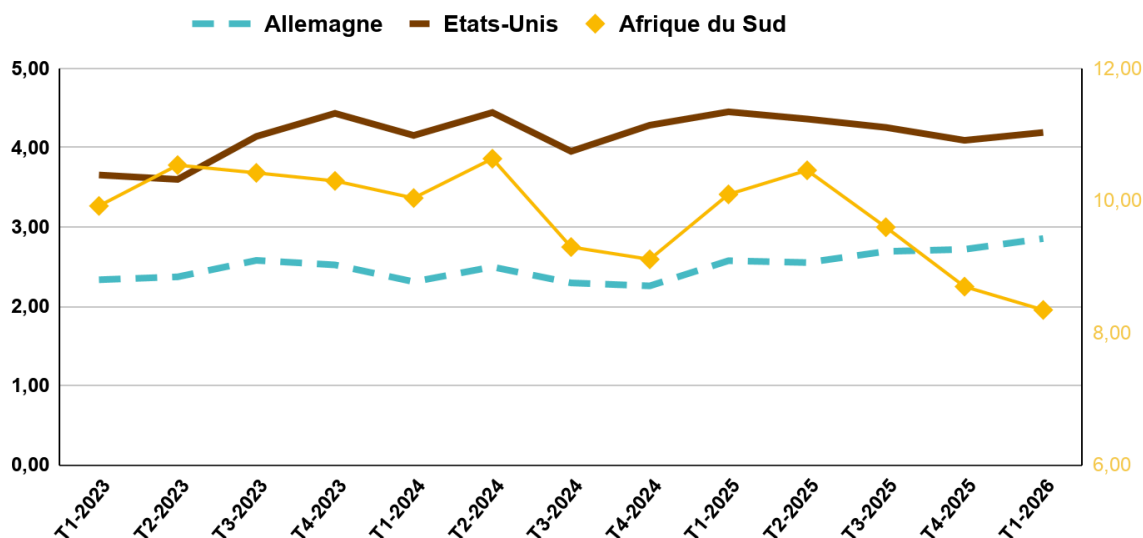
<sup>2</sup> Le Overnight Bank Funding Rate constitue le principal taux de référence sur le marché interbancaire aux États-Unis.

<sup>3</sup> L'indice MSCI ACWI (All Country World Index) ou indice global élaboré par la société MSCI permet de suivre l'évolution de 3.000 entreprises dans 50 pays (23 pays développés et 27 pays émergents). Il a plusieurs déclinaisons, dont deux très utilisées. L'indice MSCI Économies Développées regroupe les capitalisations des 23 économies, dont les marchés financiers sont les plus développés. Les actions cotées sur les bourses américaines pèsent pour 66% dans cette composante. Un indice complémentaire, le MSCI Économies Émergentes, permet de suivre l'évolution des bourses de 27 pays émergents.

14. Sur les **marchés obligataires**, les rendements des obligations d'État de référence à 10 ans ont enregistré globalement une hausse au premier trimestre 2026. Les rendements des emprunts d'État américains à 10 ans ont progressé de 10,1 pdb par rapport au trimestre précédent, pour s'établir à 4,19%, dans un contexte de remontée des anticipations d'inflation, alimentées par la hausse des prix de l'énergie. Cette évolution reflète également l'augmentation de la prime de risque souverain induite par les incertitudes budgétaires liées à la guerre en Iran. En Zone euro, la mise en œuvre d'une politique

budgétaire expansionniste en Allemagne et les inquiétudes relatives aux finances publiques en France ont entraîné une hausse globale des taux des obligations d'État à 10 ans, qui ont progressé respectivement de 13,4 pdb et 1,4 pdb sur la période sous revue, pour s'établir à 2,85% et 3,49%. En revanche, en Afrique du Sud, les rendements des obligations souveraines à 10 ans ont diminué de 36 pdb pour s'établir à 8,34%, après une baisse plus marquée de 89,8 pdb au trimestre précédent, dans un contexte caractérisé par une inflation contenue et un regain d'intérêt des investisseurs étrangers pour les actifs domestiques.

Graphique 2 - Rendements des obligations de référence à 10 ans (en %)



Source : Bloomberg, Investing

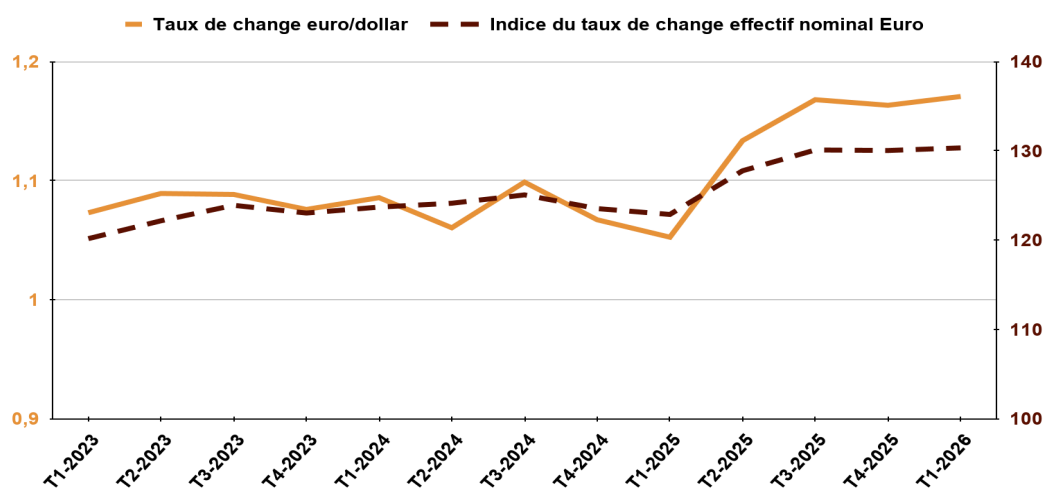
### 1.3 - Principales évolutions du marché des changes

15. Sur le marché des changes, l'euro s'est raffermi de 0,2% au premier trimestre de 2026, en variation trimestrielle, par rapport aux autres principales devises, après une quasi stabilité (-0,03%) au dernier trimestre de 2025. Plus spécifiquement, la devise européenne s'est appréciée face à la **roupie**

**indienne** (+3,3%), au **yen japonais** (+2,4%) et au **dollar des États-Unis** (+0,6%). En revanche, elle s'est repliée vis-à-vis du **rand sud-africain** (-3,8%), du **yuan chinois** (-1,8%), du **franc suisse** (-1,4%), du **rouble russe** (-1,1%) et de la **livre sterling** (-0,8%).

## Graphique 3 - Évolution du taux de change effectif nominal de l'euro

(base 100 = 2013)



Sources : Banque de France, BCE

16. **En glissement annuel**, l'euro s'est globalement raffermi de 6,1% au premier trimestre 2026, après une hausse de 5,3% le trimestre précédent. En particulier, la devise européenne s'est appréciée respectivement de 11,2% et 5,9% par rapport au dollar américain et au yuan chinois.
17. Dans la sous-région ouest-africaine, le **franc CFA** s'est globalement déprécié de 3,8% au premier trimestre 2026, en variation trimestrielle, par rapport aux monnaies des pays de la CEDEAO, après une appréciation de même ampleur le trimestre précédent, selon les cours officiels publiés par les Autorités monétaires de ces pays. En effet, la monnaie des États membres de l'UEMOA s'est affaiblie par rapport au naira (-4,1%), au cedi (-3,0%), au leone (-1,0%) et au dalasi (-0,7%). En revanche, le franc CFA s'est renforcé vis-à-vis du dollar libérien (+2,5%) et du franc guinéen (+1,4%).
18. Comparée à la même période de l'année précédente, la valeur du **franc CFA** a diminué de 2,8% vis-à-vis des monnaies des pays de la sous-région ouest-africaine, en lien notamment avec sa dépréciation face au cedi (-21,0%) et au leone (-10,7%). Elle s'est toutefois appréciée par rapport au franc guinéen (+13,1%), au dalasi (+10,7%), au dollar libérien (+4,6%) et au naira (+1,4%).

Tableau 4- Taux de change du franc CFA par rapport aux monnaies de l'Afrique de l'Ouest

(unités de monnaie étrangère pour 1.000 FCFA)

Devises	2025				2026	Variation (%)	
	T1	T2	T3	T4	T1	trimestrielle	annuelle
Dalasi gambien	114,3	121,7	125,2	127,8	126,9	-0,7	10,7
Cedi ghanéen	24,5	21,7	19,7	20,0	19,4	-3,0	-21,0
Franc guinéen	13 791,7	14 881,1	15 394,0	15 381,2	15 594,4	1,4	13,1
Dollar libérien	313,8	344,5	348,5	319,9	327,9	2,5	4,6
Naira (Nigeria)	2 435,8	2 724,7	2 708,4	2 574,9	2 469,8	-4,1	1,4
Leone (Sierra Leone)	27 547,7	25 574,1	24 820,1	24 846,2	24 599,6	-1,0	-10,7
<b>Afrique de l'Ouest (*)</b>	<b>478,0</b>	<b>512,6</b>	<b>502,2</b>	<b>483,1</b>	<b>464,6</b>	<b>-3,8</b>	<b>-2,8</b>

Sources : AMAO (données officielles des banques centrales), BCEAO (\*) Indice (base 100=2016)

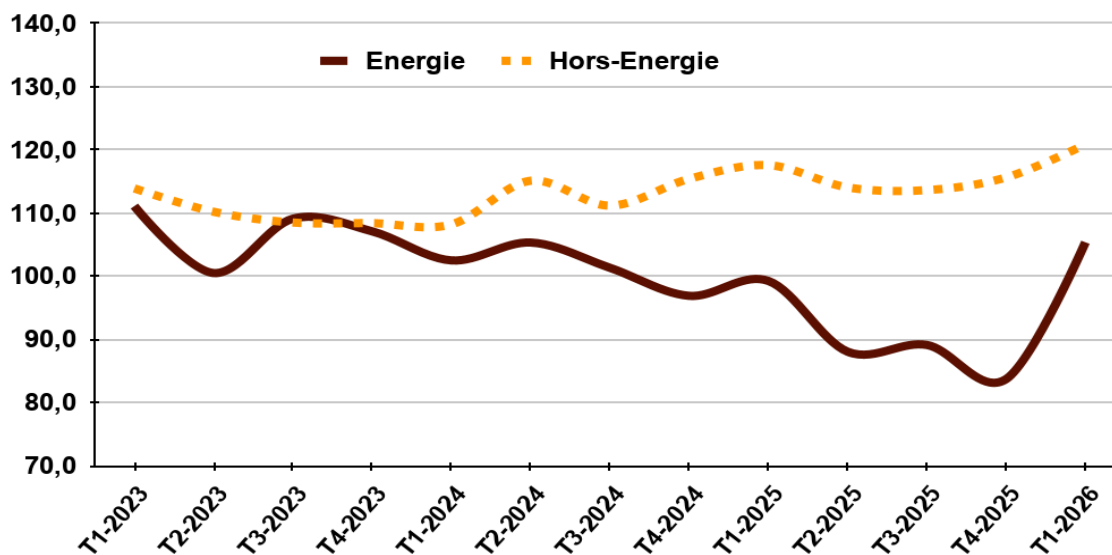
## 1.4 - Cours des matières premières

19. Au cours du premier trimestre 2026, les cours internationaux des **matières premières énergétiques** se sont accrus, en rythme trimestriel, de 25,9%, après un repli de 6,1% observé un trimestre plus tôt. Cette progression s'explique principalement par la hausse marquée des prix du gaz naturel (+24,8%) et du pétrole brut (+20,4%), ravivée par les craintes pesant sur l'offre mondiale de ces produits en lien avec la perturbation du trafic maritime via le détroit d'Ormuz.
20. **Les prix des produits hors énergie** ont progressé de 4,5% au premier trimestre

2026, en rythme trimestriel, après une hausse de 1,8% un trimestre plus tôt. Cette accélération est principalement induite par la forte augmentation des prix des métaux précieux (+23,6%), soutenue par la préférence pour les actifs refuges dans le contexte international caractérisé par de fortes incertitudes, et la progression des cours des métaux et minéraux (+12,5%). La hausse des prix des fertilisants (+12,4%) a également contribué à cette évolution. En revanche, les cours des produits agricoles ont diminué (-0,9%), après une baisse de -1,1% le trimestre précédent.

Graphique 4 - Indices des prix des matières premières

(base 100 = 2010)



Sources : Banque Mondiale, BCEAO

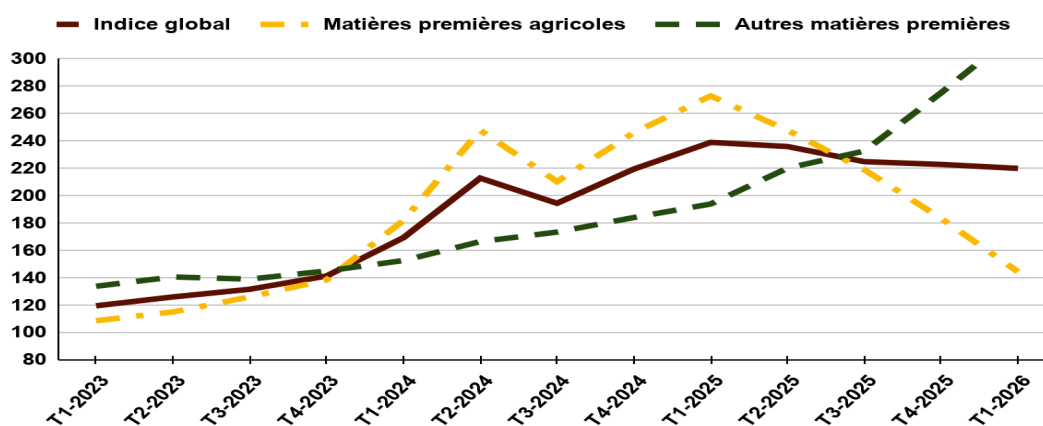
### 1.4.1 - Indice<sup>4</sup> des prix des matières premières, hors pétrole, exportées par les pays de l'UEMOA

21. **L'indice des prix des matières premières, hors pétrole**, exportées par les pays de l'UEMOA, s'est replié, en rythme trimestriel, de 1,3% au cours du premier trimestre 2026, après une baisse de 0,9% un trimestre plus tôt. Cette contraction est essentiellement due au fléchissement des cours du cacao (-31,8%), du café (-12,0%) et du phosphate

(-8,9%). En revanche, les prix de l'or (+17,3%), des huiles de palme (+15,3%) et de palmiste (+7,0%), de l'uranium (+10,4%), du caoutchouc (+8,1%), des noix de cajou (+4,1%) et du coton (+2,3%) se sont renforcés sur la même période.

<sup>4</sup> L'indice est en devise.

**Graphique 5 - Indice des prix des matières premières, hors pétrole, exportées par l'UEMOA**  
(base 100=2013)



Sources : World Bank Commodity Price Data, Reuters, calculs BCEAO

22. Le repli des cours du **cacao** est imputable à des perspectives d'une demande mondiale moins dynamique face à une offre relativement soutenue. Les marchés anticipent des conditions climatiques optimales en Afrique de l'Ouest et une augmentation de la production en Équateur, tandis que le ralentissement de la consommation et l'utilisation de substituts au cacao dans l'industrie chocolatière ont permis l'accumulation des stocks. Le recul des cours du **café** est lié à des prévisions d'une récolte exceptionnelle au Brésil, premier producteur mondial, portée par des conditions climatiques favorables. Le repli des prix du **phosphate** s'explique par la faiblesse de la demande d'engrais phosphatés en Europe occidentale.

23. En revanche, le conflit au Moyen-Orient a contribué à la hausse des cours de l'**or**, en stimulant la demande pour cet actif en tant que valeur refuge. La progression des cours des **huiles de palme** et de **palmiste** est attribuable à la reconstitution des stocks avant le Nouvel An chinois<sup>5</sup>, ainsi qu'au renforcement de la demande de l'Inde, principal consommateur. Les prix de l'**uranium** ont été soutenus par une demande robuste, sous l'effet d'une consommation mondiale croissante induite par la construction de nouvelles centrales

nucléaires notamment en Chine, en Inde ainsi que par les projets de relance en Europe et l'extension de la durée de vie des parcs existants. L'offre est toutefois demeurée contrainte face aux restrictions américaines sur les importations d'uranium russe. L'augmentation des cours du **caoutchouc** résulte des contraintes saisonnières d'approvisionnement, la plupart des grandes régions productrices d'Asie du Sud-Est ayant achevé la récolte de l'hévéa. Par ailleurs, l'Association des pays producteurs de caoutchouc naturel (ANRPC) estime que la demande mondiale devrait dépasser la production en 2026, sous l'effet d'une croissance soutenue du secteur automobile. La progression des cours du **coton** est due aux craintes de perturbations de la production induites par la tempête hivernale<sup>6</sup> aux États-Unis. Les cours du **pétrole** ont été soutenus par les perturbations de l'approvisionnement liées aux tensions au Moyen-Orient<sup>7</sup>.

<sup>6</sup> En janvier 2026, une tempête hivernale marquée par une descente d'air arctique vers le sud, sur le Cotton belt, a provoqué l'arrêt technique des usines d'égrenage et une dégradation des fibres stockées en extérieur.

<sup>7</sup> La région concentre près d'un tiers de l'approvisionnement mondial en pétrole brut.

<sup>5</sup> Le Nouvel an chinois a été célébré le 17 février 2026.

Tableau 5 - Cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA

	Cours moyen T1-2026				Variation par rapport à T4-2025 (%)		Variation par rapport à T1-2025 (%)	
	unité et valeur en devise		unité et valeur en FCFA		devises	FCFA	devises	FCFA
Pétrole brut (NYMEX)	en \$/baril	70,9	tonne	284 625,2	17,3	16,9	0,0	-9,9
Café robusta (OIC)	en cents/livre	190,8	kg	2 361,3	-12,0	-12,4	-29,0	-36,0
Cacao (OICC)	en cents/livre	179,1	kg	2 216,4	-31,8	-32,1	-58,5	-62,8
Coton (NY 2è position)	en cents/livre	66,2	kg	818,9	2,3	1,9	-2,3	-12,1
Huile de palme	en \$/tonne métrique	1 362,1	kg	764,8	15,3	14,9	0,2	-9,6
Huile de palmiste	en \$/tonne métrique	1 997,7	kg	1 122,0	7,0	6,6	7,1	-3,5
Caoutchouc	en eurocents/kg	176,6	kg	1 158,5	8,1	8,1	-13,3	-13,3
Noix de cajou	en \$/tonne métrique	1 593,3	kg	894,5	4,1	3,7	-10,9	-19,7
Or	en \$/once	4 870,0	gramme	96 430,1	17,3	16,8	70,2	53,3
Uranium	en \$/livre	69,8	kg	86 389,9	10,4	10,0	26,8	16,5
Phosphates	en \$/tonne métrique	171,7	kg	96,4	-8,9	-9,2	5,7	-2,9

Sources : Reuters, calculs BCEAO

#### 1.4.2 - Indice<sup>8</sup> des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA

24. L'indice des prix des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA a poursuivi son repli, en rythme trimestriel. La baisse a été de 4,5% au cours du premier trimestre de 2026, après celle de 8,9% enregistrée un trimestre plus tôt. Cette évolution reflète notamment les réductions des cours du lait (-8,5%) et du sucre (-1,6%). En revanche, les cours de l'huile de soja (+16,4%), du blé (+5,8%) et du riz (+4,5%) ont continué leur progression d'un trimestre à l'autre.
25. La baisse des cours du **lait** est attribuable à une offre mondiale excédentaire et des stocks élevés, du fait des conditions de production favorables en Amérique du Nord et en Europe. Les prix du **sucre** ont reculé en raison des prévisions d'une offre abondante. Selon les projections de l'Organisation internationale du sucre (ISO), le marché mondial du sucre pour la campagne 2025/2026 devrait afficher un excédent de 1,2 million de tonnes.
26. En revanche, les cours de l'**huile de soja** ont poursuivi leur hausse, en raison

principalement d'une demande plus importante de biocarburants, fabriqués à base de soja, soutenue par une augmentation des prix de l'énergie. Le renchérissement du **blé** s'explique par le regain d'inquiétudes liées aux conditions météorologiques, notamment les risques de gel dans certaines régions du sud de la Russie et de l'Ukraine, qui pourraient affecter les récoltes. Les prix du **riz** se sont accrus, portés par le dynamisme de la demande internationale.

27. Sur une base annuelle, l'**indice des cours des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA** s'est replié de 11,2% au premier trimestre de 2026, après un recul de 17,8% le trimestre précédent. Cette évolution traduit essentiellement l'affaiblissement des cours du lait (-22,5%), du riz (-22,3%), du sucre (-9,3%) et du blé (-0,4%). L'accroissement des prix des huiles végétales (+32,8%) a atténué cette tendance.

<sup>8</sup> L'indice est en devise. L'année de base est 2017

## 2 - OFFRE ET DEMANDE GLOBALES

Selon les dernières estimations, le PIB réel dans l'UEMOA progresserait de 6,1% sur un an, au premier trimestre 2026, après 6,5% le trimestre précédent. Cette évolution de l'activité a été portée par la hausse de la valeur ajoutée dans l'ensemble des secteurs. La demande intérieure est demeurée le principal moteur de la croissance, soutenue par la consommation finale et les investissements.

### 2.1 - Offre globale

28. L'activité économique au sein de l'UEMOA est restée dynamique au premier trimestre 2026, avec un taux de croissance de 6,1% du Produit Intérieur Brut (PIB), sur un an, après une réalisation de 6,5% au trimestre précédent. L'indicateur du climat des affaires, qui synthétise les opinions des chefs d'entreprise, est demeuré au-dessus de sa tendance de longue période en se situant à 100,8 points après 101,0 points le trimestre précédent, traduisant le maintien de la confiance des chefs d'entreprise dans l'orientation favorable de la conjoncture. L'acquis de croissance, qui est une indication du niveau de croissance minimale qui serait atteint en fin d'année, est ressorti à 4,1% au premier trimestre 2026.
29. La croissance du PIB en volume dans l'Union résulte de la bonne orientation de l'activité économique dans l'ensemble des secteurs. Au cours du trimestre sous revue, la contribution du secteur primaire à la croissance du PIB s'est accrue de 0,1 pdp pour s'établir à 1,1 pdp. La participation du secteur secondaire est ressortie à 2,0 pdp, après 2,2 pdp le trimestre précédent. L'apport du secteur tertiaire s'est situé à 3,0 pdp, contre 3,3 pdp un trimestre plus tôt.

**Tableau 6 - Contributions à la croissance du PIB réel, en glissement annuel**

(données corrigées des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO), en %)

	2024	2025				2025	2026
		T1	T2	T3	T4		T1
Secteur primaire	1,2	0,8	0,8	1,0	1,0	0,9	1,1
Secteur secondaire	1,4	2,4	2,3	2,3	2,2	2,3	2,0
Secteur tertiaire	3,5	3,6	3,6	3,2	3,3	3,4	3,0
<b>PIB</b>	<b>6,1</b>	<b>6,8</b>	<b>6,7</b>	<b>6,5</b>	<b>6,5</b>	<b>6,6</b>	<b>6,1</b>

Source : BCEAO

30. L'évolution, en glissement annuel, de l'activité économique par pays est déclinée dans le tableau 6 ci-dessous.

**Tableau 7 - Évolution de la croissance du PIB réel de l'Union***(données CVS-CJO, glissement annuel en %)*

Pays	2024	2025				2025	2026
		T1	T2	T3	T4		
Bénin	7,5	8,5	8,4	8,0	7,4	8,1	6,4
Burkina	4,8	6,4	5,8	5,8	5,3	5,3	5,6
Côte d'Ivoire	6,0	6,3	6,4	5,9	6,7	6,6	6,7
Guinée-Bissau	4,1	5,3	5,5	5,6	5,6	5,5	5,5
Mali	5,0	5,7	6,0	5,8	5,5	5,6	6,1
Niger	8,3	9,8	5,1	6,1	6,0	6,6	6,1
Sénégal	6,1	7,8	8,6	7,3	6,5	7,8	4,7
Togo	6,5	8,5	6,1	6,1	6,0	6,2	5,8
<b>UEMOA</b>	<b>6,1</b>	<b>6,8</b>	<b>6,7</b>	<b>6,5</b>	<b>6,5</b>	<b>6,6</b>	<b>6,1</b>

Sources : Instituts Nationaux de Statistique, BCEAO

**2.1.1. Secteur primaire**

31. La valeur ajoutée du secteur primaire s'est accrue de 5,9%, en rythme annuel, au premier trimestre 2026, après une progression de 5,0% le trimestre précédent. Cette hausse s'explique par le maintien de la bonne orientation des activités liées à l'élevage, à la pêche et aux cultures vivrières.
32. Selon les données disponibles de la campagne agricole 2025/2026, la production

vivrière dans l'Union est ressortie à 80.690.479 tonnes, en hausse de 4,3% par rapport à la campagne précédente. Cette dynamique est portée par l'augmentation de la production des céréales (+6,8% ou 2.266.308 tonnes) et des tubercules (+3,7% ou 1.056.628 tonnes). Comparativement à la moyenne des cinq campagnes précédentes, les récoltes de la campagne agricole 2025/2026 ont enregistré une hausse de 12,1%.

**Tableau 8 - Évolution de la production vivrière dans l'UEMOA***(en tonnes, sauf indication contraire)*

	2021/2022	2022/2023	2023/2024	2024/2025* (1)	2025/2026* (2)	Moyenne des cinq précédentes campagnes (3)	Variation (en %)	
							(2)/(1)	(2)/(3)
Céréales	25 973 438	29 705 322	32 311 106	33 328 054	35 594 362	30 133 393	6,8	18,1
Tubercules	25 948 733	26 877 149	28 151 219	28 262 998	29 319 626	27 092 812	3,7	8,2
Autres cultures	13 493 780	15 224 153	14 883 154	15 771 971	15 776 491	14 740 386	0,0	7,0
<b>Total</b>	<b>65 415 951</b>	<b>71 806 624</b>	<b>75 345 479</b>	<b>77 363 023</b>	<b>80 690 479</b>	<b>71 966 591</b>	<b>4,3</b>	<b>12,1</b>

Sources : Ministères chargés de l'Agriculture des États membres, calculs de la BCEAO

(\*) Estimations

33. Les récoltes des produits d'exportation ont augmenté au terme de la campagne agricole

2025/2026, par rapport à la précédente, à l'exception de celles du cacao, du café et du coton graine.

**Tableau 9 - Production des cultures de rente dans l'UEMOA***(en tonnes, sauf indication contraire)*

	2022/2023	2023/2024	2024/2025* (1)	2025/2026* (2)	Moyenne des cinq précédentes campagnes (3)	Variation (en %)	
						(2)/(1)	(2)/(3)
Cacao	2 376 300	1 841 820	1 912 400	1 862 200	2 112 892	-2,6	-11,9
Café	120 000	74 202	101 833	57 300	97 290	-43,7	-41,1
Coton graine	2 104 794	2 020 814	2 134 665	1 988 034	2 218 956	-6,9	-10,4
Arachide	3 759 759	4 059 362	4 584 081	5 338 155	4 026 861	16,4	32,6
Noix de cajou	1 539 292	1 779 388	1 486 900	2 128 350	1 491 711	43,1	42,7
Caoutchouc	1 332 600	1 624 824	1 686 600	1 853 100	1 338 737	9,9	38,4

Sources : Services nationaux de commercialisation

(\*) Estimations à fin décembre 2025

34. Les récoltes **d'arachide** ont connu une hausse de 16,4%, pour se situer à 5.338.155 tonnes, reflétant la bonne répartition des pluies dans les pays producteurs. Des augmentations importantes ont été enregistrées au Sénégal (+26,8%), en Côte d'Ivoire (+21,4%) et au Bénin (+21,3%).

35. L'offre régionale de **caoutchouc** s'est élevée à 1.853.100 tonnes, soit une amélioration de 9,9% par rapport à la saison agricole précédente, en raison notamment de l'accompagnement apporté par les autorités ivoiriennes à la structuration de la filière.

36. La production de **noix de cajou** s'est située à 2.128.350 tonnes, en hausse de 43,1%, en lien avec l'accroissement de l'offre en Côte d'Ivoire (+64,0%), en Guinée-Bissau (+11,0%) et au Burkina (+10,0%). Cette évolution résulte des conditions climatiques favorables dans les zones de culture, en particulier, en Côte d'Ivoire où l'encadrement des producteurs sur les meilleures pratiques agricoles ainsi que l'accroissement des prix bord champ ont contribué à la progression de la production.

37. En revanche, l'offre de **cacao** a diminué de 2,6%, avec un volume de 1.862.200 tonnes, en lien avec la baisse de la production en Côte d'Ivoire (-2,7%), du fait des conditions climatiques défavorables à la culture.

38. Les récoltes de **café** se sont également contractées de 43,7% à l'issue de la campagne 2025/2026, ressortant à 57.300 tonnes, en raison essentiellement de la réduction de 62,2% de l'offre en Côte d'Ivoire

consécutives à des facteurs climatiques contraignants.

39. La production de **coton graine** est estimée à 1.988.034 tonnes, en baisse de 6,9% par rapport à la campagne agricole 2024/2025 du fait des attaques persistantes de jassides, ravageurs de la culture cotonnière. Ce repli est essentiellement imputable à celui enregistré au Mali (-33,9%) et en Côte d'Ivoire (-10,4%), atténué par les hausses de la production au Togo (+21,9%), au Burkina (+14,9%), au Bénin (+7,4%) et en Guinée-Bissau (+2,7%).

### 2.1.2. Secteur secondaire

40. Au cours du trimestre sous revue, la valeur ajoutée du secteur secondaire a progressé de 7,3%, en termes réels, sur un an, en décélération par rapport au niveau de 9,5% enregistré un trimestre plus tôt. L'indicateur du climat des affaires dans le secteur secondaire est demeuré au-dessus de sa tendance de longue période se situant à 100,4 points, traduisant le maintien de la confiance des chefs d'entreprise dans l'orientation favorable de la conjoncture.

41. L'indice de la production industrielle (IPI) a augmenté de 5,9% au premier trimestre 2026, après une progression de 6,8% au quatrième trimestre 2025. Cette évolution plus modérée résulte du ralentissement des activités extractives, notamment celles d'hydrocarbures en Côte d'Ivoire et de minerais au Mali. Elle reflète également la baisse des activités de fabrication de

boissons et de produits chimiques au Burkina, au Niger et au Sénégal.

42. Ce ralentissement de l'IPi a toutefois été atténué par la vigueur des industries de

fabrication de produits alimentaires, de production de textiles et d'articles d'habillement au Bénin et en Côte d'Ivoire.

**Tableau 10 - Évolution de l'Indice de la Production Industrielle (IPI) dans l'UEMOA**  
(données CVS-CJO, en glissement annuel et en %)

Branches	2025				2025	2026
	T1	T2	T3	T4		T1
<b>ACTIVITES EXTRACTIVES</b>	<b>44,1</b>	<b>24,6</b>	<b>16,7</b>	<b>7,9</b>	<b>21,5</b>	<b>5,9</b>
Extraction d'hydrocarbures	386,2	203,1	51,7	5,3	83,9	5,7
Extraction de minerais métalliques	-10,3	-21,4	-3,5	10,1	-6,9	2,8
Autres activités extractives	12,5	16,4	8,4	9,4	11,5	23,4
<b>ACTIVITES DE FABRICATION</b>	<b>4,5</b>	<b>2,9</b>	<b>4,7</b>	<b>6,6</b>	<b>4,7</b>	<b>6,1</b>
Fabrication de produits alimentaires	8,2	5,3	-0,7	-0,3	3,2	5,8
Fabrication de boissons	33,3	14,9	12,5	23,1	20,7	9,0
Fabrication de textiles	-17,4	11,3	7,5	-0,7	-7,0	4,9
Raffinage pétrolier, cokéfaction	3,0	5,0	10,4	16,6	8,7	9,0
Fabrication de produits chimiques	-5,1	-0,4	32,9	40,3	16,2	-1,6
Fabrication d'articles d'habillement	-46,8	-48,4	62,0	95,2	-0,3	156,2
Fabrication de matériaux minéraux	3,4	8,5	-3,2	3,4	2,9	0,8
<b>PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ</b>	<b>4,9</b>	<b>4,6</b>	<b>7,6</b>	<b>2,6</b>	<b>4,9</b>	<b>4,3</b>
Production et distribution d'électricité et du gaz	4,9	4,6	7,6	2,6	4,9	4,3
<b>PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DECHETS ET DEPOLLUTION</b>	<b>4,1</b>	<b>5,3</b>	<b>5,8</b>	<b>5,2</b>	<b>5,1</b>	<b>6,0</b>
Captage, traitement et distribution d'eau	4,1	5,3	5,8	5,2	5,1	6,0
<b>INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE</b>	<b>13,9</b>	<b>8,7</b>	<b>8,4</b>	<b>6,8</b>	<b>9,4</b>	<b>5,9</b>

Source : BCEAO

### 2.1.3 Secteur tertiaire

43. La valeur ajoutée du secteur tertiaire a augmenté de 5,6%, en rythme annuel, au premier trimestre 2026, contre 5,7% au trimestre précédent. L'indicateur du climat des affaires dans le secteur tertiaire est resté au-dessus de sa tendance de long terme, ressortant à 101,1 points contre 101,3 points un trimestre plus tôt, traduisant le maintien de l'optimisme des chefs d'entreprise par rapport à la conjoncture, notamment dans le secteur des services marchands.
44. L'indice du chiffre d'affaires (ICA) dans le commerce s'est accru de 3,7% au cours du

trimestre sous revue, après une hausse de 4,2% enregistrée au quatrième trimestre 2025. La hausse de l'indice est attribuable au renforcement des activités de commerce et réparation d'automobiles et de motocycles au Bénin, en Guinée-Bissau, au Mali, au Niger et au Togo. Elle est également soutenue par le commerce de gros de produits pétroliers au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Niger et au Sénégal. La contraction du commerce de détail observée en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau, au Sénégal et au Togo a toutefois contribué à atténuer cette embellie.

45. Au niveau des services financiers, l'indice de l'activité<sup>9</sup> a enregistré une expansion de 15,4% au cours du trimestre sous revue, contre 15,5% un trimestre plus tôt, en lien essentiellement avec la bonne dynamique des dépôts bancaires, qui se sont renforcés de 19,0%.
46. Le chiffre d'affaires dans les services marchands (hors services financiers) a progressé de 6,5% au premier trimestre 2026, en glissement annuel, après une croissance de 5,4% le trimestre précédent.

En particulier, l'offre des services de restauration et d'hébergement s'est accrue au Bénin, en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau et au Sénégal. Les services de l'immobilier se sont également renforcés au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Mali. Par ailleurs, les prestations dans le secteur du transport au Burkina, en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau et au Mali, ainsi que les services d'information et de communication en Côte d'Ivoire, au Mali et au Niger ont été bien orientés.

**Tableau 11 - Évolution de l'Indice du chiffre d'affaires (ICA) dans l'UEMOA**

(données CVS-CJO, en glissement annuel et en %)

	2025	2025				2026
		T1	T2	T3	T4	T1
<b>Indice du Chiffre d'Affaire dans le Commerce</b>	<b>1,9</b>	<b>2,1</b>	<b>1,3</b>	<b>0,0</b>	<b>4,2</b>	<b>3,7</b>
<i>Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles</i>	6,7	6,2	7,3	10,4	3,4	5,3
<i>Commerce de gros et activités des intermédiaires</i>	5,4	6,6	5,9	3,5	5,7	4,4
<i>Commerce de détail</i>	0,5	0,3	-0,5	-1,9	4,0	3,3
<b>Indice du Chiffre d'affaire dans les Services marchands</b>	<b>6,2</b>	<b>3,1</b>	<b>6,6</b>	<b>9,9</b>	<b>5,4</b>	<b>6,5</b>
<i>Services de transport et entreposage</i>	6,7	1,4	4,4	9,7	11,3	8,6
<i>Services d'hébergement et de restauration</i>	2,6	0,0	1,0	5,9	3,6	4,7
<i>Service d'information et de communication</i>	6,0	-6,2	-3,3	24,6	11,6	11,5
<i>Services immobiliers</i>	18,4	65,7	10,3	5,0	-1,0	17,2
<i>Services Spécialisés, scientifiques et techniques</i>	33,0	15,1	67,6	46,9	2,0	8,5
<b>Indice du Chiffre d'affaire dans les Services financiers</b>	<b>15,5</b>	<b>16,3</b>	<b>15,3</b>	<b>15,1</b>	<b>15,5</b>	<b>15,4</b>

Source : BCEAO

## 2.2 - Demande globale

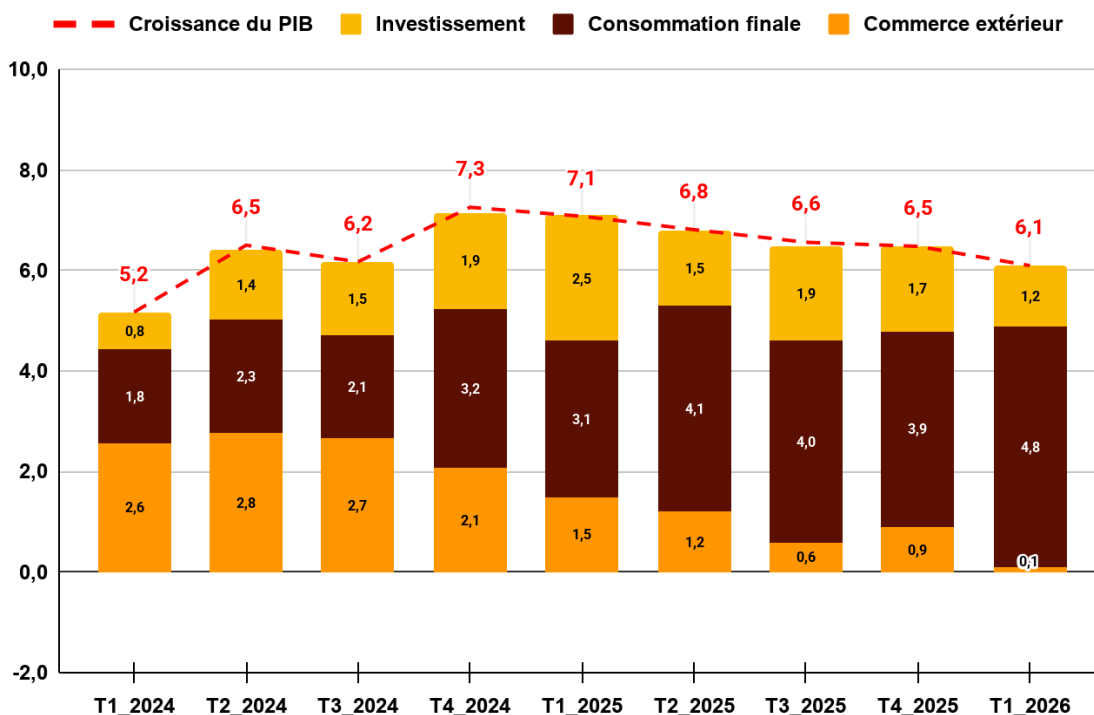
47. La dynamique de croissance enregistrée au premier trimestre 2026 dans l'UEMOA a été principalement portée par la demande intérieure, qui a augmenté de 6,0% sur un an, après une hausse de 6,4% le trimestre précédent.
48. En effet, la consommation finale a augmenté de 6,8% au cours de la période sous revue, après une progression de 6,0% au quatrième trimestre de 2025. Cette évolution s'explique par l'augmentation des dépenses des ménages en produits alimentaires ainsi qu'en services immobiliers, d'hébergement et de restauration, dans un contexte de détente des prix. Pour leur part, les dépenses d'investissement se sont inscrites en hausse

de 4,0%, après 7,6% le trimestre précédent, en lien avec le ralentissement des activités de BTP dans les secteurs public et privé.

49. Au niveau du commerce extérieur, la contribution à la croissance économique est ressortie moins importante au premier trimestre 2026, tout en restant positive (+0,1 contre 0,9 point), en relation avec une amélioration de plus faible ampleur du solde commercial.

<sup>9</sup> L'indice du chiffre d'affaires dans les services financiers est établi à partir de la somme des Services d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurés (SIFIM) des banques et établissements financiers. Le SIFIM représente la marge que les intermédiaires financiers dégagent de la gestion des crédits et des dépôts de leur clientèle.

Graphique 6 - Contributions des postes de la demande à la croissance (en pdp)



Source : BCEAO

50. À titre de rappel, sur l'année 2025, le taux de croissance du PIB réel de l'Union est estimé à 6,6%, après une réalisation de 6,1% en 2024. Le secteur tertiaire demeure le principal moteur de la croissance, avec une contribution de 3,7 pdp, portée par le dynamisme des activités commerciales et des services. L'apport du secteur secondaire à la croissance économique est ressorti à 2,0 pdp, sous l'effet du renforcement des productions extractives, à la faveur de l'exploitation des gisements d'hydrocarbures en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Niger, ainsi que de la hausse de la production

manufacturière. La contribution du secteur primaire s'est établie à 0,9 pdp, en raison de l'accroissement de la production agricole, notamment vivrière (+4,3%) au cours de la campagne 2025/2026.

51. Examinée sous l'angle des emplois du PIB, la croissance économique en 2025 a été principalement tirée par la consommation finale et les investissements, dont les contributions se sont élevées respectivement à 3,9 et 1,9 pdp. La contribution du secteur extérieur est ressortie à 0,8 pdp, en lien avec l'augmentation des exportations, notamment des produits miniers, pétroliers et gaziers.

**Tableau 12 - Evolution des taux de croissance du PIB, en termes réels (en %)**

	2023	2024	2025*	
			Est. (Mars 2026)	Est. (Juin 2026)
<b>Secteur primaire</b>	<b>0,6</b>	<b>1,0</b>	<b>1,0</b>	<b>0,9</b>
<b>Secteur secondaire</b>	<b>2,2</b>	<b>1,5</b>	<b>2,3</b>	<b>2,0</b>
<i>dont : - Industries manufacturières</i>	<i>1,5</i>	<i>0,6</i>	<i>0,6</i>	<i>0,6</i>
<i>- Industries extractives</i>	<i>0,1</i>	<i>0,7</i>	<i>1,4</i>	<i>1,0</i>
<i>- Bâtiments et Travaux Publics</i>	<i>0,6</i>	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>2,4</b>	<b>3,6</b>	<b>3,4</b>	<b>3,7</b>
<b>PIB réel</b>	<b>5,2</b>	<b>6,1</b>	<b>6,7</b>	<b>6,6</b>
<b>Consommation finale</b>	<b>2,8</b>	<b>1,6</b>	<b>3,7</b>	<b>3,9</b>
<i>Privée</i>	<i>2,6</i>	<i>1,1</i>	<i>2,7</i>	<i>3,6</i>
<i>Publique</i>	<i>0,2</i>	<i>0,5</i>	<i>1,0</i>	<i>0,3</i>
<b>Investissement</b>	<b>2,3</b>	<b>2,0</b>	<b>1,8</b>	<b>1,9</b>
<i>Privé</i>	<i>1,8</i>	<i>1,4</i>	<i>1,3</i>	<i>1,3</i>
<i>Public</i>	<i>0,5</i>	<i>0,6</i>	<i>0,5</i>	<i>0,6</i>
<b>Secteur extérieur</b>	<b>0,1</b>	<b>2,5</b>	<b>1,2</b>	<b>0,8</b>

Sources : Instituts Nationaux de Statistique, BCEAO

52. Comparativement aux estimations précédemment communiquées dans le rapport de mars 2026, la croissance économique de l'Union a fait l'objet d'un léger ajustement, en repli de 0,1 point de pourcentage en 2025. Cette évolution est imputable principalement aux révisions à la baisse des croissances au Burkina (-1,2 point), au Mali (-0,5 point) et au Niger (-0,3 point), atténuée en partie par les hausses enregistrées au Bénin (+0,6 point) et en Côte d'Ivoire (+0,1 point).

53. L'abaissement de 1,2 point de la croissance économique du Burkina est due à la diminution des activités bancaires (-3,9% contre une hausse de 6,4% auparavant). Au Mali, l'affaiblissement de la croissance économique est consécutif à un repli des

activités extractives (-9,8% contre une hausse de 14,5% initialement). La perte de 0,3 point de croissance au Niger est due à la baisse des activités agricoles (-1,1% contre une hausse de 4,7% auparavant). A l'inverse, le gain de 0,6 point de croissance au Bénin est en lien avec l'augmentation de la valeur ajoutée des activités de transports, entrepôts et communication (+8,6% contre 7,1% initialement) et celle des activités de bâtiments et travaux publics (+12,0% contre +9,8% précédemment). La révision à la hausse de 0,1 de point de pourcentage en Côte d'Ivoire est imputable à une augmentation plus forte qu'attendu des activités agricoles (+9,0% contre +7,5% précédemment).

### 3 - ÉVOLUTION RÉCENTE DE L'INFLATION ET DE LA COMPÉTITIVITÉ

*Le taux d'inflation dans l'Union est ressorti à -0,2%, en glissement annuel, au premier trimestre 2026, après -0,8% le trimestre précédent. Cette évolution est principalement imputable au renchérissement des produits des divisions "Restaurants et hôtels" (+0,1 pdp contre -0,3 pdp), et "Logement" (+0,3 pdp contre +0,2 pdp). La hausse de l'inflation a été modérée par le recul des tarifs de la division "Produits alimentaires" (-0,8 pdp contre -0,6 pdp). Le taux d'inflation sous-jacente est ressorti à 1,3% au cours du trimestre sous revue, après 0,1% le trimestre précédent.*

*Le taux de change effectif réel (TCER) s'est replié de 4,2% au premier trimestre 2026 par rapport à la même période de l'année passée, après une baisse de 1,7% au quatrième trimestre 2025. Cette évolution, qui traduit un gain de compétitivité pour l'Union, résulte d'une dépréciation du taux de change effectif nominal de 3,2%, couplée à un différentiel d'inflation favorable de 1,0 point de pourcentage.*

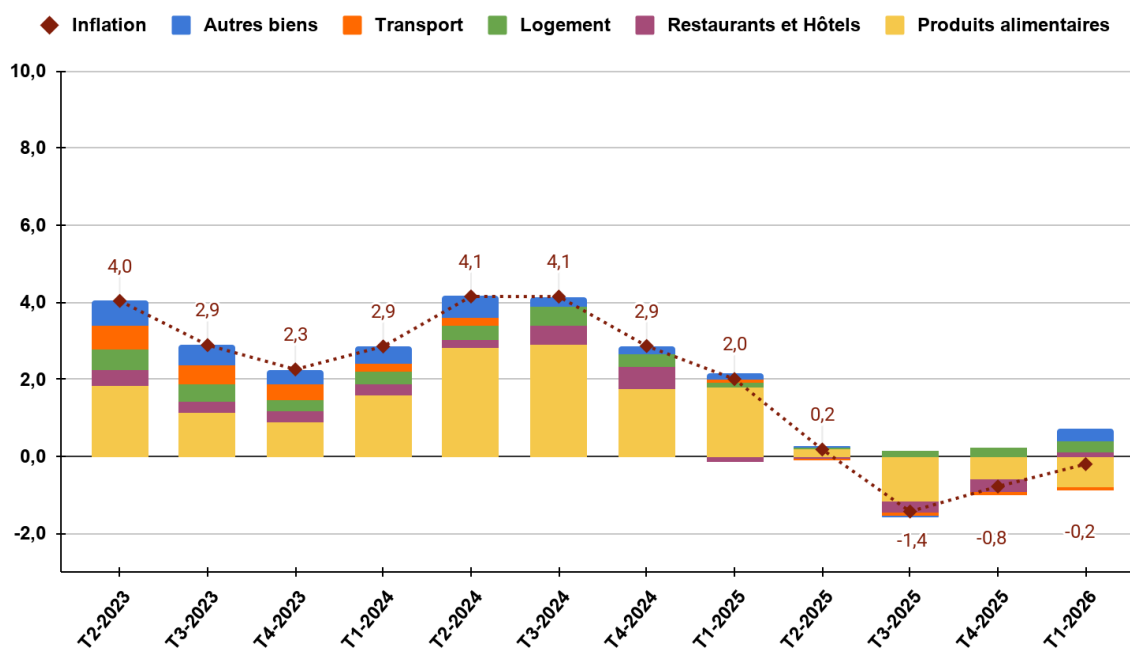
#### 3.1 - Evolution récente de l'inflation

54. Le taux d'inflation dans l'UEMOA est ressorti à -0,2% au premier trimestre 2026, après une réalisation de -0,8% un trimestre plus tôt. La hausse de l'inflation est essentiellement imputable au renchérissement des produits des divisions "Logement" et "Restaurants et hôtels"
55. Les prix dans la division "Logement" ont augmenté de 2,9%, après +2,1%, contribuant à hauteur de 0,3 pdp à l'inflation totale. Les évolutions des tarifs du bois de chauffage (+5,4% après +1,2%), des services pour l'entretien et de réparation du logement (+0,7% contre -0,4%), ainsi que des équipements de sécurité du logement (+0,5% après -0,4%) ont été les plus marquées. Les prix de cette composante se sont notamment accrus au Bénin (+6,6% après +2,1%), au Burkina (+3,5% contre +0,7%) et en Côte d'Ivoire (+3,3% après -1,4%).
56. De même, les prix dans la composante "Restaurants et hôtels" ont contribué à la hausse de l'inflation totale (+0,1 pdp), progressant de 1,1%, après une baisse de 2,8% le trimestre précédent. Les tarifs des services de restauration et d'hébergement se sont notamment accrus au Mali (+3,1% contre -2,6%), au Togo (+2,8% contre +2,3%), en Côte d'Ivoire (+1,9% contre +1,4%) et au Bénin (+0,1% contre -3,5%).
57. Ces évolutions ont été atténuées par la poursuite de la diminution des tarifs des produits alimentaires, dont les prix se sont repliés de 2,2% au cours du trimestre sous revue, après un recul de 1,6% un trimestre plus tôt. Les baisses de prix les plus importantes ont été observées au niveau des céréales (-11,1% contre -10,2%), du poisson frais (-5,6% contre +5,8%), des huiles végétales (-5,5% après -3,3%) et des légumes frais (-1,5% contre +12,8%).
58. En effet, les bons résultats de la campagne 2025/2026 (+6,8% de la production céréalière) ont induit une amélioration de l'offre des produits vivriers sur les marchés. Ainsi, les prix du riz ont chuté au Burkina de 24,5%, après le repli de 23,2%, et au Mali de 14,7%, après une réalisation de -15,4% un trimestre plus tôt. De même, le coût du mil s'est replié, notamment au Mali (-33,3% après -39,7%) et au Burkina (-29,9% contre -37,3%). Enfin, le marché du maïs présente une trajectoire similaire, avec une contraction des prix au Burkina (-35,9% contre -27,1%) et au Mali (-23,0% contre -29,4%). En dépit d'une campagne agricole moins bonne au Niger, les prix des produits céréaliers ont enregistré des baisses prononcées, notamment ceux du riz (-24,4% après -26,2%), du mil (-29,7% après -29,1%) et du maïs (-39,8% après -33,7%).

59. Par ailleurs, l'indice des prix des produits alimentaires importés par les États membres de l'UEMOA, exprimé en franc CFA, sur un an, s'est contracté de 23,2% au cours du premier trimestre 2026, après un recul de 26,1% observé un trimestre plus tôt. En

particulier, les cours mondiaux du riz (-30,6% contre -36,6%), du sucre (-30,3% contre -32,7%), du lait (-26,0% après -10,5%) et de l'huile (-0,1% contre -4,7%) se sont contractés sur la période sous revue.

**Graphique 7 - Contributions à l'évolution de l'IHPC dans l'UEMOA (en pdp)**



Source : BCEAO

60. L'analyse selon la nature révèle un recul de 1,0% des prix des biens au premier trimestre 2026, tout comme le trimestre précédent. Quant aux tarifs des services, ils se sont inscrits en hausse de 1,3% au cours de la période sous revue, après 0,3% le trimestre précédent, en lien avec la hausse des tarifs des services d'hébergement et de loisirs.

61. Le taux d'inflation sous-jacente, qui mesure la variation des prix hors produits frais et énergie, est ressorti à 1,3% au cours du trimestre sous revue, après 0,1% au quatrième trimestre 2025. Cette évolution s'explique par le renchérissement de certaines denrées alimentaires qui entrent dans le champ de l'indice sous-jacent, notamment les fruits séchés et les produits

de moulins à grains. Quant aux produits non alimentaires inclus dans l'inflation sous-jacente, leur augmentation concerne notamment les tarifs des services dans l'hébergement et le logement ainsi que ceux liés aux loisirs et à la culture.

62. A l'inverse, l'indice des prix des produits frais a enregistré une baisse de 3,4%, après celle de 3,5% au trimestre précédent, en lien avec le recul des prix des céréales, des poissons frais, des huiles et des légumes frais. Quant aux prix des produits énergétiques, ils sont demeurés stables, après la hausse de 1,8% observée un trimestre plus tôt, du fait de la diminution, sur un an, des prix du carburant en Côte d'Ivoire (-6,3%), au Sénégal (-7,1%) et au Mali (-2,4%).

Tableau 13 - Evolution de l'inflation et de ses composantes

	Variations annuelles (en %)		Contributions (en pdp)		
	T4-2025	T1-2026	T3-2025	T4-2025	T1-2026
Produits frais	-3,5	-3,4	-1,3	-1,0	-1,0
Energie	1,8	0,0	-0,1	0,1	0,0
<b>Inflation sous-jacente</b>	<b>0,1</b>	<b>1,3</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,8</b>
<b>Inflation totale</b>	<b>-0,8</b>	<b>-0,2</b>	<b>-1,4</b>	<b>-0,8</b>	<b>-0,2</b>
Produits alimentaires	-1,6	-2,2	-1,2	-0,6	-0,8
Boissons alcoolisées	0,0	2,7	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,6	0,4	0,0	0,1	0,0
Logement	2,1	2,9	0,1	0,2	0,3
Ameublement	-2,5	0,6	-0,1	-0,1	0,0
Santé	-1,9	0,9	-0,2	-0,1	0,1
Transport	-0,7	-0,6	-0,1	-0,1	-0,1
Communication	1,6	1,1	0,1	0,1	0,1
Loisirs et culture	-0,3	1,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement	0,9	0,6	0,0	0,0	0,0
Restaurants et Hôtels	-2,8	1,1	-0,3	-0,3	0,1
Assurances et services Financiers	0,7	4,7	0,0	0,0	0,0
Autres biens	0,1	1,1	0,0	0,0	0,1

Sources : Instituts Nationaux de Statistique, BCEAO

63. L'analyse par pays laisse apparaître une hausse des prix en Côte d'Ivoire (+1,8% contre +0,1%), au Sénégal (+0,9% contre +2,5%), au Togo (+0,7% contre -0,1%), au Burkina (+0,5% contre -2,7%), au Mali (+0,2% contre -0,1%) et au Bénin (+0,1% contre +1,4%). En revanche, une baisse du niveau général des prix est relevée au Niger (-10,0% après -8,3%) et en Guinée-Bissau (-3,6% contre -2,1%).
64. **Au Niger**, la désinflation s'explique essentiellement par la poursuite du repli des coûts de la division "Produits alimentaires" (-19,4% contre -11,8%), en relation avec le repli des prix des céréales (-30,7% contre -27,9%), des légumes (-27,7% contre -22,0%), du sucre (-18,4% contre -10,2%) et du poisson (-8,1% contre -5,6%). La contraction du niveau général des prix a été atténué par la baisse, de moindre ampleur, des coûts de la division "Ameublement" (-0,9% contre -8,8%), en lien avec la hausse des tarifs des meubles de maison (+4,2% contre +2,6%), ceux des électroménagers de cuisine ayant connu un repli limité (-1,5% contre -4,5%).
65. **En Côte d'Ivoire**, la montée de l'inflation demeure principalement soutenue par le regain de tensions sur les prix des divisions "Logement" (+3,3% après -1,4%) et "Produits alimentaires" (+2,7% après +2,0%). L'accélération des prix dans la division "Logement" s'explique notamment par la hausse des tarifs des charges locatives (+4,0% après -4,2%), des services d'approvisionnement en eau (+8,1% après -5,7%) ainsi que des services de réparation et d'entretien du logement (+2,0% après -2,7%). Le renchérissement des denrées alimentaires résulte de l'accroissement du prix de la viande fraîche (+9,3% contre +8,4%) et du poisson frais (+0,1% après -11,1%). Cette progression a été atténuée, entre autres, par la décélération des tarifs de

la division "Communication" (+2,2% contre +3,5%).

66. La décélération des prix au **Sénégal** est imputable au ralentissement des coûts des vivres (+0,4% après +2,2%), tiré par la baisse des prix de la viande (-2,3% contre -1,8%) et du lait (-6,0% après +1,4%), atténué par le renchérissement des céréales (+7,0% contre +5,0%). Le niveau de l'inflation dans ce pays résulte également de l'atténuation des tensions sur les prix dans les divisions "Logement" (+0,4% après +2,1%) et "Restaurants et Hôtels" (+2,5% après +2,8%), en lien respectivement avec la progression de moindre ampleur des tarifs des matériaux pour la réparation et l'entretien du logement (+1,0% après +6,8%) ainsi que des services de restaurants et de cafés (+0,8% après +4,1%).
67. **Au Togo**, la tendance haussière de l'évolution des prix est principalement favorisée par les divisions "Transport" (+0,1% contre -1,8%), "Restaurants et hôtels" (+0,1% après -2,1%) et "Produits alimentaires" (-1,5% après -1,9%). Le renchérissement du transport est lié à la faible diminution des coûts du carburant (-0,7% contre -12,9%) et des services de transport de passagers (-1,1% contre -3,9%). Quant à la composante "Restaurants et Hôtels", l'augmentation de l'inflation s'explique par l'accélération des tarifs liés aux services proposés dans la restauration (+2,8% contre +2,3%). La baisse de moindre ampleur des prix des vivres est en rapport avec le recul modéré du coût des légumes et tubercules (-2,5% contre -12,9%), de la farine (-6,8% contre -42,2%), ainsi que la hausse de celui de la viande (+7,8% contre +5,3%), du fait de leur rareté sur les marchés.
68. Le retour en territoire positif des prix au **Burkina** est en rapport avec la hausse des tarifs des services de restauration et d'hôtels (+4,0% contre +3,6%) ainsi que de logement (+3,5% après +0,7%), accentuée par des baisses moins prononcées des coûts des produits vivriers (-2,0% contre -4,2%). Ces évolutions sont en lien avec le relèvement des prix du charbon de bois (+7,9% contre -2,2%) et des prestations de services dans l'hébergement (+1,9% après +1,4%), ainsi qu'avec l'accélération des prix du poisson frais (+4,3% après +1,5%) et des légumes (+12,9% contre -7,6%).
69. **Au Mali**, le retour de l'inflation en territoire positif s'explique par la hausse observée dans la division "Restaurants et Hôtels" (+1,5% après +1,3%), consécutive à l'augmentation des tarifs des services d'hébergement (+3,1% après -2,6%). Cette progression a été accentuée par un ralentissement de la baisse des prix dans la division "Produits alimentaires" (-0,9% après -2,5%), notamment ceux des céréales (-9,3% contre -10,4%), combiné à une accélération des tarifs du poisson frais (+0,1% contre -12,1%) et des produits de boulangerie (+7,9% contre -5,3%). La remontée de l'inflation résulte également de la baisse de moindre ampleur des prix de la division "Transport" (-0,5% après -4,9%). Pour rappel, le Gouvernement du Mali a procédé à une révision à la hausse des tarifs des produits pétroliers, à compter du 28 mars 2026, faisant passer le prix de l'essence de 775 FCFA/litre à 875 FCFA/litre (+12,9%) et celui du gazoil de 725 FCFA/litre à 940 FCFA/litre (+29,7%).
70. **Au Bénin**, le ralentissement de l'inflation est essentiellement soutenu par la détente des coûts des "Produits alimentaires" (-0,4% après +5,2%), en lien avec la baisse des prix des céréales (-9,5% contre -5,6%), des huiles végétales (-2,3% contre +11,6%) et la décélération de ceux des tubercules (+2,5% après +4,0%). L'évolution de l'inflation est également portée par la détente des tarifs dans la division "Transports" (+0,6% après +1,9%). Cette tendance a été partiellement atténuée par la remontée des prix dans la composante "Logement" (+6,6% contre +2,1%), notamment le bois de chauffage (+20,8% après +10,6%) et les charges locatives (+1,1% contre -1,0%).
71. En **Guinée-Bissau**, la tendance baissière de l'inflation est liée à la contraction des prix dans la division "Produits alimentaires" (-9,7% contre -1,4%), traduisant le reflux de ceux des céréales locales (-16,7% contre

-13,9%), des tubercules (-16,0% contre -2,4%) et du poisson (-2,6% après -1,5%). Cette dynamique a été atténuée par le renchérissement du charbon de bois (+0,8%

contre -5,3%), accentué par l'évolution des tarifs dans la composante "Logement" (+0,0% après -2,4%).

**Tableau 14 - Taux d'inflation en glissement annuel par pays dans l'UEMOA (en %)**

Pays	2024(*)	2025(*)	T1-2025	T2-2025	T3-2025	T4-2025	T1-2026
Bénin	1,2	1,1	0,5	1,1	1,5	1,4	0,1
Burkina	4,2	-0,5	2,0	1,5	-2,7	-2,7	0,5
Côte d'Ivoire	3,5	0,1	1,0	0,0	-0,6	0,1	1,8
Guinée-Bissau	3,7	0,9	6,1	1,4	-1,8	-2,1	-3,6
Mali	3,2	2,3	6,3	3,7	-0,5	-0,1	0,2
Niger	9,1	-4,7	3,8	-4,2	-9,4	-8,3	-10,0
Sénégal	0,8	1,4	0,7	0,3	2,2	2,5	0,9
Togo	2,9	0,4	2,0	0,4	-0,7	-0,1	0,7
<b>UEMOA</b>	<b>3,5</b>	<b>0,0</b>	<b>2,0</b>	<b>0,2</b>	<b>-1,4</b>	<b>-0,8</b>	<b>-0,2</b>

Sources : Instituts Nationaux de Statistique, BCEAO

(\*) En moyenne annuelle

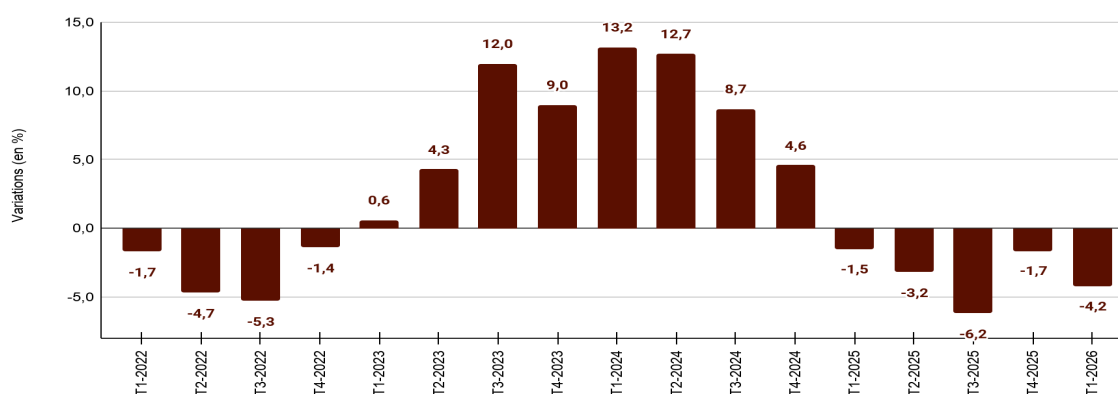
### 3.2 - Compétitivité extérieure

72. Le taux de change effectif réel (TCER) s'est replié de 4,2% au premier trimestre 2026 par rapport à la même période de l'année passée, après une baisse de 1,7% au quatrième trimestre 2025. Cette évolution, qui traduit le maintien du gain de compétitivité-prix pour l'Union, résulte d'une dépréciation du taux de change effectif nominal de 3,2%, couplée à un différentiel d'inflation favorable de 1,0 point de pourcentage.

73. Le taux d'inflation dans l'Union est ressorti à -0,2% au premier trimestre 2026, contre

+4,0% en moyenne dans les pays partenaires. En particulier, chez les partenaires limitrophes, l'inflation s'est située respectivement à 15,4% au Nigeria et à 3,2% au Ghana. La dépréciation, en rythme annuel, du taux de change effectif nominal au premier trimestre 2026 traduit notamment la baisse de la valeur du franc CFA face au cedi ghanéen (-21,0%), au franc suisse (-3,1%) et au rand sud-africain (-1,7%), modérée par son appréciation par rapport à la livre turque (+33,9%), au dollar américain (+11,2%) et au yuan chinois (+5,9%).

**Graphique 8 - Evolution en glissement annuel du TCER**



Source : BCEAO

(\*) Estimations

(-) pour le gain et (+) pour la perte de compétitivité

74. L'analyse du mésalignement du TCER, basée sur la méthode Eba-Lite développée par le FMI, montre que l'évolution de cet indicateur traduit une sous-évaluation de la position externe de l'UEMOA par rapport à ses fondamentaux. En effet, le TCER-Gap est évalué à -11,48%, hors du corridor de [-5%; 5%], défini par le FMI. Cette situation traduirait une position du franc CFA inférieure à sa valeur d'équilibre, ce qui pourrait rendre les produits domestiques échangeables plus compétitifs à l'étranger.

75. Par ailleurs, l'essentiel des acquis, en termes de compétitivité, tirés du changement de

parité intervenu en janvier 1994 a été conservé par l'UEMOA. En effet, à fin mars 2026, le TCER de l'Union a enregistré une baisse de 25,8% par rapport à la situation de 1993, traduisant un gain net de compétitivité vis-à-vis de l'ensemble de ses partenaires. Ce gain se situait à 35,3% en décembre 1994. Ainsi, à fin mars 2026, 73,2% des gains induits par le changement de parité du franc CFA sont demeurés acquis.

76. Le tableau ci-après retrace les gains (-) ou les pertes (+) de compétitivité globale vis-à-vis des groupes de partenaires.

**Tableau 15 - Evolution de la compétitivité selon les groupes de partenaires (en %)**

	Années			Variations trimestrielles				Variations annuelles			
	2019	2024	2025	2T 2025	3T 2025	4T 2025	1T 2026(*)	2T 2025	3T 2025	4T 2025	1T 2026(*)
Industrialisés	-3,5	1,0	-1,6	0,6	1,1	-0,7	-0,9	-1,8	-2,0	-0,7	-0,8
Zone euro	-2,2	0,8	-1,9	-0,1	-0,3	-0,8	-0,7	-1,5	-3,1	-2,5	-2,1
Environnants	-11,5	48,5	-9,8	-4,6	-16,9	8,5	-3,0	-5,1	-28,1	-15,1	-21,6
Asiatiques	-5,7	2,9	-0,8	-0,4	10,3	-2,1	3,4	-3,2	6,8	10,2	10,7
Pays UE	-2,2	0,5	-0,2	-0,2	-0,1	-0,8	-0,8	-1,8	-3,1	-2,4	-1,9
Émergents	-4,9	2,2	-1,7	-1,0	9,1	-2,7	1,5	-3,9	4,5	6,6	5,5
CEMAC	-1,3	-1,0	-4,3	0,8	-1,3	-2,0	-2,0	-4,0	-5,6	-5,1	-3,7
<b>Ensemble</b>	<b>-5,6</b>	<b>9,6</b>	<b>-3,4</b>	<b>-1,0</b>	<b>-0,6</b>	<b>0,4</b>	<b>-0,6</b>	<b>-3,2</b>	<b>-6,2</b>	<b>-1,7</b>	<b>-4,2</b>

Source : BCEAO  
(\*) Estimations

(+) Appréciation du TCER ou perte de compétitivité  
(-) Dépréciation du TCER ou gain de compétitivité

## 4 - ÉVOLUTION DES FINANCES PUBLIQUES

*Sur la base des données des États membres, l'exécution de leurs opérations financières au cours du premier trimestre de l'année 2026 s'est traduite par un repli du déficit budgétaire global, base engagements, dons compris. Celui-ci s'est établi à 1.563,2 milliards, soit 4,1% du PIB, contre 1.581,3 milliards, correspondant à 4,3% du PIB à la même période de l'année précédente. Cette évolution est imputable à une progression des recettes budgétaires et dons plus soutenue que celles des dépenses publiques et prêts nets.*

*L'évolution des recettes, principalement alimentée par les ressources fiscales, témoigne de la bonne orientation de l'activité économique au sein de l'UEMOA, conjuguée aux efforts continus de renforcement de la mobilisation des ressources internes. L'accroissement des dépenses demeure, pour sa part, essentiellement lié à la poursuite de l'exécution des programmes et projets de développement, ainsi qu'à la progression des charges, en rapport notamment avec les recrutements et les avancements dans la fonction publique. Il reflète également l'augmentation des charges financières sur la dette.*

*La couverture des besoins de financement des États a été assurée par des émissions de titres de dette sur les marchés financiers régional et international, ainsi que par des mobilisations de ressources auprès des partenaires extérieurs. Sur le marché financier régional, les coûts d'emprunt au premier trimestre 2026 ont baissé sur la quasi-totalité des maturités, comparés au trimestre précédent.*

### 4.1 - Recettes et dons

77. Selon les données des États membres, les recettes budgétaires sont ressorties à 6.221,1 milliards à fin mars 2026, soit une augmentation de 732,3 milliards ou 13,3% par rapport à la même période de l'année précédente. Cette évolution a été impulsée par la progression des recettes fiscales, qui se sont accrues de 681,8 milliards ou 13,9% pour atteindre 5.580,3 milliards, en liaison avec la bonne tenue de l'activité économique et les réformes fiscales mises en œuvre dans plusieurs États membres. Le taux de pression fiscale s'est amélioré, ressortant à 14,6% du PIB au terme du premier trimestre 2026, contre 13,5% du PIB un an plus tôt.
78. Pour leur part, les dons ont connu une augmentation de 0,5% pour atteindre 110,7 milliards à fin mars 2026.

**Tableau 16 - Opérations financières des États membres de l'UEMOA***(en milliards, sauf indication contraire)*

	mars 2025 (1)	mars 2026* (2)	Ecart (2) – (1)	
			en valeur	en %
<b>Recettes budgétaires et dons</b>	<b>5 599,9</b>	<b>6 332,8</b>	<b>732,9</b>	<b>13,1</b>
<i>(en % du PIB)</i>	15,4	16,6	-	-
<b>Recettes budgétaires</b>	<b>5 489,8</b>	<b>6 222,1</b>	<b>732,3</b>	<b>13,3</b>
Recettes fiscales	4 898,5	5 580,3	681,8	13,9
<i>(en % du PIB)</i>	13,5	14,6	-	-
Autres recettes	591,3	641,8	50,5	8,5
<b>Dons</b>	<b>110,1</b>	<b>110,7</b>	<b>0,6</b>	<b>0,5</b>
<b>Dépenses totales et prêts nets</b>	<b>7 181,2</b>	<b>7 896,0</b>	<b>714,8</b>	<b>10</b>
<i>(en % du PIB)</i>	19,7	20,7	-	-
<b>Dépenses courantes</b>	<b>5 036,4</b>	<b>5 274,8</b>	<b>238,4</b>	<b>4,7</b>
dont masse salariale	1 919,5	2 088,0	168,5	8,8
transferts et subventions	1 157,8	1 127,4	-30,4	-2,6
intérêts de la dette	1 022,2	1 090,1	67,9	6,6
<b>Dépenses en capital</b>	<b>1 701,1</b>	<b>2 186,9</b>	<b>485,8</b>	<b>28,6</b>
<i>(en % du PIB)</i>	4,7	5,7	-	-
<b>Autres dépenses</b>	<b>447,7</b>	<b>435</b>	<b>-12,7</b>	<b>-2,8</b>
<b>Prêts nets</b>	<b>-4</b>	<b>-0,7</b>	<b>3,3</b>	<b>-83</b>
<b>Solde base engagements, dons compris</b>	<b>-1 581,3</b>	<b>-1 563,2</b>	<b>18,1</b>	<b>1,1</b>
<i>(en % du PIB)</i>	-4,3	-4,1	-	-
<b>Solde base caisse, dons compris</b>	<b>-1 530,5</b>	<b>-1 563,2</b>	<b>-32,7</b>	<b>-2,1</b>
<i>(en % du PIB)</i>	-4,2	-4,1	-	-

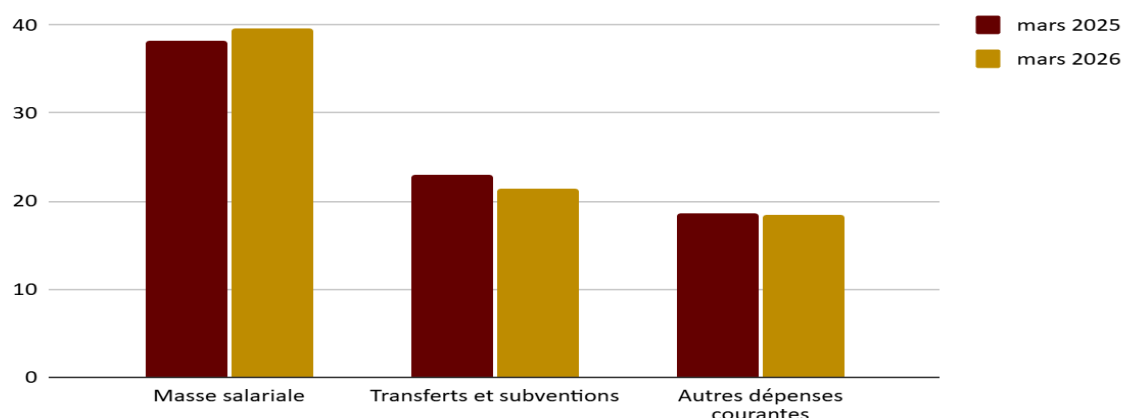
Sources : Services nationaux

(\*) Estimations

#### **4.2 - Dépenses totales et prêts nets**

79. Sur la base des données des pays membres, les dépenses totales et prêts nets se sont élevés à 7.896,0 milliards au terme du premier trimestre de 2026, soit une augmentation de 714,8 milliards ou 10% par rapport à mars 2025. Cette évolution émane notamment de la progression des dépenses en capital (+28,6%) et des dépenses courantes (+4,7%), atténuée par la baisse des autres dépenses (-2,8%). La progression des dépenses en capital est notamment liée à la poursuite des chantiers inscrits dans les plans de développement des États membres de l'Union.

80. Quant aux dépenses courantes, leur hausse découle de l'accroissement simultané des dépenses de personnel (+8,8%) et des paiements d'intérêt sur la dette publique (+6,6%), atténué par la réduction des transferts et subventions (-2,6%). L'augmentation de la masse salariale reflète, entre autres, l'incidence financière des recrutements et des avancements catégoriels dans la fonction publique.

**Graphique 9 - Evolution de la structure des dépenses courantes (en %)**

Sources : Services nationaux

### 4.3 - Solde budgétaire et financement

81. Eu égard aux évolutions susvisées, le déficit budgétaire, base engagements, dons compris s'est réduit de 18,1 milliards pour s'établir à 1.563,2 milliards à fin mars 2026 (soit 4,1% du PIB) contre 1.581,3 milliards (soit 4,3% du PIB) un an plus tôt. Pour la couverture de leurs besoins de financement, les États membres de l'Union ont eu recours, entre autres, au marché financier régional et international, ainsi qu'à des concours financiers mobilisés auprès de bailleurs externes.

#### 4.3.1 - Émissions sur le marché régional de la dette publique

82. Au cours du premier trimestre 2026, les États membres de l'UEMOA ont levé 5.011,6 milliards sur le marché régional de la dette publique, contre 3.732,0 milliards à la même période de l'année précédente, soit une progression de 1.279,6 milliards ou 34,3%. Cette évolution est portée par l'augmentation des émissions d'obligations du Trésor (+98,9% ou 1.876,9 milliards), partiellement atténuée par la baisse de celles des bons du Trésor (-32,6% ou -597,3 milliards). Les obligations du Trésor demeurent prépondérantes dans la structure des émissions, représentant 75,3% du total des émissions contre 50,9% au premier trimestre de l'année 2025.

83. Les taux de couverture des montants sollicités par les souscriptions sont ressortis, au premier trimestre 2026, à 336,6% pour les bons et 127,5% pour les obligations, contre respectivement 155,7% et 110,1% un trimestre plus tôt. Sur la même période de l'année 2025, les taux de couverture ressortent à 167,6% pour les bons et 83,3% pour les obligations, confirmant une amélioration de l'appétence des investisseurs sur le marché financier régional.

84. Sur le compartiment des bons du Trésor, les États membres ont mobilisé 1.236,2 milliards au premier trimestre de l'année 2026, contre un montant de 1.374,2 milliards au quatrième trimestre 2025 et 1.833,5 milliards un an auparavant. Les émissions de maturité 12 mois ont été les plus sollicitées, avec une valeur globale de 1.036,4 milliards, soit 83,8% des bons émis sur la période, suivies des émissions de maturité 6 mois (143,7 milliards ou 11,6%) et de celles de maturité de 3 mois (56,1 milliards ou 4,5%).

85. Au niveau du compartiment des obligations, les Trésors publics ont levé 3.775,4 milliards au premier trimestre de l'année 2026, contre 2.362,4 milliards au quatrième trimestre 2025 et 1.898,5 milliards l'année précédente. Le montant total des obligations émises sur le

marché par adjudication s'est élevé à 2.971,2 milliards, soit 78,7% du total des obligations et celui par syndication de 804,2 milliards (21,3% du total des obligations). Les émissions d'obligations ont principalement concerné la maturité de 3 ans, pour un

montant de 1.985,9 milliards (52,6%), suivie des maturités de 5 ans avec 934,4 milliards (24,7%), de 7 ans avec 558,2 milliards (14,8%) et de 10 ans avec 296,9 milliards (7,9%).

**Tableau 17- Émissions brutes de titres publics sur le marché régional**

(en milliards de FCFA)

Instrument	2024	Total 2024	2025				Total 2025	2026
	T4		T1	T2	T3	T4		T1
<b>Bons</b>	1 532,6	5 055,0	1 833,5	1 847,4	981,1	1 374,2	6 036,2	<b>1 236,2</b>
<b>Obligations</b>	1 169,2	4 297,0	1 898,5	2 592,9	2 215,1	2 362,4	9 068,9	<b>3 775,4</b>
Par adjudication	940,2	3 072,3	1 136,6	2 176,3	1 378,7	1 131,1	5 822,7	2 971,2
Par syndication(*)	229,0	1 224,7	761,9	416,6	836,4	1 231,3	3 246,3	804,2
<b>Total</b>	<b>2 701,8</b>	<b>9 352,0</b>	<b>3 732,0</b>	<b>4 440,3</b>	<b>3 196,2</b>	<b>3 736,6</b>	<b>15 105,1</b>	<b>5 011,6</b>

Sources : UMOA-Titres, AMF-UMOA, BCEAO

(\*) Situation provisoire pour la syndication

86. S'agissant des conditions de financement sur le marché financier régional, les coûts d'emprunt au premier trimestre 2026 ont baissé sur l'ensemble des maturités, comparés au trimestre précédent, à l'exception de celle de 5 ans. La dynamique observée est en lien notamment avec l'amélioration de la liquidité bancaire et la baisse des taux directeurs de la Banque Centrale.

87. Sur le compartiment des bons du trésor, les taux d'intérêt sont ressortis en baisse sur les maturités de 3 mois (-59 pdb) et 12 mois (-39 pdb). Au niveau des obligations, les rendements moyens pondérés se sont inscrits en baisse. En particulier, les rendements sur les maturités 3 ans et 10 ans ont reculé respectivement à 7,41% (-96 pdb) et 6,44% (-43 pdb). En revanche, sur la maturité de 5 ans, le rendement moyen s'est établi à 7,24%, en hausse de 46 pdb par rapport au trimestre précédent.

**Tableau 18 - Taux d'intérêt et de rendement moyens sur les titres publics (en %)**

	2024				Moyenne 2024	2025				Moyenne 2025	2026
	T1	T2	T3	T4		T1	T2	T3	T4		T1
1 mois	-	5,39	6,00	5,80	5,71	-	-	-	4,50	4,50	-
3 mois	6,64	6,56	5,77	6,13	6,17	6,27	9,41	5,21	5,44	5,68	4,85
6 mois	7,10	7,33	7,28	6,24	7,01	6,48	7,40	9,80	-	7,02	5,72
12 mois	7,25	8,12	7,84	7,14	7,63	7,85	7,74	7,25	6,88	7,59	6,49
<b>TMP* sur les bons</b>	<b>7,09</b>	<b>7,60</b>	<b>6,80</b>	<b>6,48</b>	<b>6,98</b>	<b>7,41</b>	<b>7,72</b>	<b>6,83</b>	<b>5,88</b>	<b>7,06</b>	<b>6,32</b>
3 ans	8,46	8,51	8,04	7,95	8,24	7,89	7,65	7,53	8,37	7,81	7,41
5 ans	6,47	6,99	6,98	7,32	6,99	6,7	7,13	6,72	6,78	6,81	7,24
7 ans	6,25	6,61	5,84	6,73	6,30	6,44	7,04	6,65	6,59	6,65	6,44
10 ans	6,81	6,47	7,41	6,99	6,70	7,47	6,95	6,97	6,87	6,93	6,44
20 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>RMP** sur les obligations</b>	<b>7,31</b>	<b>7,37</b>	<b>7,02</b>	<b>7,46</b>	<b>7,30</b>	<b>7,07</b>	<b>7,45</b>	<b>7,11</b>	<b>7,39</b>	<b>7,27</b>	<b>7,15</b>

Sources : BCEAO, UMOA-Titres, AMF-UMOA

(\*) TMP : taux moyen pondéré (\*\*) RMP : rendement moyen pondéré

### 4.3.2 - Encours des titres publics sur le marché régional

88. L'encours global des titres publics ressort à 32.151,7 milliards à fin mars 2026, contre 31.308,5 milliards à fin décembre 2025, soit

une progression de 843,2 milliards. L'encours global se situait à 25.362,1 milliards à fin mars 2025. La structure de cet encours laisse apparaître une prépondérance des obligations du Trésor qui représentent 88,7% du total.

Tableau 19 - Encours des titres publics à fin mars 2026 par pays

(en milliards de FCFA)

		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
<b>Bons</b>	Adjudication	108,3	386,7	593,7	130,8	579,5	604,4	1 157,3	59,9	3 620,6
<b>Obligations</b>	Adjudication	1 112,7	2 562,4	6 679,6	393,0	1 999,5	1 524,5	3 774,2	1 604,7	19 650,6
	Syndication	591,9	1 250,2	4 820,6	0,0	1 322,7	507,0	388,1	0,0	8 880,5
	Total obligations	1 704,6	3 812,6	11 500,2	393,0	3 322,2	2 031,5	4 162,3	1 604,7	28 531,1
<b>Encours total</b>		<b>1 812,9</b>	<b>4 199,3</b>	<b>12 093,9</b>	<b>523,8</b>	<b>3 901,7</b>	<b>2 635,9</b>	<b>5 319,6</b>	<b>1 664,6</b>	<b>32 151,7</b>

Sources : BCEAO, UMOA-Titres

Données arrêtées au 31 mars 2026

### 4.3.3 - Mobilisation de ressources extérieures par les États membres de l'UEMOA

89. En complément de leurs interventions sur le marché financier régional, les pays de l'Union ont bénéficié d'appuis financiers des partenaires extérieurs<sup>10</sup>. Lesdits appuis proviennent essentiellement de la Banque Mondiale (472,6 milliards).

90. Plusieurs pays ont également bénéficié de décaissements du FMI au cours du premier trimestre 2026, notamment (i) le **Bénin** (65,6 milliards), après la septième revue de son programme au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) et la quatrième au titre de la Facilité pour la Résilience et la Durabilité (FRD), (ii) le **Burkina** (18,4 milliards), à la suite de la quatrième revue de son programme appuyé par la FEC, (iii) la **Guinée-Bissau** (1,8 milliard), à l'issue des neuvième et dixième revues de son programme soutenu par la FEC, et (iv) le **Niger** (50,7 milliards), au terme de la huitième revue de son programme FEC et de la quatrième au titre de la FRD.

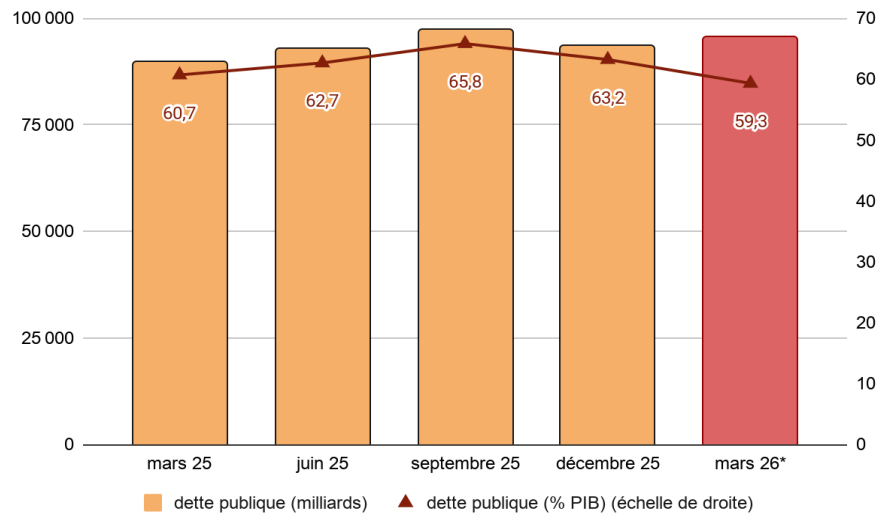
91. Par ailleurs, deux (2) pays de l'Union ont levé des ressources d'un montant global de 1.341,4 milliards sur les marchés internationaux, par le biais d'émissions d'euro-obligations. Le **Bénin** est intervenu

sur lesdits marchés, en janvier 2026, pour mobiliser un montant de 474,3 milliards. La **Côte d'Ivoire** a émis, pour sa part, en février 2026, des euro-obligations pour un montant total de 823,2 milliards.

### 4.3.4 - Évolution de la dette publique globale

92. L'encours de la dette publique totale de l'Union est estimé à 95.716,8 milliards à fin mars 2026, soit une progression de 2.168,3 milliards ou 2,3% par rapport à décembre 2025. En pourcentage, il ressort en baisse, représentant 59,3% du PIB, contre 60,7% à fin mars 2025<sup>10</sup>.

<sup>10</sup> Il s'agit des décaissements retracés dans les comptes des États membres à la BCEAO

**Graphique 10 - Evolution de l'encours de la dette publique de l'UEMOA***(en milliards de FCFA)*

Source : Services nationaux, BCEAO (\*) Estimations

## 5 - ÉVOLUTION DES COMPTES EXTÉRIEURS

Au premier trimestre 2026, le solde global de la balance des paiements de l'Union est ressorti excédentaire à 2.208,6 milliards FCFA, contre un excédent de 1.175,1 milliards FCFA enregistré à la même période de l'année précédente. Cette évolution procède principalement de l'amélioration du solde des transactions courantes qui est ressorti positif (+2,2% du PIB), après le déficit de -0,6% observé un an plus tôt. Ce profil favorable de la balance des paiements a été également soutenu par la hausse des entrées nettes de capitaux au titre du compte financier (+36,2%).

### 5.1 - Transactions courantes et en capital

93. La balance des transactions courantes est ressortie excédentaire à 856,9 milliards FCFA au premier trimestre 2026, après un déficit de 202,0 milliards FCFA enregistré à la même période de l'année précédente, soit une amélioration de 1.058,9 milliards. Cette évolution résulte essentiellement d'un excédent de 973,2 milliards FCFA dégagé

sur le compte des biens et services, atténué par une contraction du solde des revenus primaire et secondaire de 38,9 milliards FCFA. Rapporté au PIB, l'excédent courant s'est établi à 2,2% au premier trimestre 2026, contre un déficit de 0,6% une année plus tôt, soit une amélioration de 2,8 pdp.

Tableau 20 - Évolution du compte des transactions courantes

(en milliards, sauf indication contraire)

Rubriques	2025		2026
	T1-2025	T4-2025	T1-2026
<b>Balance commerciale</b>	<b>1 481,2</b>	<b>3 009,4</b>	<b>2 535,0</b>
<b>Balance des services</b>	<b>-1 605,8</b>	<b>-2 158,3</b>	<b>-1 561,8</b>
- Voyages	307,4	368,4	310,6
- Fret	-1 329,5	-1 208,1	-1 274,6
<b>Solde des revenus primaire et secondaire</b>	<b>-77,4</b>	<b>134,5</b>	<b>-116,3</b>
Revenu primaire	-954,2	-1 074,5	-1 154,2
dont intérêt sur la dette	-372,2	-598,1	-688,0
Revenu secondaire	876,8	1 209,0	1 037,9
- Transferts publics	79,4	123,5	139,5
- Transferts privés	797,4	1 085,5	898,4
<b>Solde du compte des transactions courantes</b>	<b>-202,0</b>	<b>985,6</b>	<b>856,9</b>
<b>(en % PIB)</b>	<b>-0,6%</b>	<b>2,6%</b>	<b>2,2%</b>

Sources : Instituts Nationaux de Statistique, Douanes, BCEAO

#### 5.1.1 - Évolution du commerce extérieur de l'Union

94. Au premier trimestre 2026, le solde des échanges extérieurs de biens de l'Union s'est consolidé de 1.053,9 milliards, en glissement annuel, pour ressortir excédentaire à 2.535,0 milliards, sous l'effet de l'amélioration des termes de l'échange (+16,0%) et la

progression des exportations d'hydrocarbures. Dans ce contexte, les exportations ont augmenté de 9,1%, tandis que les importations ont reculé de 2,7%.

95. La performance enregistrée au niveau des exportations provient notamment de l'accroissement des ventes de produits pétroliers (+34,3%), de cacao (+15,4%), du

coton (+7,2%), ainsi que d'or et métaux précieux (+5,1%). L'orientation favorable des ventes de cacao et de pétrole est principalement tirée par la hausse des volumes expédiés, atténuée par le repli des cours à l'international. En revanche, les exportations d'or et du coton sont soutenues par l'orientation favorable des prix sur les

marchés internationaux, partiellement, contenue par la baisse des volumes expédiés en ce qui concerne l'or. Le profil favorable des exportations a été atténué par le repli des ventes du café (-50,5%), de la noix de cajou (-28,8%) et du caoutchouc (-3,2%), en raison principalement de la contraction de leurs prix à l'international.

**Tableau 21 - Évolution de la balance commerciale**

(en milliards, sauf indication contraire)

	2025		2026	Variation en glissement annuel (T1-2026 / T1-2025)	
	T1-2025	T4-2025	T1-2026	(en valeur)	(en %)
<b>Exportations(*)</b>	<b>9 240,6</b>	<b>10 162,5</b>	<b>10 082,2</b>	<b>841,6</b>	<b>9,1</b>
<i>dont Produits du cacao</i>	2 198,9	2 503,9	2 536,9	338,0	15,4
<i>Or et métaux précieux</i>	3 672,9	3 613,4	3 860,4	187,5	5,1
<i>Produits pétroliers</i>	948,4	1 407,1	1 274,1	325,7	34,3
<i>Produits du coton</i>	121,9	102,4	130,7	8,8	7,2
<i>Produits du café</i>	29,1	20,9	14,4	-14,7	-50,5
<i>Produits de la noix de cajou</i>	267,3	240,6	190,2	-77,1	-28,8
<i>Caoutchouc</i>	380,4	491,8	368,3	-12,1	-3,2
<i>Uranium</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	
<b>Importations (FOB)(*)</b>	<b>-7 759,4</b>	<b>-7 153,1</b>	<b>-7 547,2</b>	<b>212,3</b>	<b>-2,7</b>
<i>dont Produits alimentaires</i>	-1 566,8	-1 137,0	-1 310,0	256,8	-16,4
<i>Biens de consommation courante</i>	-1 656,0	-1 220,4	-1 419,4	236,6	-14,3
<i>Produits énergétiques</i>	-1 451,3	-1 850,0	-1 718,6	-267,3	18,4
<i>Biens intermédiaires</i>	-1 569,1	-1 476,3	-1 646,3	-77,2	4,9
<i>Biens d'équipement</i>	-2 097,7	-1 982,0	-1 962,0	135,7	-6,5
<b>Solde commercial</b>	<b>1 481,2</b>	<b>3 009,4</b>	<b>2 535,0</b>	<b>1 053,9</b>	<b>71,2</b>
<b>(en % du PIB)</b>	<b>4,1</b>	<b>8,0</b>	<b>6,6</b>		

Sources : Instituts Nationaux de Statistique, Douanes, BCEAO

(\*) Les rubriques présentées n'incluent pas les échanges intra-UEMOA

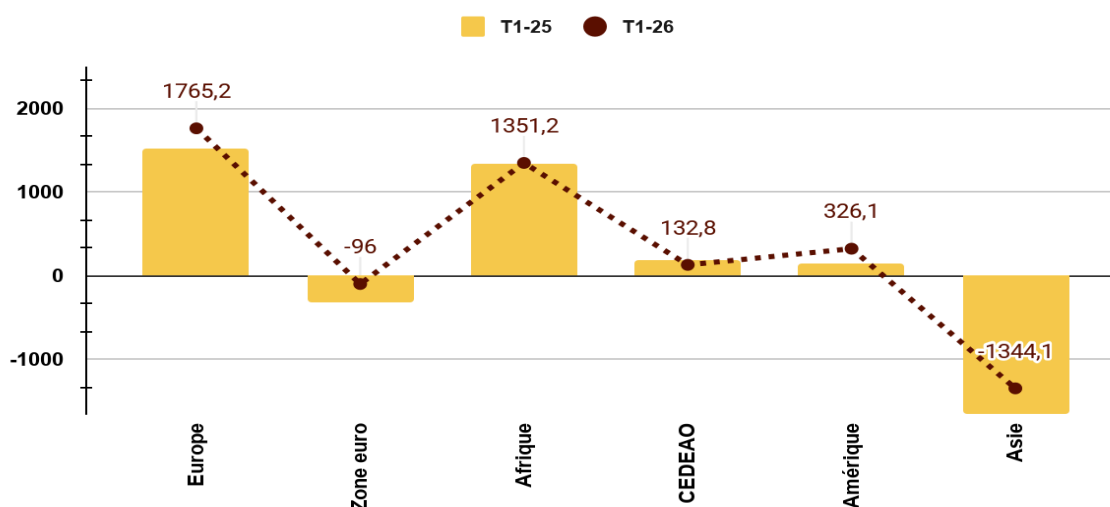
96. La dynamique des importations est principalement imputable à celle des approvisionnements en produits alimentaires (-16,4%), aux biens de consommation courante (-14,3%) et aux acquisitions de biens d'équipement et intermédiaires (-1,6%). Elle est toutefois modérée par le redressement des achats de produits énergétiques (+18,4%).

### 5.1.2 - Répartition géographique des échanges extérieurs

97. L'évolution de l'orientation géographique des échanges commerciaux de l'Union au cours du premier trimestre 2026, par rapport à la même période de l'année précédente, laisse apparaître des soldes excédentaires avec l'Europe, le reste de l'Afrique, la zone CEDEAO et l'Amérique. L'excédent avec le reste de l'Afrique s'est renforcé de 0,5% au cours de la période sous revue. Quant au déficit avec l'Asie, il s'est réduit de 18,7% comparativement à la même période de l'année passée.

## Graphique 11 - Évolution du solde commercial avec les principaux partenaires

(en milliards)



Sources : Instituts Nationaux de Statistique, Douanes, BCEAO

### 5.1.3 - Évolution des échanges intra-UEMOA

98. Les échanges intra-UEMOA sont en hausse de 9,1% au premier trimestre 2026, ressortant à 1.310,7 milliards ou 16,0% des échanges globaux, soit la même proportion qu'au premier trimestre 2025. La Côte d'Ivoire (35,8%) et le Sénégal (19,5%) demeurent les principaux fournisseurs, avec cumulativement 55,3% du total de l'offre intra-communautaire. Du côté de la demande intra-UEMOA, le Burkina (26,0%) et le Mali (18,8%) sont les principales destinations des flux échangés avec 44,8% du total. Les principaux produits vendus sont le pétrole (37,9%), les matériaux de construction (8,8%), les produits du cru (céréales, animaux vivants) (6,9%), les engrais et produits chimiques (6,4%), les huiles alimentaires (4,4%) et les préparations alimentaires (lait, bouillons, etc.) (4,1%).

### 5.1.4 - Évolution des autres rubriques du compte courant et du compte de capital

99. Le déficit de la balance des services s'est replié de 2,1% par rapport aux réalisations du même trimestre de l'année précédente, pour s'établir à 1.561,8 milliards, sous l'effet notamment de l'allègement de la facture de fret (-4,1%) et la hausse des recettes touristiques sur la période (+1,0%).

100. Le déficit du compte de revenu primaire s'est, pour sa part, creusé de 21,0%, pour ressortir à 1.154,2 milliards, en lien principalement avec l'accroissement des paiements d'intérêts sur la dette publique extérieure (+84,8%), combiné à la hausse des versements de dividendes (+17,7%).

101. Le solde excédentaire du revenu secondaire s'est amélioré de 18,4%, en variation annuelle, pour s'établir à 1.037,9 milliards, du fait du relèvement des aides budgétaires reçues par les États (+46,2 milliards) et, dans une moindre mesure, de la hausse des transferts de fonds des migrants (+2,5%).

102. L'excédent du compte de capital s'est accru de 28,3% par rapport aux réalisations notées à la même période de l'année dernière, pour se chiffrer à 362,0 milliards, en liaison avec l'augmentation de 26,2 milliards des mobilisations au titre des dons-projets reçus par les États membres de l'UEMOA.

## 5.2 - Évolution du compte financier

103. En ligne avec les évolutions susmentionnées, l'Union a enregistré une capacité de financement de 1.218,9 milliards contre un niveau de 80,1 milliards enregistré une année plus tôt.

**Tableau 22 - Évolutions du compte financier et du solde global***(en milliards, sauf indication contraire)*

	2025		2026
	T1-2025	T4-2025	T1-2026
<b>Solde du compte courant</b>	<b>- 202,0</b>	<b>985,6</b>	<b>856,9</b>
<b>Solde du compte de capital</b>	<b>282,1</b>	<b>422,9</b>	<b>362,0</b>
- Administration publique	203,1	303,8	229,3
<b>Capacité de financement</b>	<b>80,1</b>	<b>1 408,5</b>	<b>1 218,9</b>
<b>Solde du compte financier</b>	<b>-1 102,6</b>	<b>-2 719,7</b>	<b>-1 501,8</b>
- IDE	- 919,7	- 597,3	- 593,8
- Inv. de portefeuille	- 300,9	- 46,4	- 774,7
- Autres invest.	118,0	-2 075,9	- 133,4
dont tirages publics nets	- 343,9	-1 365,0	- 403,1
<b>Solde global après ajustement statistique</b>	<b>1 175,1</b>	<b>4 912,6</b>	<b>2 208,6</b>
Réévaluations	299,6	526,0	512,3
<b>Variation des Avoirs Extérieurs Nets</b>	<b>-1 474,7</b>	<b>-5 438,6</b>	<b>-2 720,9</b>

Sources : Instituts Nationaux de Statistique, Douanes, BCEAO

104. Les entrées nettes de capitaux au titre du compte financier se sont inscrites en hausse de 36,2%, pour s'établir à 1.501,8 milliards. Cette tendance est en ligne avec l'accroissement des entrées au titre des investissements de portefeuille (+473,8 milliards), du fait notamment de la levée d'eurobonds par le Bénin et la Côte d'Ivoire, pour des montants bruts respectifs de 474,3 milliards et 823,2 milliards. Ces fortes entrées au titre du compte financier ont été modérées par la baisse des investissements directs étrangers.

105. Au total, le solde global de la balance des paiements s'est amélioré de 1.033,6 milliards, en glissement annuel, en ressortant excédentaire de 2.208,6 milliards au premier trimestre 2026, après un excédent de 1.175,1 milliards noté un an plus tôt

## 6 - CONDITIONS MONÉTAIRES, MONNAIE ET MARCHÉ BOURSIER

La liquidité bancaire s'est améliorée de 523,1 milliards ou 8,7% sur le premier trimestre 2026, en ligne avec essentiellement les transferts reçus par les banques. Ce niveau relativement confortable de la liquidité et la baisse des taux directeurs de la BCEAO ont induit une détente des taux sur le marché monétaire. Le taux d'intérêt moyen pondéré sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, a baissé de 59 pdb pour ressortir à 4,52%. Sur les nouvelles mises en place de crédit, le taux débiteur moyen, hors taxes et charges, s'est établi à 6,72% au premier trimestre 2026 contre 6,73% au trimestre précédent.

La situation monétaire à fin mars 2026 est marquée par une progression, en rythme annuel, de la masse monétaire de 18,1%. Cette dynamique est induite par le renforcement des actifs extérieurs nets de 9.659,6 milliards, soit +153,6% et celui des créances intérieures de 3.053,4 milliards, soit +4,9%. L'accroissement des créances intérieures résulte de la hausse des créances nettes des institutions de dépôt sur les Administrations Publiques Centrales (+1.472,7 milliards ou +5,6%), et de celle des créances sur l'économie (+1.580,7 milliards ou +4,4%).

Le marché boursier régional a enregistré, au cours du premier trimestre 2026, une hausse de l'indice global, le BRVM Composite, de 19,9% après celle de 8,1% le trimestre précédent. Pour sa part, l'indice BRVM 30 a progressé de 15,2% après 3,7% trois mois plus tôt. La capitalisation boursière de l'ensemble des titres cotés s'est accrue, en rythme trimestriel, de 11,8%, après une hausse de 5,7% trois mois plus tôt. Cette évolution reflète l'augmentation de la capitalisation du marché des actions (+18,1%) et celle des obligations (+4,5%). Sur une base annuelle, la capitalisation boursière globale du marché a progressé de 30,1% à fin mars 2026.

### 6.1 - Conditions monétaires

106. Au cours du premier trimestre 2026, le taux minimum de soumission aux adjudications et le taux sur le guichet de prêt marginal de la Banque Centrale ont été réduits de 25 pdp respectivement à 3,00% et 5,00%, à compter du 16 mars 2026.

#### 6.1.1 - Liquidité bancaire

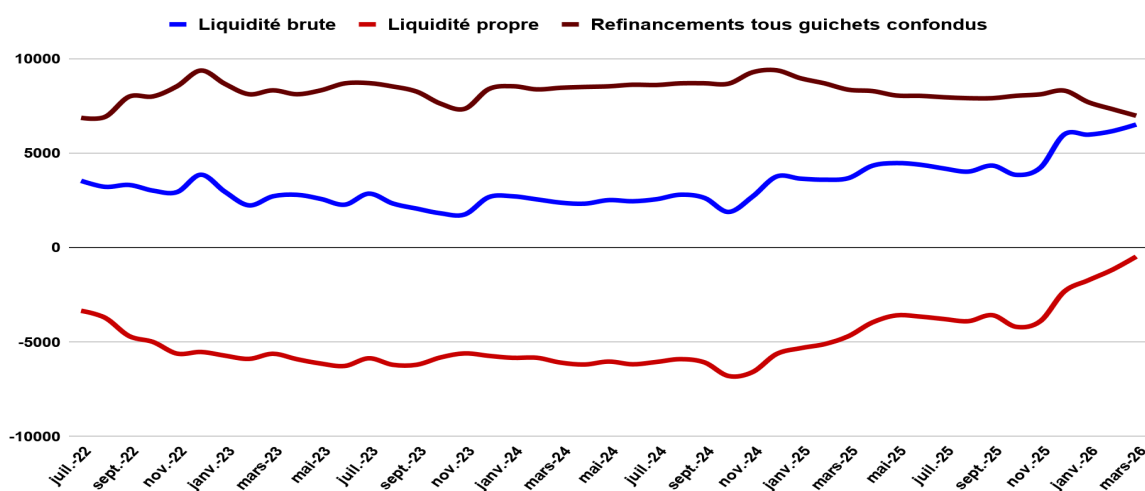
107. Sur le premier trimestre 2026, la liquidité propre des banques de l'UEMOA, définie comme la trésorerie des banques hors refinancement de la BCEAO, s'est améliorée de 1.852,9 milliards, en lien essentiellement avec les transferts nets reçus par les banques (+3.365,9 milliards). Les transactions avec les Trésors (-2 430,0 milliards) et les sorties de ressources induites par les retraits nets de billets aux guichets des banques (-917,0 milliards) ont atténué cette évolution favorable.

108. En ligne avec cette reconstitution de leur liquidité propre, le recours des banques aux ressources de la Banque Centrale s'est

réduit. En particulier, la demande exprimée par les établissements de crédit est ressortie systématiquement inférieure au montant mis en adjudication tout au long du trimestre, notamment sur le guichet hebdomadaire. Les concours de la Banque Centrale aux banques ont ainsi diminué de 1.329,8 milliards pour se situer à 6.991,0 milliards à fin mars 2026. Ainsi, la liquidité bancaire a augmenté de 523,1 milliards entre fin décembre et fin mars 2026, pour se situer à 6.525,0 milliards.

## Graphique 12 - Évolution de la liquidité bancaire

(en milliards)



Source : BCEAO

109. Les réserves requises des banques, sur la période de constitution allant du 16 février au 15 mars 2026, se sont chiffrées à 1.500,0 milliards. Sur cette même période, les réserves constituées par les banques sont ressorties à 6.007,7 milliards, dépassant de 4.507,7 milliards le niveau minimum exigé. Sur la période précédente de constitution allant du 16 novembre au 15 décembre 2025, l'excédent de constitution de réserves était ressorti à 2.763,0 milliards.

s'est établi à 4,26% contre 4,94% au quatrième trimestre 2025. Il était de 6,02% un an plus tôt.

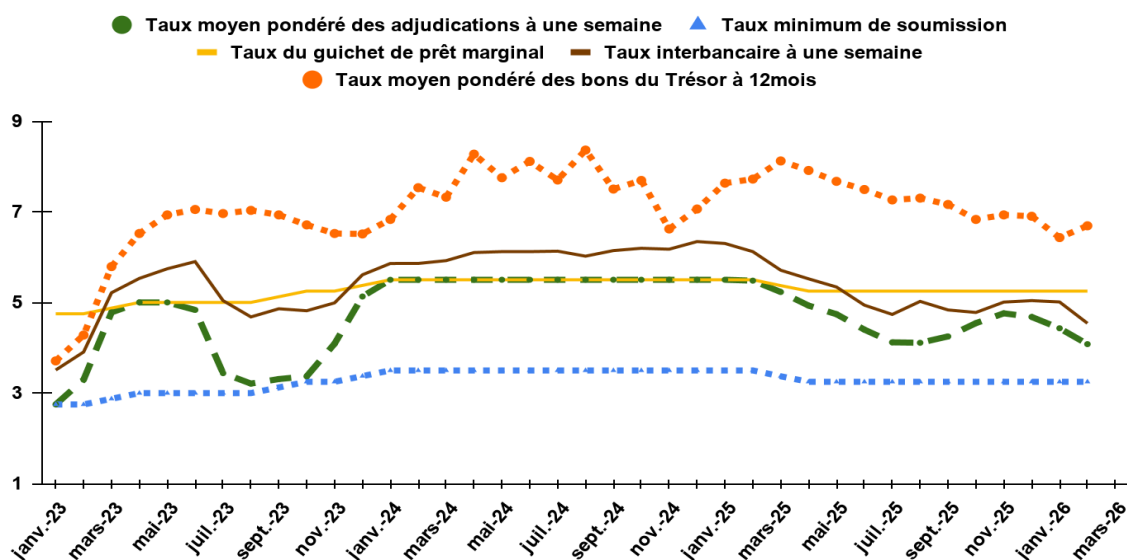
112. Le volume des transactions hebdomadaires, toutes maturités confondues, s'est situé en moyenne à 825,0 milliards au premier trimestre 2026, contre 954,4 milliards le trimestre précédent, soit une baisse de 129,4 milliards.

### 6.1.2 - Évolution des taux d'intérêt sur le marché monétaire

110. Au cours du premier trimestre 2026, le taux d'intérêt moyen pondéré sur le guichet des appels d'offres à une semaine de la BCEAO a baissé de 70 pdb pour se situer à 3,96%.

111. Sur le marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen pondéré s'est situé à 4,52% au premier trimestre 2026 contre 5,11% un trimestre plus tôt, soit une baisse de 59 pdb. A la même période de l'année précédente, ce taux était de 6,01%. Sur la maturité à une semaine, qui a totalisé 57% du volume global des transactions contre 60% le trimestre précédent, le taux d'intérêt moyen pondéré

Graphique 13 - Évolution des taux du marché monétaire (en %)



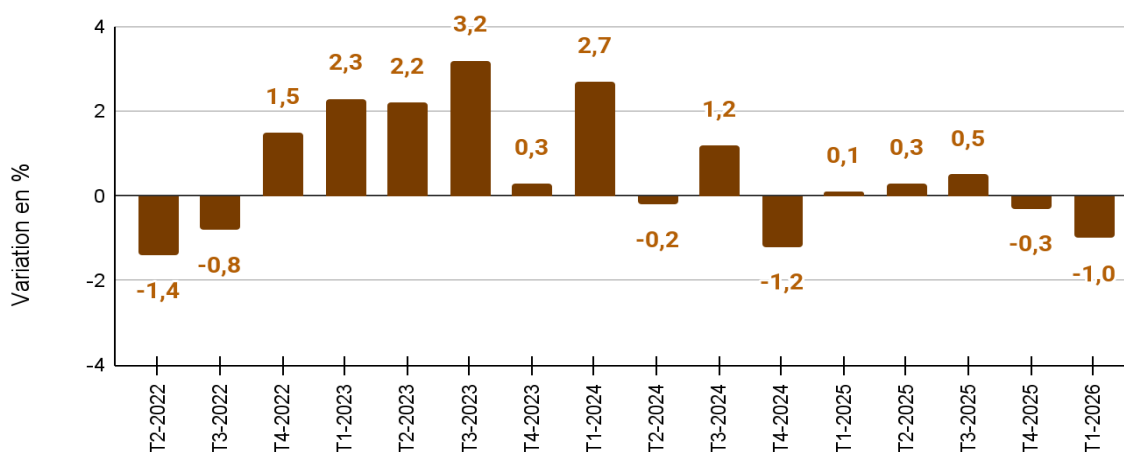
Source : BCEAO

### 6.1.3 - Évolution des conditions monétaires

113. Les conditions monétaires se sont assouplies au cours du premier trimestre 2026, l'indice y

relatif s'étant replié de 1,0% par rapport au trimestre précédent. Cette évolution est en lien avec la baisse du taux d'intérêt réel sur le marché interbancaire de 1,3 pdp, couplée à celle du taux de change effectif réel (-0,6%).

Graphique 14 - Évolution trimestrielle de l'indice des conditions monétaires (en %)



Source : BCEAO

### 6.1.4 - Évolution des taux créditeurs des banques sur les dépôts à terme

114. Le taux créditeur moyen est ressorti à 5,27% au premier trimestre 2026, après une

réalisation de 5,48% au quatrième trimestre 2025, soit une baisse de 21 points de base.

**Tableau 23 - Évolution par pays des taux créditeurs sur les dépôts à terme (en %)**

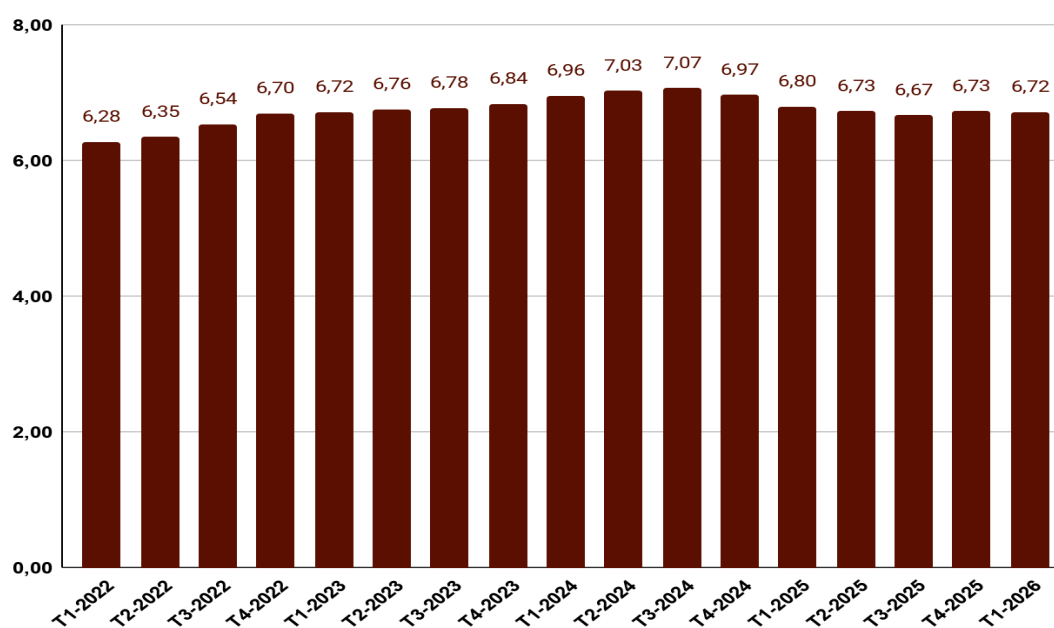
	2024				2025				2026
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1
Bénin	5,57	5,40	5,42	5,43	5,47	5,56	5,53	5,61	5,61
Burkina	5,94	5,60	5,57	5,59	5,53	5,48	5,77	5,79	5,19
Côte d'Ivoire	4,11	4,24	4,27	4,36	4,49	4,61	4,79	5,01	4,76
Guinée-Bissau	4,60	3,88	3,95	4,12	4,04	4,00	3,58	4,57	4,59
Mali	5,39	5,47	5,49	5,46	5,35	5,29	5,16	5,55	5,30
Niger	5,93	5,79	5,72	5,68	5,53	5,45	6,21	6,64	5,66
Sénégal	5,65	5,71	5,73	5,74	5,79	5,82	5,65	5,56	5,62
Togo	5,69	5,98	5,98	5,95	5,98	5,99	5,62	5,76	5,83
<b>UEMOA</b>	<b>5,28</b>	<b>5,26</b>	<b>5,29</b>	<b>5,34</b>	<b>5,36</b>	<b>5,38</b>	<b>5,40</b>	<b>5,48</b>	<b>5,27</b>

Source : BCEAO

**6.1.5 - Évolution des taux débiteurs des banques**

115. Les conditions appliquées par les banques de l'Union à leur clientèle se sont légèrement

assouplies au cours de la période sous revue. Le taux débiteur moyen, hors taxes et charges, s'est établi à 6,72% au premier trimestre 2026, contre 6,73% le trimestre précédent.

**Graphique 15 - Taux débiteurs moyens des banques (en %)**

Source : BCEAO

116. Suivant l'objet, la baisse des taux débiteurs est principalement observée au niveau des crédits destinés à l'exportation (-147 pdb), aux équipements (-53 pdb) et à la consommation (-19 pdb). Cette dynamique a

été partiellement compensée par la hausse des coûts des concours bancaires aux autres utilisations (+13 pdb), à l'immobilier (+11 pdb) et à la trésorerie (+5 pdb)

**Tableau 24 - Évolution des taux débiteurs dans l'UEMOA selon l'objet du crédit (en %)**

	2024				2025				2026
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1
Consommation	6,86	7,83	8,72	8,32	8,21	8,17	8,08	7,52	7,33
Exportation	6,33	6,40	6,75	7,34	7,39	7,45	7,35	6,48	5,01
Trésorerie	6,73	6,96	6,99	6,67	6,51	6,44	6,42	6,50	6,55
Équipement	7,98	7,53	7,35	6,77	6,85	6,77	6,88	7,16	6,63
Immobilier	7,16	6,79	6,33	6,41	6,32	6,23	6,40	7,00	7,11
Autres	7,08	7,60	6,95	5,87	5,94	5,96	6,22	6,77	6,90
<b>UEMOA</b>	<b>6,96</b>	<b>7,03</b>	<b>7,07</b>	<b>6,97</b>	<b>6,80</b>	<b>6,73</b>	<b>6,67</b>	<b>6,73</b>	<b>6,72</b>

Source : BCEAO

117. Selon la nature du débiteur, l'amélioration des conditions débitrices concerne principalement les administrations publiques (-84 pdb), les autres institutions de dépôts (-67 pdb), les institutions sans but lucratif (ISBLM) (-56 pdb) et les ménages (-9 pdb).

Le durcissement observé au niveau des autres sociétés financières (+8 pdb) et des sociétés non financières (+1 pdb) a modéré la tendance de l'assouplissement.

**Tableau 25 - Évolution des taux débiteurs dans l'UEMOA selon la nature du débiteur (en %)**

	2024				2025				2026
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1
Autres institutions de dépôts (microfinances)	6,54	7,73	7,99	7,74	7,78	7,81	7,81	7,41	6,74
Autres sociétés financières	7,29	7,20	7,13	6,95	6,88	6,82	6,85	6,85	6,93
Sociétés non financières	6,78	6,80	6,78	6,69	6,53	6,44	6,40	6,57	6,58
Ménages	8,17	8,20	8,31	8,00	7,87	7,82	7,72	7,67	7,58
ISBLM	7,90	8,01	8,07	8,26	8,38	8,46	8,50	8,18	7,62
Administrations publiques	5,80	6,42	6,66	6,61	6,59	6,58	6,60	6,45	5,61
<b>UMOA</b>	<b>6,96</b>	<b>7,03</b>	<b>7,07</b>	<b>6,97</b>	<b>6,80</b>	<b>6,73</b>	<b>6,67</b>	<b>6,73</b>	<b>6,72</b>

Source : BCEAO

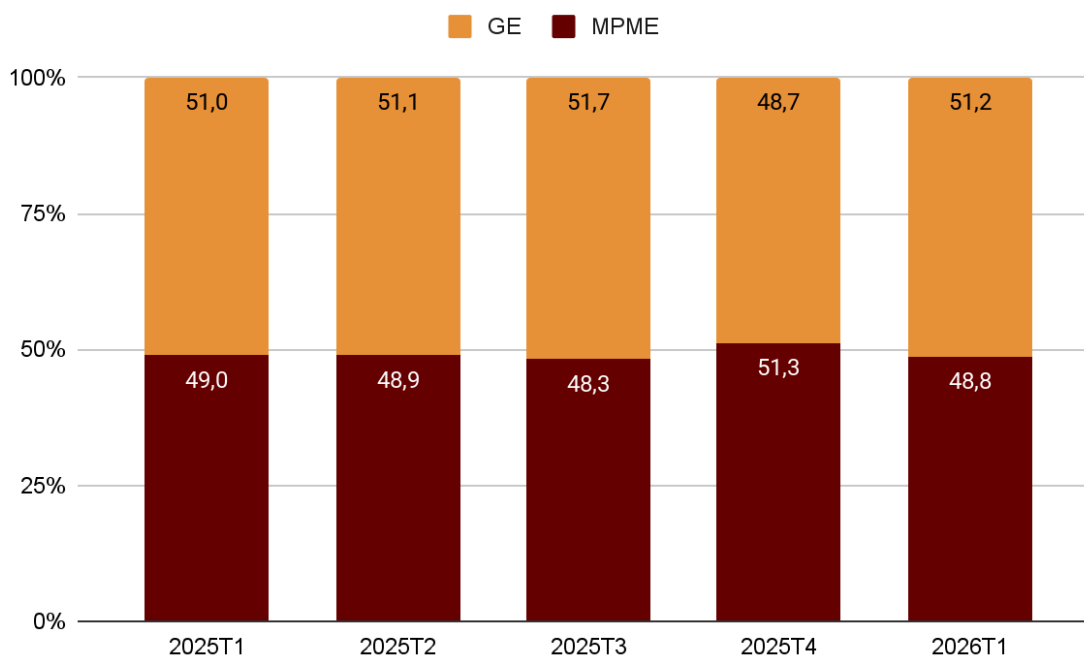
118. Sous l'angle de la maturité du crédit, la baisse des taux débiteurs a principalement concerné les crédits dont les échéances sont

comprises entre 1 an et 2 ans (-46 pdb), puis ceux compris entre 2 ans et 5 ans (-39 pdb).

### Encadré 1 - Structure et conditions des crédits accordés

La structure du volume des crédits suivant le statut juridique de l'emprunteur laisse apparaître une prédominance des prêts octroyés aux personnes morales, qui concentrent 85% du total des nouvelles mises en place. Les personnes physiques, pour leur part, n'ont bénéficié que de 15% du volume des crédits.

Graphique a : Répartition des crédits selon la taille des entreprises dans l'UEMOA (en %)



Source : BCEAO

Concernant les conditions appliquées aux personnes morales, il est noté un durcissement des taux débiteurs (+4 pdb) par rapport au trimestre précédent.

Les taux sur les prêts accordés aux Grandes Entreprises (GE), ont augmenté de 10 pdb, passant de 6,39% au quatrième trimestre 2025 à 6,49% au cours du trimestre sous revue.

Dans le compartiment des MPME, les taux appliqués aux micro-entreprises sont passés de 6,71% le trimestre précédent à 6,66% le trimestre en cours, soit un recul de 5 pdb. De même, pour les Moyennes Entreprises, les taux sont passés de 7,30% au quatrième trimestre 2025 à 7,19% au premier trimestre de l'année 2026, soit un repli de 11 pdb. S'agissant des taux appliqués aux petites entreprises, ils ressortent à 7,31% au trimestre sous revue contre 7,36% le trimestre passé, soit une baisse de 5 pdb.

Pour leur part, les taux d'intérêts débiteurs appliqués aux personnes physiques se sont établis à 7,43% contre 7,50%, en baisse de 7 pdb par rapport aux réalisations du trimestre précédent. Selon le genre, la baisse observée a concerné aussi bien les hommes (-8 pdb) que les femmes (-6 pdb).

**Tableau 26 - Évolution des taux débiteurs dans l'UEMOA selon la durée du crédit (en %)**

	2024	2025				2026
	T4	T1	T2	T3	T4	T1
Moins de 1 an	6,53	6,37	6,32	6,55	6,98	6,52
Entre 1 an et 2 ans	8,20	8,09	8,00	7,82	7,47	7,80
Entre 2 et 5 ans	8,09	8,01	7,94	8,15	7,96	7,57
Plus de 10 ans	9,92	9,99	9,91	6,36	6,55	6,73
<b>UEMOA</b>	<b>6,97</b>	<b>6,80</b>	<b>6,73</b>	<b>6,67</b>	<b>6,73</b>	<b>6,72</b>

Source : BCEAO

119. L'analyse par pays révèle une baisse des taux d'intérêts débiteurs en Guinée-Bissau (-209 pdb), au Togo (-20 pdb), au Sénégal (-13 pdb), au Burkina (-6,0 pdb) et en Côte d'Ivoire (-1 pdb). En revanche, les taux se

sont inscrits en hausse au Niger (+8 pdb), au Bénin (+3 pdb) et au Mali (+1 pdb) comparativement à leur niveau du trimestre précédent.

**Tableau 27 - Évolution par pays des taux débiteurs dans l'UEMOA (en %)**

	2024	2025				2026
	T4	T1	T2	T3	T4	T1
Bénin	7,35	7,45	7,55	7,60	7,17	7,20
Burkina	7,58	7,54	7,59	7,55	7,85	7,79
Côte d'Ivoire	6,46	6,34	6,26	6,22	6,07	6,06
Guinée-Bissau	9,44	9,47	9,58	9,54	9,72	7,63
Mali	7,92	7,53	7,60	7,47	7,44	7,45
Niger	9,00	8,97	9,02	8,90	8,40	8,48
Sénégal	6,25	5,93	5,86	5,80	6,45	6,32
Togo	7,54	7,60	7,55	7,50	7,55	7,35
<b>UEMOA</b>	<b>6,97</b>	<b>6,80</b>	<b>6,73</b>	<b>6,67</b>	<b>6,73</b>	<b>6,72</b>

Source : BCEAO

## 6.2 - Situation monétaire

120. Le rythme de progression de la masse monétaire, en glissement annuel, a augmenté pour s'établir à 18,1% à fin mars 2026, après une hausse de 17,4% en décembre 2025. Cette évolution s'explique par l'augmentation des actifs extérieurs nets (+9.659,6 milliards ou +153,6%) et des créances intérieures (+3.053,4 milliards ou +4,9%). Le renforcement des AEN résulte de

l'amélioration du profil des comptes extérieurs. Quant à la bonne tenue des créances intérieures, elle est liée à la consolidation des financements accordés aux Administrations Publiques Centrales (+1.472,7 milliards ou +5,6%) et aux autres secteurs de l'économie (+1.580,7 milliards ou +4,4%).

Tableau 28 - Évolution de la situation monétaire à fin mars 2026

(en milliards, sauf indication contraire)

	mars 2025	déc. 2025	mars 2026	Glissement trimestriel		Glissement annuel	
				Niveau	%	Niveau	%
Masse monétaire (M2)	53 345,9	61 051,5	63 010,5	1 958,9	3,2	9 664,5	18,1
Circulation fiduciaire	12 729,0	14 926,7	15 867,2	940,5	6,3	3 138,2	24,7
Dépôts	40 616,9	46 124,8	47 143,3	1 018,4	2,2	6 526,4	16,1
Dépôts transférables	24 804,0	28 788,0	29 870,0	1 082,0	3,8	5 065,9	20,4
Autres dépôts	15 812,9	17 336,8	17 273,3	-63,5	-0,4	1 460,4	9,2
Actifs extérieurs nets	6 288,8	13 227,5	15 948,4	2 720,9	20,6	9 659,6	153,6
Créances intérieures	62 338,8	65 786,5	65 392,2	-394,3	-0,6	3 053,4	4,9
Créances nettes sur APUC*	26 408,2	27 894,5	27 880,9	-13,6	0,0	1 472,7	5,6
Créances sur l'économie	35 930,6	37 892,1	37 511,3	-380,8	-1,0	1 580,7	4,4

Source : BCEAO

(\*) APUC : Administrations Publiques Centrales

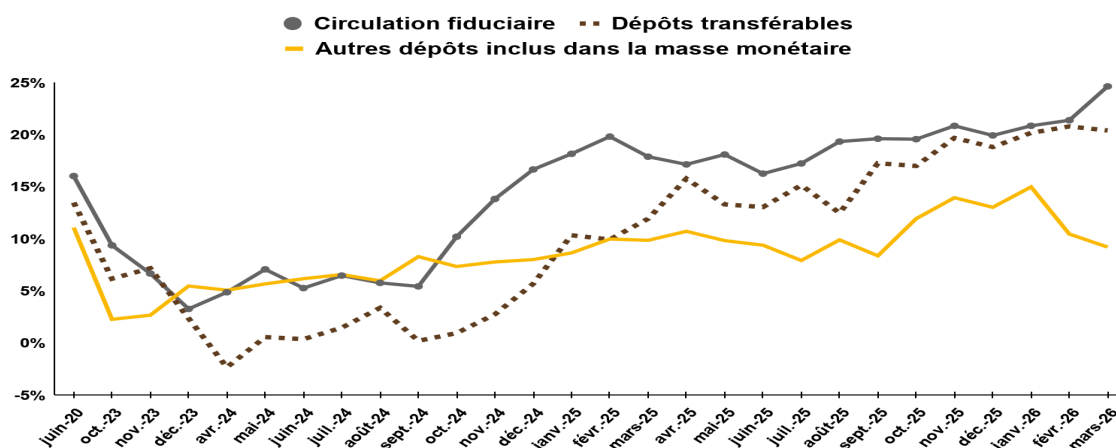
### 6.2.1 - Masse monétaire et ses composantes

121. La hausse de la masse monétaire s'est reflétée au niveau de ses composantes, à savoir, la circulation fiduciaire et les dépôts. Le taux de progression annuelle de la circulation fiduciaire est ressorti à 24,7% à fin mars 2026, après 19,8% à fin décembre

2025. Les dépôts, quant à eux, ont augmenté de 16,1% à fin mars 2026, après une progression de 16,6% trois mois plus tôt. En particulier, les dépôts transférables et les autres dépôts se sont accrus respectivement de 20,4% et 9,2% à fin mars 2026 contre 18,8% et 13,1% à fin décembre 2025.

Graphique 16 - Évolution de la circulation fiduciaire et des dépôts

(en glissement annuel, en %)



Source : BCEAO

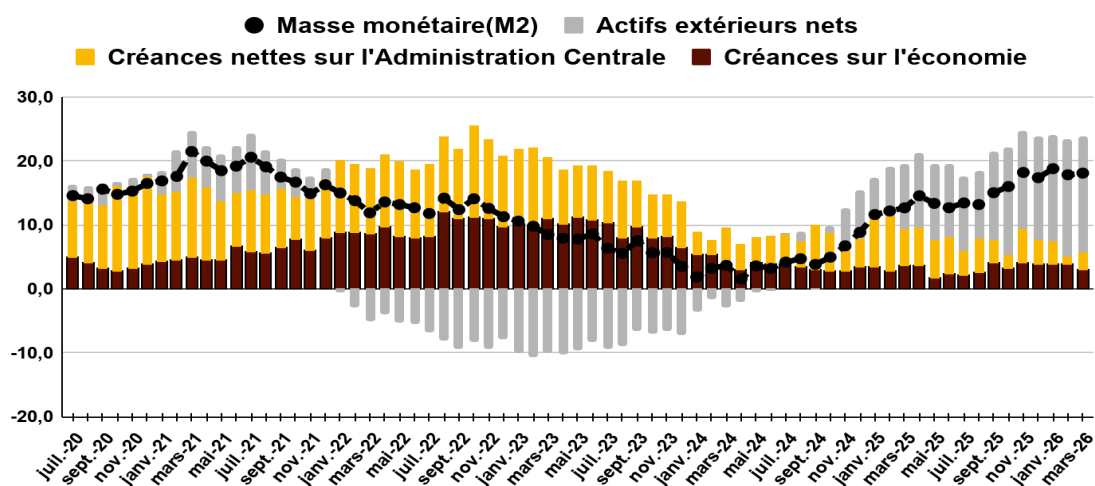
### 6.2.2 - Masse monétaire et ses contreparties

122. A fin mars 2026, le rythme de progression de la masse monétaire (+18,1%), en glissement annuel, a été induit par celui de ses principales contreparties. Les actifs

extérieurs nets (AEN) ont augmenté de 9.659,6 milliards ou +153,6%. Quant aux créances intérieures, elles se sont renforcées de 3.053,4 milliards ou +4,9%, soutenues par l'accroissement des concours des banques aux Gouvernements et aux autres secteurs résidents.

Graphique 17 - Contributions des contreparties à la croissance annuelle de la masse monétaire

(en pdp)



Source : BCEAO

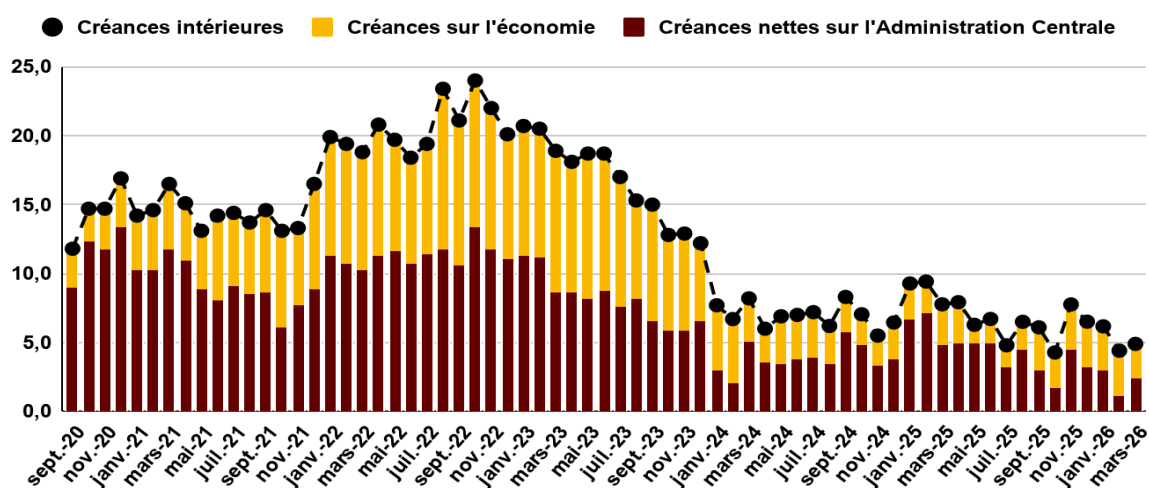
**Actifs extérieurs nets**

123. En glissement annuel, les actifs extérieurs nets de l'Union ont enregistré une augmentation de 9.659,6 milliards à fin mars 2026, en lien avec le profil favorable des comptes extérieurs. Cette hausse est induite par celle des AEN de la BCEAO de 10.539,3 milliards, atténuée par le repli des AEN des autres institutions de dépôts de 879,7 milliards.

**Créances intérieures**

124. Sur une base annuelle, l'encours des créances intérieures a augmenté de 3.053,4 milliards ou +4,9% à fin mars 2026. Cette évolution résulte de la hausse des créances nettes des institutions de dépôts sur les Administrations Publiques Centrales (+1.472,7 milliards ou +5,6%) et de l'accroissement des créances sur l'économie (+1.580,7 milliards ou +4,4%).

Graphique 18 - Contributions des composantes à la croissance des créances intérieures (en pdp)



Source : BCEAO

### Créances nettes sur les Administrations Publiques Centrales (APUC) des États membres

125. En rythme trimestriel, les créances nettes sur les APUC ont baissé de 13,6 milliards pour s'établir à 27.880,9 milliards à fin mars 2026,

du fait principalement de la hausse des dépôts de l'Administration Centrale dans les banques et à la Banque Centrale (+532,9 milliards), plus importante que celle des créances sur l'Administration Centrale (+519,3 milliards).

Tableau 29 - Créances nettes sur les APUC

(en milliards, sauf indication contraire)

	mars-25	déc.-25	mars-26	Variation (%)	
				Trimestrielle	Annuelle
<b>Créances nettes sur les APUC</b>	<b>26 408,2</b>	<b>27 894,5</b>	<b>27 880,9</b>	<b>-0,05</b>	<b>5,6</b>
Créances des institutions de dépôts	33 855,4	36 171,2	36 690,5	1,4	8,4
Crédits	11 177,7	11 573,2	11 523,7	-0,4	3,1
Portefeuilles de titres publics	22 659,7	24 580,4	25 154,3	2,3	11,0
Autres créances	18,0	17,5	12,5	-28,6	-30,6
Engagements des institutions de dépôts	7 447,1	8 276,7	8 809,6	6,4	18,3
Encaisse des Trésors	33,5	33,5	33,5	0,0	0,0
Dépôts	7 190,5	8 020,5	8 635,9	7,7	20,1
Autres engagements	223,1	222,8	140,1	-37,1	-37,2

Source : BCEAO

### Créances sur l'économie

126. Le taux d'accroissement des créances sur l'économie, en glissement annuel, s'est établi à 4,4% à fin mars 2026, après 5,6% à fin décembre 2025. En particulier, les crédits accordés au secteur privé ont augmenté de 1.878,3 milliards ou 6,0%. Cette évolution est

portée par les crédits aux sociétés non financières privées qui ont progressé de 6,4% après 5,6% trois mois auparavant. Les prêts accordés aux ménages et aux Institutions sans but lucratif au service des ménages se sont accrus de 5,2%, après 5,1% à fin décembre 2025.

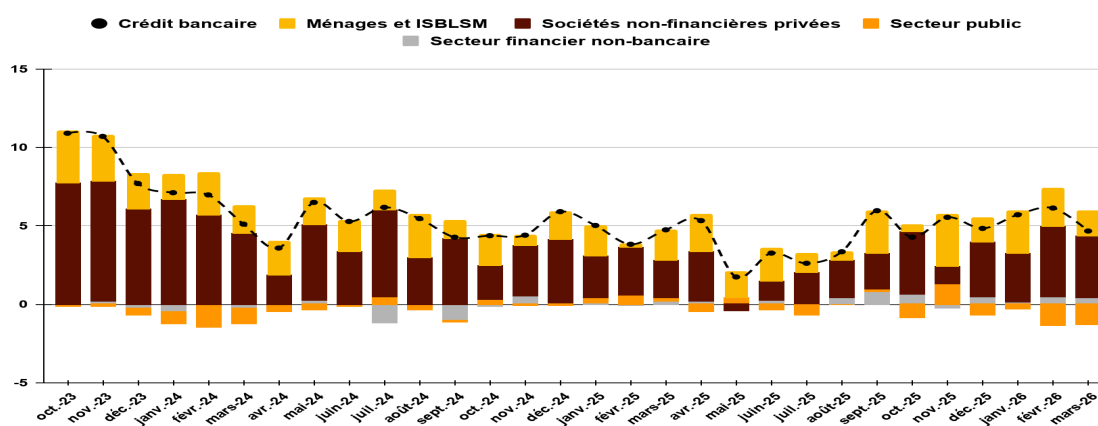
Tableau 30 - Créances sur l'économie des banques

(en milliards, sauf indication contraire)

	mars-25	déc.-25	mars-26	Variation (%)	
				Trimestrielle	Annuelle
<b>Créances sur l'économie des institutions de dépôts</b>	<b>35 930,6</b>	<b>37 892,1</b>	<b>37 511,3</b>	<b>-1,0</b>	<b>4,4</b>
<b>Créances de la BCEAO</b>	<b>729,1</b>	<b>721,6</b>	<b>720,4</b>	<b>-0,2</b>	<b>-1,2</b>
<b>Créances des banques</b>	<b>35 201,5</b>	<b>37 170,5</b>	<b>36 790,9</b>	<b>-1,0</b>	<b>4,5</b>
<b>Crédit bancaire</b>	<b>33 930,4</b>	<b>35 774,5</b>	<b>35 514,2</b>	<b>-0,7</b>	<b>4,7</b>
Secteur financier non-bancaire	482,5	618,9	626,0	1,2	29,8
Secteur public	2 089,2	1 870,1	1 651,1	-11,7	-21,0
Administration locale	113,4	63,2	52,7	-16,7	-53,6
Sociétés non-financières publiques	1 975,8	1 806,9	1 598,4	-11,5	-19,1
Secteur privé	31 358,8	33 285,5	33 237,1	-0,1	6,0
Sociétés non-financières privées	20 676,0	22 113,7	21 997,2	-0,5	6,4
Ménages et ISBLSM	10 682,8	11 171,7	11 239,9	0,6	5,2
<b>Autres créances (*)</b>	<b>1 271,0</b>	<b>1 396,0</b>	<b>1 276,7</b>	<b>-8,5</b>	<b>0,4</b>

Source : BCEAO (\*) Constituées notamment des actions et autres participations et des titres autres qu'actions

Graphique 19 - Contributions à la croissance annuelle du crédit bancaire (en pdp)



Source : BCEAO

127. L'encours des crédits déclarés à la Centrale des risques bancaires de l'ensemble des pays l'UMOA se situe à 21.571,9 milliards à fin mars 2026, après une réalisation de 20.919,2 milliards à fin décembre 2025 et 20.693,4 milliards un an plus tôt, soit des hausses respectives de 3,1% et 4,2%. Cet encours représente 60,5% des crédits bancaires à l'économie à fin mars 2026, soit une progression de 2,1 points de pourcentage par rapport à décembre 2025.
128. Quant à l'encours total des crédits octroyés aux 400 plus Grosses Entreprises Utilisatrices de Crédits Bancaires (GEUCB) des huit pays de l'UEMOA, à raison de 50 unités par Etat, il s'établit à 10.350,0 milliards à fin mars 2026, après des niveaux de 10.261,3 milliards à fin décembre 2025 et 9.946,8 milliards à fin mars 2025, soit des accroissements respectifs de 0,9% et 4,1%. Cet encours représente 48,0% des crédits déclarés à la Centrale des risques bancaires et 29,0% des crédits bancaires à l'économie à fin mars 2026, après des parts respectives de 49,1% et 28,7% en décembre 2025.
129. Par pays, la part des 50 GEUCB dans les crédits bancaires à l'économie atteindrait 62,6% en Guinée-Bissau, 48,5% au Niger, 39,1% au Mali, 33,6% au Bénin, 33,5% au Togo, 30,2% au Burkina, 26,9% au Sénégal et 25,9% en Côte d'Ivoire.
130. L'analyse selon la maturité des engagements portés par les 50 GEUCB par pays révèle que les crédits à court terme (60,0%) sont prépondérants par rapport à ceux à moyen et long termes (40,0%). Suivant les secteurs, les gros risques sont concentrés dans sept (7) branches d'activité, à savoir : "Commerce de gros" (28,6%), "Services fournis à la collectivité" (25,1%), "Industries manufacturières" (12,4%), "Transports et communications" (8,6%), "Assurances, Affaires immobilières, Services aux entreprises" (7,4%), "Bâtiments et travaux publics" (7,2%) et "Electricité, Gaz et Eau" (7,1%).
131. L'encours des financements transfrontaliers au profit des 400 plus Grosses Entreprises Utilisatrices de Crédits Bancaires (GEUCB) de l'UMOA s'établit à 505,9 milliards à fin mars 2026 ou 4,9% du total des gros risques, après une réalisation de 461,0 milliards ou 4,5% à fin décembre 2025 et 392,0 milliards ou 3,9% un an plus tôt. Ces financements sont principalement localisés au niveau des établissements de crédit du Burkina (31,2%), du Togo (21,9%), du Bénin (16,6%) et du Niger (16,1%).
132. Le taux brut de dégradation du portefeuille des établissements de crédit de l'Union s'est situé à 9,0% à fin mars 2026 contre 9,1% à fin décembre 2025, soit une **baisse** de 0,1 pdp. Le taux net est ressorti à 3,7% contre

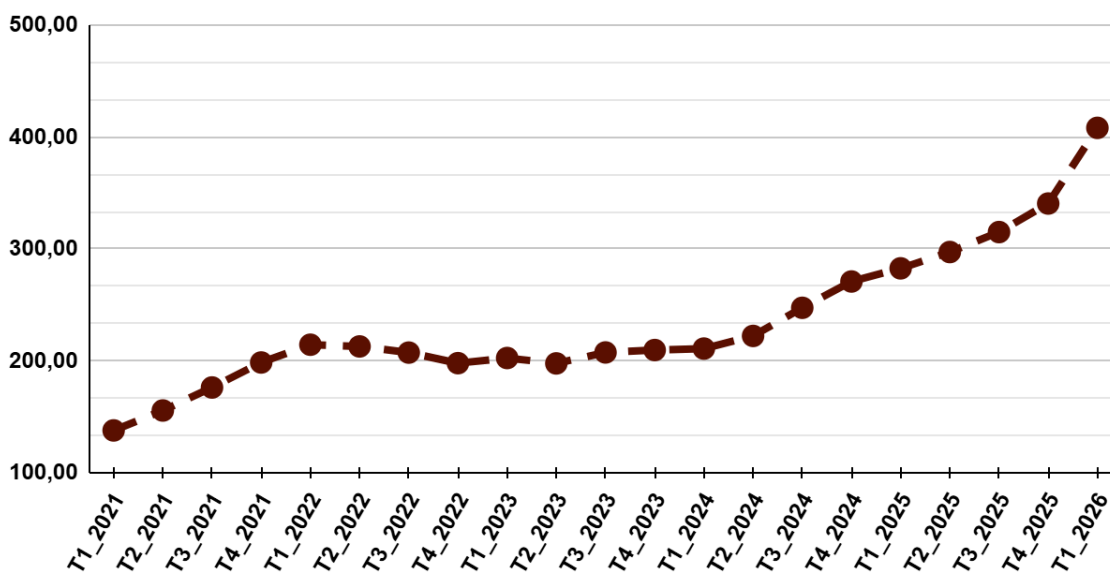
3,9% au trimestre précédent, soit un **repli** de 0,2 pdp.

### 6.3 - Marché boursier de l'UMOA

133. Le marché boursier régional a connu au cours du premier trimestre 2026 une hausse de l'indice global, le BRVM Composite, de 19,9% après celle de 8,1% le trimestre précédent. Cette tendance est également observée, sur une base annuelle, avec un accroissement de 44,4% de l'indice BRVM Composite, après une progression de 25,7% un trimestre plus tôt. Pour sa part, l'indice BRVM 30 a progressé de 15,2% contre 3,7%

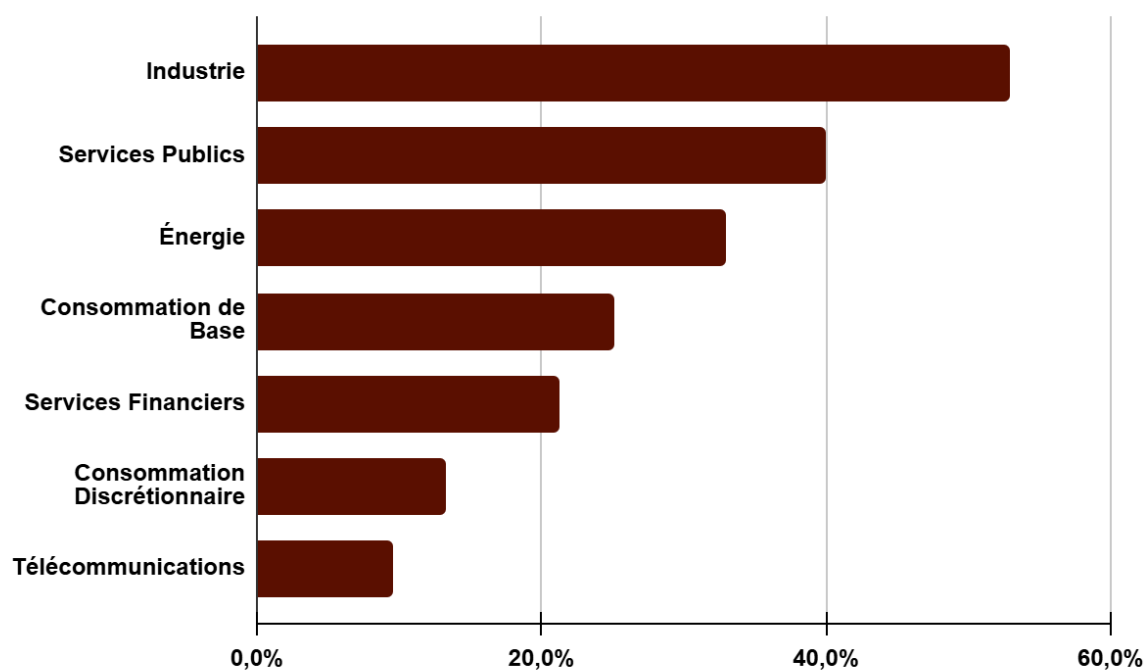
le trimestre précédent. La capitalisation boursière de l'ensemble des titres cotés s'est accrue, en rythme trimestriel, de 11,8%, après une hausse de 5,7% trois mois plus tôt. Cette évolution reflète l'augmentation de la capitalisation du marché des actions (+18,1%) et des obligations (+4,5%). Sur une base annuelle, la capitalisation boursière globale du marché a progressé de 30,1% à fin mars 2026.

Graphique 20 - Évolution de l'indice BRVM Composite (en points)



Source : BRVM

134. La progression de l'activité boursière au cours du trimestre sous revue résulte de la hausse, en variation trimestrielle, des indices dans les secteurs « Industriels » (+52,8%), « Services publics » (+39,9%), « Énergie » (+32,8%), « Consommation de base » (+25,5%), « Services financiers » (+21,1%), « Consommation discrétionnaire » (+13,1%) et « Télécommunications » (+9,4%).

**Graphique 21 - Évolution des indices sectoriels<sup>11</sup> de la BRVM au premier trimestre 2026 (en %)**

Source : BRVM

135. Sur une base annuelle, la capitalisation boursière globale du marché a enregistré une hausse de 30,1%.

<sup>11</sup> Pondérations par secteur : Agriculture (0,2%), Distribution (0,9%), Finance (27,4%), Industrie (0,04%), Services publics (71,5%), Transports (0,003%)

## 7 - PERSPECTIVES MACROÉCONOMIQUES À MOYEN TERME

**Les perspectives économiques mondiales pour 2026 ont été révisées à la baisse, en raison principalement des effets négatifs du conflit au Moyen-Orient déclenché le 28 février 2026.** Selon les projections du FMI publiées en avril 2026, le rythme de progression de la production mondiale s'établirait à 3,1% en 2026 et 3,2% en 2027, contre respectivement des prévisions de 3,3% et 3,2% présentées en janvier 2026. L'inflation mondiale se situerait à 4,4% en 2026, en hausse de 0,3 point par rapport à 2025, avant de se replier à 3,7% en 2027, en lien notamment avec les répercussions du choc énergétique.

**Au sein de l'Union, les perspectives économiques ressortent globalement favorables, mais restent tributaires de l'évolution de la conjoncture internationale, de la situation socio-politique et sécuritaire dans les pays ainsi que des effets du changement climatique.** Le PIB progresserait de 6,1% en 2026 et 6,2% en 2027, après 6,6% en 2025, en raison d'une demande intérieure robuste et d'une bonne tenue des productions extractives et agricoles.

**La gestion des finances publiques des États membres de l'Union s'inscrirait dans une trajectoire de consolidation budgétaire, traduisant la poursuite des efforts d'ajustement engagés ces dernières années.** Dans ce contexte, le déficit budgétaire global se réduirait, passant de 3,3% du PIB en 2025, à 3,2% en 2026, puis à 2,9% en 2027. Parallèlement, le ratio d'endettement public devrait baisser, pour s'établir à 62,4% du PIB en 2026 et 60,6% en 2027, après 63,2% en 2025.

**Le profil des comptes extérieurs ressortirait favorable en 2026 et 2027.** Le solde global de la balance des paiements ressortirait excédentaire de 1.189,4 milliards en 2026 et de 1.483,2 milliards en 2027, après un surplus de 7.027,6 milliards en 2025.

**La situation monétaire serait caractérisée par une accélération du financement du secteur privé.** Le rythme d'accroissement des crédits à l'économie se situerait à 7,4% en 2026 et 8,0% en 2027, après 5,6% en 2025.

**Selon les projections, l'inflation annuelle moyenne de l'Union devrait se maintenir dans l'intervalle cible [1%-3%] en 2026 et 2027.** Elle passerait de 0,0% en 2025 à 1,6% en 2026 et 2,1% en 2027. Cette prévision intègre notamment l'impact de la crise au Moyen-Orient sur l'évolution des prix de l'énergie dans l'Union et la hausse anticipée des prix des produits alimentaires importés en 2027.

### 7.1 - Hypothèses de projection

136. Les principales hypothèses de projection s'appuient sur les perspectives d'évolution de l'environnement international et de la conjoncture économique interne. Elles concernent, pour le volet extérieur, les prévisions de croissance économique au niveau mondial et dans les principaux pays partenaires de l'Union ainsi que l'évolution des cours internationaux des matières premières et des conditions financières internationales. Au niveau sous-régional, les hypothèses portent sur les trajectoires des déficits budgétaires des États membres de l'Union et leur mode de financement, la situation sécuritaire et socio-politique, ainsi que les conditions agro-climatiques.

#### **Au titre de l'environnement international**

137. La croissance de l'économie mondiale en 2026 serait moins élevée avec une balance des risques globalement orientée à la baisse, en raison des effets négatifs induits par la crise au Moyen-Orient.
138. Selon les dernières projections publiées par le FMI en avril 2026, la croissance économique mondiale s'établirait à 3,1% en 2026, en baisse de 0,2 point de pourcentage par rapport aux prévisions de janvier 2026. Cette révision à la baisse tient principalement aux perturbations des circuits d'approvisionnement mondial engendrées par le conflit au Moyen-Orient déclenché fin

février 2026. En 2027, la croissance mondiale s'établirait à 3,2%, niveau inchangé par rapport à la mise à jour de janvier 2026.

139. L'inflation mondiale devrait augmenter, passant de 4,1% en 2025 à 4,4% en 2026, sous l'effet de la transmission du choc énergétique induit par la crise en Iran, avant de se replier à 3,7% en 2027. Dans la Zone euro, le taux d'inflation passerait de 2,1% en 2025 à 2,6% en 2026, avant de se replier à 2,2% en 2027. Aux États-Unis, l'inflation se situerait à 2,8% en 2026 contre 2,5% en 2025, traduisant les effets cumulés du choc énergétique et des tarifs douaniers.
140. La balance des risques pesant sur les perspectives de croissance mondiale demeure orientée à la baisse, en lien notamment avec la possible escalade des tensions géopolitiques au Moyen-Orient sur un horizon plus long que prévu. Selon le FMI, ce scénario induirait une hausse plus prolongée des cours énergétiques (+80,0% pour le pétrole et +160,0% pour le gaz à partir du deuxième trimestre 2026) entraînant une baisse plus importante de la croissance mondiale à 2,5% en 2026 et un taux d'inflation élevé à 5,4%. Dans le cas d'un scénario plus pessimiste, marqué par des dommages importants sur les infrastructures énergétiques de la région du Moyen-Orient, la croissance mondiale serait limitée à environ 2,0% en 2026 et l'inflation dépasserait 6,0% en 2027. À ces risques s'ajoutent ceux liés à un possible durcissement des tensions commerciales, à une révision défavorable des anticipations de gains de productivité associés à l'intelligence artificielle qui seraient susceptible de provoquer une correction abrupte sur les marchés financiers, ainsi qu'aux effets négatifs croissants du changement climatique. Enfin, le creusement des déficits budgétaires et le niveau élevé de la dette publique constituent des défis structurels majeurs qui pourraient peser sur l'investissement et la stabilité financière, en particulier, dans les pays en développement.

**Les conditions financières et monétaires internationales devraient se durcir en**

**2026, en ligne avec la remontée projetée de l'inflation mondiale.**

141. Dans la Zone euro et aux États-Unis, les analyses d'Experts<sup>12</sup> tablent sur une remontée progressive des taux directeurs au cours de l'année 2026, en réponse à la transmission du choc énergétique aux prix domestiques.

**L'indice des cours internationaux des matières premières, hors pétrole, exportées par les pays de l'UEMOA devrait se replier en 2026, puis se redresser progressivement à partir de 2027.**

142. L'indice des cours internationaux des matières premières (hors pétrole) exportées par les pays de l'Union devrait se replier en 2026 (-5,7%). Il est attendu, en rythme annuel, une baisse des prix du cacao (-54,1%), du café (-27,9%) et de la noix de cajou (-0,9%). Toutefois, le cours de l'or devrait connaître une hausse de 40,5% en 2026 et atténuer cette tendance, sous l'effet de la persistance des incertitudes liées notamment aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient, qui renforcerait son attrait en tant que valeur refuge. Le caoutchouc (+6,4%) et le coton (+11,9%) progresseraient également, dans un contexte de contraintes sur l'offre.
143. En 2027, les cours des principales matières premières, hors pétrole, exportées par les pays de l'Union devraient globalement se redresser, à l'instar du cacao (+5,7%) et de la noix de cajou (+4,7%).
144. Pour les produits pétroliers, les hypothèses de projection tablent sur une hausse de 26,4% des cours mondiaux en 2026, soutenue par les perturbations des circuits d'approvisionnement au Moyen-Orient. Les cours du pétrole devraient baisser en 2027 traduisant une amélioration anticipée de l'offre sur les marchés énergétiques. En particulier, le cours moyen du baril WTI s'établirait à 85,2 dollars en 2026 et 75,5 dollars en 2027, contre 67,4 dollars en 2025.

<sup>12</sup> Les prévisions des experts de Bloomberg.

**Les cours internationaux des produits alimentaires importés devraient poursuivre leur détente en 2026 pour se redresser en 2027.**

145. Selon les prévisions basées sur les données du FMI, de la FAO<sup>13</sup>, de la Banque Mondiale et de Bloomberg, les prix des produits alimentaires importés par l'Union devraient connaître une diminution, en variation annuelle, de 4,4% en 2026, suivie d'une hausse de 6,8% en 2027.

**Au niveau régional,**

**Au niveau des finances publiques, les États devraient poursuivre leurs efforts de consolidation budgétaire**

146. Sur la base des TOFE des Etats, le déficit budgétaire global de l'Union devrait s'établir à 3,2% du PIB en 2026, avant de se situer à 2,9% en 2027, après 3,3% en 2025.
147. Au titre du financement, l'année 2026 se caractérise par un recours aux marchés internationaux de capitaux. La Côte d'Ivoire et le Bénin ont déjà mobilisé, au cours des mois de janvier et février, des ressources à travers des émissions d'eurobonds sur les marchés internationaux, à hauteur respectivement de 823,2 milliards et 474,3 milliards. En outre, la Côte d'Ivoire prévoit de recourir de nouveau à ce marché en 2027, avec un volume de mobilisation projeté à 562,5 milliards.
148. Par ailleurs, des échéances importantes sur les eurobonds sont observées sur la période 2026-2027, en particulier, pour la Côte d'Ivoire et le Sénégal. Pour la Côte d'Ivoire, les remboursements au titre des eurobonds passeraient de 106,9 milliards en 2026 à 111,3 milliards en 2027. S'agissant du Sénégal, les amortissements d'eurobonds, intervenus au cours du mois de mars 2026, s'élèvent à 218,7 milliards, et devraient se maintenir à ce niveau en 2027.

**La production de pétrole devrait baisser en 2026**

149. Selon les données communiquées par les Services nationaux, l'extraction dans les champs pétroliers de l'Union diminuerait pour s'établir à 243.555,0 barils/jour en 2026 contre 256.847,6 barils/jour en 2025. Ce fléchissement s'expliquerait principalement par la baisse anticipée des volumes au Sénégal, telle qu'annoncée par les entreprises exploitantes. Pour 2027, la production de pétrole est évaluée à 247.607 barils/jour.

**La production minière devrait se consolider au cours des prochaines années.**

150. Au Burkina, au cours des prochaines années, la production d'or devrait progresser, en lien avec les réformes engagées visant à centraliser la production artisanale, en vue de sa commercialisation par l'État, ainsi que le relèvement du prix d'achat auprès des artisans. En Côte d'Ivoire, elle devrait également se renforcer grâce à la mise en exploitation de cinq grands projets miniers situés dans le Nord du pays, notamment à Koné, Assafou, Doropo, Afema et Boundiali.

**La situation sécuritaire et socio-politique actuelle dans l'Union ne devrait pas se dégrader au cours des prochaines années**

151. Compte tenu des mesures engagées par les États membres pour consolider les capacités sécuritaires, la situation sécuritaire actuelle ne devrait pas se dégrader au cours des prochaines années. Le scénario central retient l'hypothèse d'une stabilité globale de l'environnement sécuritaire et socio-politique sur l'horizon de projection.

**Les conditions agro-climatiques devraient ressortir globalement favorables pour la production vivrière dans les pays de la région.**

152. Les résultats définitifs de la campagne agricole 2025/2026, publiés par le Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), font état d'une hausse de 6,8% de la production céréalière dans la zone UEMOA, après une réalisation de +3,0% lors de la saison

<sup>13</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

2024/2025. Par pays, il est noté un renforcement de la production de 25,6% en Guinée-Bissau, 17,8% au Burkina, 11,5% au Mali, 10,6% au Togo, 8,0% en Côte d'Ivoire, 4,1% au Sénégal et 1,1% au Bénin. En revanche, la production est ressortie en baisse au Niger (-10,8%). Les faibles performances de la campagne agricole 2025/2026 dans certains pays de l'Union, en particulier, au Niger, pourraient engendrer une remontée des prix des céréales locales. Pour les prochaines années, il est retenu dans le scénario central l'hypothèse d'une hausse de 5,0% de la production céréalière.

153. **Deux autres scénarios**, l'un haussier et l'autre baissier, sont élaborés pour encadrer les perspectives à moyen terme de l'inflation. Ces scénarios se basent sur les projections centrales, avec une variation tolérée de plus ou moins 5 pdp pour la production céréalière, les cours des produits alimentaires importés et le taux de change. Pour les prix du pétrole brut, une fluctuation de plus ou moins 10 dollars américains est retenue.

**Tableau 31 - Hypothèses de projection des scénarios pour l'inflation**

	2025	2026			2027		
	Réalisation	Baissier	Central	Haussier	Baissier	Central	Haussier
Baril du pétrole (WTI, en dollar)	67,4	75,2	85,2	95,2	65,5	75,5	85,5
Taux de change euro/dollar	1,13	1,2	1,18	1,13	1,2	1,16	1,11
Inflation Zone euro (%)	2,1	2,1	2,6	3,1	1,5	2,0	2,5
Indice BCEAO des cours des produits alimentaires importés (%)	-17,4	-9,4	-4,4	0,6	1,8	6,8	11,8
Production céréalière de l'Union (%)	6,8	10,0	5,0	0,0	10,0	5,0	0,0

Sources : Bloomberg, BCE, BCEAO, FMI

(\*) Le niveau de la production céréalière de 2025 impacte les prix sur la période de T4 2025 à T3 2026 (ce décalage s'applique également pour les années suivantes).

## 7.2 - Prévisions macroéconomiques en 2026 et 2027

154. Pour l'année 2026, les projections de la BCEAO anticipent une progression du PIB de l'Union de 6,1%, en termes réels. La dynamique de croissance serait principalement portée par le secteur tertiaire, dont la contribution est estimée à 3,6 pdp, sous l'effet du dynamisme des activités commerciales et des services marchands. Le secteur primaire apporterait une contribution de 1,0 pdp, en lien avec les perspectives favorables de la campagne agricole 2026-2027 et la poursuite de la mise en œuvre de programmes d'amélioration des rendements des principales cultures dans la majorité des Etats membres. Le secteur secondaire, pour sa part, contribuerait à hauteur de 1,5 pdp, bénéficiant des performances attendues des industries manufacturières et extractives.

155. Du côté de la demande, la croissance économique serait principalement soutenue par la consommation finale (3,9 pdp) et l'investissement (2,5 pdp). Cette dynamique s'expliquerait par l'amélioration progressive des revenus des ménages et par la poursuite des projets d'infrastructures socio-économiques<sup>14</sup> dans plusieurs Etats membres de l'Union. L'apport du secteur extérieur à la croissance resterait négatif à -0,3 pdp, en lien notamment avec l'augmentation des importations de biens

<sup>14</sup> Plusieurs projets d'infrastructures sont en cours de mise en œuvre dans l'Union: le développement du champ pétrolier Baleine au large d'Abidjan, le projet de Bus Rapid Transit (BRT) et la réalisation de chantiers routiers et ferroviaires (la ligne 1 du métro d'Abidjan) en Côte d'Ivoire, les travaux du barrage de Kandadji et le développement du site de Gorou Banda au Niger, les initiatives au Burkina en matière de travaux publics et d'aménagement des bas-fonds agricoles.

intermédiaires et d'équipement nécessaires à la réalisation des investissements.

**Tableau 32 - Évolution des contributions à la croissance du PIB de l'Union**

(en pdp, sauf indication contraire)

	2025*	2026**		2027**	
	Est.	Prev. (Mars 2026)	Prev. (Juin 2026)	Prev. (Mars 2026)	Prev. (Juin 2026)
<b>Secteur primaire</b>	<b>0,9</b>	<b>1,1</b>	<b>1,0</b>	<b>1,1</b>	<b>1,2</b>
<b>Secteur secondaire</b>	<b>2,0</b>	<b>1,6</b>	<b>1,5</b>	<b>1,6</b>	<b>1,5</b>
<i>dont : - Industries manufacturières</i>	<i>0,6</i>	<i>0,6</i>	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,4</i>
<i>- Industries extractives</i>	<i>1,0</i>	<i>0,7</i>	<i>0,7</i>	<i>0,6</i>	<i>0,5</i>
<i>- Bâtiments et Travaux Publics</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,4</i>
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>3,7</b>	<b>3,7</b>	<b>3,6</b>	<b>3,6</b>	<b>3,5</b>
<b>PIB réel</b>	<b>6,6</b>	<b>6,4</b>	<b>6,1</b>	<b>6,3</b>	<b>6,2</b>
<b>Consommation finale</b>	<b>3,9</b>	<b>3,6</b>	<b>3,9</b>	<b>3,7</b>	<b>3,9</b>
Privée	3,6	3,1	3,4	3,2	3,4
Public	0,3	0,5	0,5	0,5	0,5
<b>Investissement</b>	<b>1,9</b>	<b>1,8</b>	<b>2,5</b>	<b>1,8</b>	<b>1,4</b>
Privé	1,3	1,2	1,7	1,6	1,2
Public	0,6	0,6	0,8	0,2	0,2
<b>Secteur extérieur</b>	<b>0,8</b>	<b>1,0</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,8</b>	<b>0,9</b>

Sources : Instituts Nationaux de Statistique, BCEAO (\*) Estimations des Services nationaux (\*\*) Projections BCEAO

156. Par rapport aux prévisions du rapport du mois de mars 2026, la croissance économique de 6,4% de l'Union attendue en 2026 a été revue à la baisse de 0,3 point de pourcentage pour prendre en compte notamment les effets négatifs de la crise au Moyen-Orient et de la situation sécuritaire dans certains pays de l'Union. Ainsi, le Burkina Faso, le Sénégal et le Togo enregistrent chacun une baisse de 0,2 pdp contre 0,3 pdp pour le Bénin. La diminution de la croissance de la Côte d'Ivoire, de la Guinée-Bissau et du Mali est de 0,4 pdp. Le Niger étant un exportateur net de pétrole, la crise du Moyen-Orient aurait plutôt un effet positif sur son activité économique et induirait une hausse de la production de 0,1 pdp.

157. La perte de croissance au Burkina Faso serait en lien avec une hausse moins forte que celle espérée de la production d'électricité, d'eau et de gaz (+1,5% contre 7,5% initialement). Au Togo, le repli de la croissance serait porté par le ralentissement

des activités de transport, d'entrepôts et de communication, tandis que le Sénégal connaîtrait une hausse moins importante de ses activités de transport et de sa production minière. La perte de 0,3 point de croissance au Bénin serait en lien avec le ralentissement des activités de transport, d'entrepôts et de communication (+3,9% contre 5,3% précédemment). La révision à la baisse de 0,4 pdp de croissance en Côte d'Ivoire et en Guinée Bissau s'expliquerait par une hausse moins forte que celle attendue de la production agricole. Le Mali enregistrerait un ralentissement de ses activités agricoles (+6,1% contre 6,9% précédemment) et de sa production minière (+4,3% contre 7,8% initialement).

158. Les perspectives de croissance demeurent exposées à des risques baissiers, en lien notamment avec une intensification des tensions géopolitiques et commerciales, la fragilité du contexte sécuritaire dans l'Union et les perturbations de la pluviométrie du fait du changement climatique.

**Tableau 33 - Évolution des taux de croissance du Produit Intérieur Brut, en termes réels (en %)**

	2025*	2026**		2027**	
		Prev. (Mars 2026)	Prev. (Juin 2026)	Prev. (Mars 2026)	Prev. (Juin 2026)
Bénin	8,1	7,5	7,2	7,5	7,5
Burkina	5,3	6,5	6,3	5,0	4,4
Côte d'Ivoire	6,6	6,6	6,2	6,7	6,4
Guinée-Bissau	5,5	5,5	5,1	5,6	5,6
Mali	5,6	6,1	5,7	5,6	5,6
Niger	6,6	6,7	6,8	6,5	6,4
Sénégal	7,8	5,0	4,8	5,0	5,0
Togo	6,2	6,3	6,1	6,3	6,3
<b>Union</b>	<b>6,6</b>	<b>6,4</b>	<b>6,1</b>	<b>6,3</b>	<b>6,2</b>

Sources : Instituts Nationaux de Statistique, BCEAO

(\*) Estimations des Services nationaux (\*\*) Projections BCEAO

**Poursuite de la consolidation budgétaire en 2026 et 2027**

159. Au plan budgétaire, les perspectives seraient marquées par la poursuite de la consolidation budgétaire sur la période 2026-2027, en relation notamment avec la poursuite des réformes liées à la modernisation des

administrations fiscales et douanières dans les Etats membres et la rationalisation des dépenses publiques. Ainsi, le déficit budgétaire se replierait à 3,2% et 2,9% du PIB respectivement en 2026 et 2027 contre 3,3% en 2025.

**Tableau 34 - Projections budgétaires**

(en milliards, sauf indication contraire)

	2024	2025*	2026**	2027**
<b>Recettes totales et dons</b>	<b>23 378,2</b>	<b>26 642,1</b>	<b>30 025,8</b>	<b>32 555,5</b>
<i>(en % du PIB)</i>	<b>17,3</b>	<b>18,0</b>	<b>18,6</b>	<b>18,5</b>
Recettes fiscales	19 489,9	22 363,5	25 454,1	27 996,1
<i>(en % du PIB)</i>	14,4	15,1	15,8	15,9
Autres recettes (y compris non fiscales)	2 933,4	3 278,4	3 382,3	3 390,2
<i>(en % du PIB)</i>	2,2	2,2	2,1	1,9
Dons	954,9	1 000,2	1 189,4	1 169,2
<i>(en % du PIB)</i>	0,7	0,7	0,7	0,7
<b>Dépenses totales et prêts nets</b>	<b>30 666,3</b>	<b>31 451,5</b>	<b>35 191,2</b>	<b>37 647,6</b>
<i>(en % du PIB)</i>	<b>22,7</b>	<b>21,3</b>	<b>21,8</b>	<b>21,4</b>
dont dépenses courantes	19 556,0	20 682,1	21 707,6	23 650,0
<i>(en % du PIB)</i>	14,5	14,0	13,5	13,4
dépenses en capital	9 806,5	9 182,6	12 007,7	12 479,9
<i>(en % du PIB)</i>	7,2	6,2	7,4	7,1
<b>Solde base engagements (dons compris)</b>	<b>-7 288,1</b>	<b>-4 809,4</b>	<b>-5 165,4</b>	<b>-5 092,1</b>
<i>(en % du PIB)</i>	<b>-5,4</b>	<b>-3,3</b>	<b>-3,2</b>	<b>-2,9</b>

Sources : Services nationaux, BCEAO

(\*) Estimations

(\*\*) Projections

Concernant la dette publique, les principales évolutions projetées sont retracées dans le tableau ci-après.

**Tableau 35 - Evolution de l'encours de la dette globale à l'échelle de l'UEMOA**

	(en milliards)			
	2024	2025*	2026**	2027**
Encours de la dette	87 676,8	93 548,5	100 611,5	106 739,0
En % du PIB	64,8	63,2	62,4	60,6
Intérêts (% recettes fiscales)	17,6	17,5	16,4	15,2

Sources : Services nationaux, BCEAO

(\*) Estimation (\*\*) Projections

160. La trajectoire projetée des déficits budgétaires demeure exposée à des risques de déviation à la hausse, en lien avec la vulnérabilité des économies de l'Union aux chocs externes, ainsi que la persistance de pressions sociales et sécuritaires dans les États membres.

**Les comptes extérieurs devraient poursuivre leur consolidation, en lien avec l'amélioration du solde des**

**transactions courantes et les entrées des capitaux étrangers dans l'Union.**

161. La consolidation des échanges extérieurs de l'UEMOA, entamée depuis 2024, devrait se maintenir en 2026 et 2027, portée notamment par les exportations d'or, de pétrole et de gaz, ainsi que par le recours de certains pays de l'Union aux marchés financiers internationaux des capitaux.

**Tableau 36 - Projections de la balance des paiements sur la période 2026-2027**

	2024	2025	2026		2027	
			Prev.	Prev.	Prev.	Prev.
			(Mars 2026)	(Juin 2026)	(Mars 2026)	(Juin 2026)
<b>Balance commerciale</b>	<b>-171,0</b>	<b>7 834,0</b>	<b>5 431,3</b>	<b>6 731,1</b>	<b>4 975,6</b>	<b>6 034,1</b>
<i>Exportations (FOB) (*)</i>	23 944,9	33 655,4	34 478,5	36 998,0	36 358,5	37 965,5
<i>Importations (FOB) (*)</i>	24 115,9	25 821,4	29 047,2	30 266,9	31 383,0	31 931,5
<b>Balance des services</b>	<b>-6 769,1</b>	<b>-7 119,7</b>	<b>-7 491,5</b>	<b>-8 251,4</b>	<b>-8 508,8</b>	<b>-8 353,2</b>
<i>Crédit</i>	1 499,3	1 516,1	1 649,3	1 605,4	1 576,3	1 592,7
<i>Débit</i>	-8 268,3	-8 635,7	-9 140,9	-9 856,8	-10 085,1	-9 945,9
<i>Dont fret</i>	-4 601,4	-5 395,7	-5 594,9	-5 845,3	-6 031,1	-6 154,9
<b>Solde du compte de revenu primaire</b>	<b>-4 978,7</b>	<b>-6 845,8</b>	<b>-6 336,7</b>	<b>-6 613,9</b>	<b>-6 828,0</b>	<b>-6 748,4</b>
<b>Solde du compte de revenu secondaire</b>	<b>4 145,0</b>	<b>4 145,2</b>	<b>4 380,3</b>	<b>4 279,4</b>	<b>4 659,2</b>	<b>4 308,8</b>
<b>Solde du compte des transactions courantes</b>	<b>-7 773,7</b>	<b>-1 986,3</b>	<b>-4 016,6</b>	<b>-3 854,8</b>	<b>-5 702,1</b>	<b>-4 758,7</b>
Solde du compte des transactions courantes (en % PIB)	-5,7	-1,3	-2,5	-2,4	-3,3	-2,7
Solde du compte des transactions courantes hors dons (en % PIB)	-5,9	-1,4	-2,6	-2,5	-3,4	-2,8
<b>Solde du compte de capital</b>	<b>1 293,1</b>	<b>1 581,5</b>	<b>1 596,3</b>	<b>1 582,7</b>	<b>1 602,7</b>	<b>1 587,9</b>
<b>Solde du compte financier</b>	<b>-9 062,8</b>	<b>-5 906,2</b>	<b>-3 437,2</b>	<b>-3 461,5</b>	<b>-4 892,3</b>	<b>-4 654,1</b>
<i>- Investissements Directs Étrangers</i>	-4 599,1	-3 125,0	-2 472,4	-3 409,7	-3 286,3	-3 314,1
<i>- Investissements de portefeuille</i>	-2 011,6	-2 245,3	-928,9	-123,3	222,9	181,2
<i>- Autres investissements</i>	-2 446,7	-535,9	-36,0	71,5	-1 828,9	-1 521,1
<b>Solde global</b>	<b>3 012,7</b>	<b>7 027,6</b>	<b>1 016,9</b>	<b>1 189,4</b>	<b>793,0</b>	<b>1 483,2</b>
Réévaluations	651,0	1 385,8	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Variation des AEN</b>	<b>-3 663,8</b>	<b>-8 413,4</b>	<b>-1 016,9</b>	<b>-1 189,4</b>	<b>-793,0</b>	<b>-1 483,2</b>

Source : BCEAO

(\*) Ces rubriques n'incluent pas les échanges intra-UEMOA.

162. En 2026, le solde global des échanges extérieurs des États membres de l'UEMOA dégagerait un excédent de 1.189,4 milliards. Le déficit du compte courant rapporté au PIB ressortirait à 2,4%, soit une aggravation de 1,1 pdp par rapport à 2025. Cette dégradation du déficit courant découle essentiellement de l'évolution défavorable des termes de l'échange (-4,5%) et de l'alourdissement de la facture du fret ainsi que des services spécialisés, partiellement atténuée par l'accroissement des volumes d'exportation d'or et de cacao. La balance des biens demeurerait toutefois excédentaire de 6.731,1 milliards, après un surplus de 7.834,0 milliards en 2025.

163. L'excédent du compte de capital s'établirait à 1.582,7 milliards en 2026 contre 1.581,5 milliards un an plus tôt. Dans ces conditions, les flux financiers attendus devraient permettre de couvrir, à hauteur de 152,3% le besoin de financement, évalué à 2.272,1 milliards en 2026, contre 404,8 milliards en 2025.

164. En 2027, les comptes extérieurs de l'Union se solderaient par un excédent du solde global de la balance des paiements de 1.483,2 milliards. Le déficit du compte des transactions courantes s'établirait à 2,7% du PIB. L'excédent du compte de capital ressortirait, pour sa part, à 1.587,9 milliards.

Le besoin de financement, évalué à 3.170,8 milliards en 2027, serait couvert à hauteur de 146,8% par les flux financiers attendus.

165. L'équilibre extérieur tel que projeté pourrait être moins favorable en cas de détérioration plus importante des termes de l'échange. La prolongation du conflit au Moyen-Orient fait craindre une résurgence des pressions inflationnistes, susceptible d'entraîner un renchérissement des factures d'importation. En outre, une remontée de l'inflation entraînerait une orientation plus restrictive des politiques monétaires des banques centrales des principales économies industrialisées, ce qui induirait un durcissement des conditions financières internationales et par conséquent un accès restreint des États membres aux marchés internationaux des capitaux. Une telle évolution affecterait davantage les perspectives de mobilisation de ressources en termes de tirages et d'émissions d'eurobonds. Elle accentuerait le recours des États au marché financier régional et le risque de refinancement.

***La situation monétaire serait caractérisée par un financement adéquat des économies***

166. Le rythme de progression des crédits à l'économie se situerait à 7,4% en 2026, puis à 8,0% en 2027, après 5,6% en 2025.

**Tableau 37 - Agrégats monétaires projetés pour la période 2026-2027**

(en milliards)

Intitulés	2024	2025	2026		2027	
			Prev. (Mars.2026)	Prev. (Juin.2026)	Prev. (Mars.2026)	Prev. (Juin.2026)
<b>Taux de croissance de la masse monétaire (en %)</b>	<b>8,9</b>	<b>17,4</b>	<b>16,5</b>	<b>16,6</b>	<b>14,2</b>	<b>15,2</b>
Taux de croissance des créances sur l'économie (en %)	4,5	5,6	9,1	7,4	9,4	8,0
Variation des créances nettes sur l'APUC	2 184,2	2 014,5	4 133,6	4 133,6	2 685,4	2 685,4
Variation des AEN	3 663,8	8 413,4	1 016,9	1 189,4	793,0	1 483,2
<b>Créances sur l'économie/PIB (en %)</b>	<b>26,8</b>	<b>25,9</b>	<b>26,0</b>	<b>25,6</b>	<b>26,2</b>	<b>25,5</b>
<b>Monnaie au sens large(M2)</b>	<b>52022,2</b>	<b>61 051,5</b>	<b>71 125,1</b>	<b>71 192,1</b>	<b>81 224,8</b>	<b>81 981,8</b>
Circulation fiduciaire	12 454,9	14 926,7	15 799,0	17 288,4	17 555,7	19 049,2
Dépôts	39 567,3	46 124,8	55 326,1	53 903,7	63 669,1	62 932,6

Source : BCEAO

167. En 2026, la masse monétaire ressortirait en hausse de 16,6%, après une réalisation de 17,4% à fin décembre 2025, portée par la consolidation des créances intérieures et des Actifs Extérieurs Nets (AEN). Les créances nettes des institutions de dépôts sur l'administration publique centrale augmenteraient de 4.133,6 milliards contre 2.014,5 milliards en 2025. Les créances sur l'économie progresseraient de 7,4% après 5,6% en 2025. Les AEN des institutions de dépôts augmenteraient de 1.189,4 milliards, en liaison avec l'amélioration du profil des comptes extérieurs.
168. En 2027, la progression de la masse monétaire de 15,1% serait induite par celle des créances intérieures et la consolidation de 1.483,2 milliards des AEN des institutions de dépôts. Le financement des activités des secteurs privé et public serait soutenu, avec un rythme de croissance des créances sur l'économie qui ressortirait à 8,0% et les créances nettes sur les APUC augmenteraient de 2.685,4 milliards.
169. Pour le deuxième trimestre 2026, il est projeté une accélération du rythme de progression du niveau général des prix à 0,9%, après une réalisation de -0,2% au premier trimestre 2026. Cette évolution résulterait notamment de l'impact de la crise au Moyen-Orient par le biais du renchérissement des produits pétroliers et du fret. Des relèvements des tarifs des produits pétroliers ont déjà été observés au Mali (essence (+12,9%) et gasoil (+29,7%), à compter du 28 mars 2026), en Guinée-Bissau (essence (+18,3%) et gasoil (+17,2%), à compter du 3 avril 2026), au Bénin (essence (+4,3%) et gasoil (+4,2%) au 1<sup>er</sup> mai 2026) et en Côte d'Ivoire (essence (+6,7%) et gasoil (+3,7%) au 1<sup>er</sup> mai 2026). Ces hausses devraient notamment avoir des répercussions sur les prix du transport et des produits alimentaires. La hausse attendue de l'inflation pourrait être partiellement contenue par un approvisionnement satisfaisant des marchés en produits céréaliers, favorisé par les bonnes récoltes de la campagne agricole 2025/2026, ainsi que les mesures que prendraient certains États en riposte aux impacts négatifs des tensions au Moyen-Orient.

### 7.3 - Prévisions d'inflation et risques

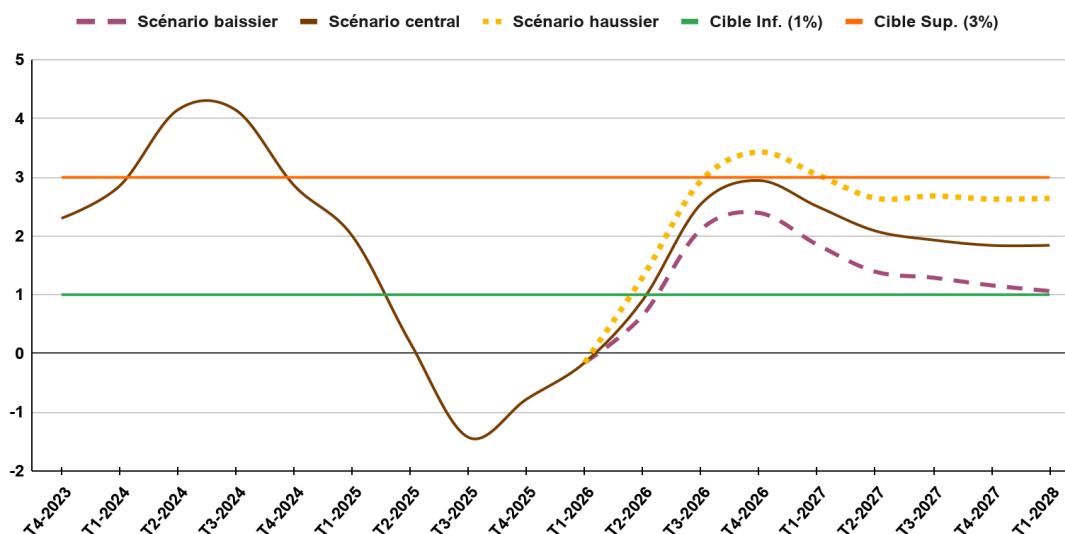
Tableau 38 - Perspectives d'inflation dans l'UEMOA (en %)

		2026				2027				2028	Moyennes			
		T1 Réal.	T2 Prév	T3 Prév	T4 Prév	T1 Prév	T2 Prév	T3 Prév	T4 Prév	T4 Prév	2025	2026	2027	Huit trimestres
Taux d'inflation	Scénario baissier	-0,2	0,6	2,1	2,4	1,9	1,4	1,3	1,2	1,1	0,0	1,3	1,4	1,5
	Scénario central	-0,2	0,9	2,5	2,9	2,5	2,1	1,9	1,8	1,8	0,0	1,6	2,1	2,1
	Scénario haussier	-0,2	1,3	2,9	3,4	3,0	2,6	2,7	2,6	2,6	0,0	1,9	2,7	2,7

Source : BCEAO

170. A l'horizon de prévision de huit (8) trimestres, sur la base du scénario central, la hausse des prix devrait s'établir à 1,8% dans la zone de confort définie par la Banque Centrale, à savoir 1% et 3%. Cette évolution sera essentiellement imprimée par l'absence de tensions sur les cours mondiaux des produits pétroliers projetés à cet horizon.

Graphique 22 - Prévisions de l'inflation, en glissement annuel (en %)



Source : BCEAO

171. La balance des risques concernant les prévisions de l'inflation est orientée à la hausse. Ces risques haussiers ont trait aux effets des perturbations des chaînes d'approvisionnement en produits alimentaires depuis les zones de production, en lien avec la persistance de l'insécurité dans certaines zones de l'Union, dont le maintien pourrait entraîner des tensions supplémentaires sur les prix. Une dégradation de la situation sécuritaire occasionnerait également des déplacements importants de populations, soutenant la demande et réduisant l'offre, en particulier, celle des produits agricoles. Les risques haussiers persistants sont également relatifs à l'impact négatif des effets du changement climatique se traduisant par une instabilité des conditions météorologiques, qui pourraient affecter la production agricole. Enfin, la persistance des tensions géopolitiques, notamment la crise au Moyen-Orient, entraînerait une nouvelle hausse des prix des produits pétroliers et alimentaires, avec des répercussions directes sur les coûts de transport et des produits locaux, ainsi qu'une augmentation du tarif du fret maritime, renchérissant les

importations essentielles pour la région (produits alimentaires et pétroliers).

172. Cette orientation haussière pourrait être partiellement contenue par un approvisionnement satisfaisant des marchés en produits céréaliers, favorisé par les bonnes récoltes de la campagne agricole 2025/2026. Elle pourrait également être atténuée par les mesures que prendraient certains États en riposte aux impacts négatifs des tensions au Moyen-Orient.

## ANNEXES

1. **Encadré E.1** - Méthodologie d'évaluation de l'alignement de la position extérieure de l'UEMOA vis-à-vis de ses fondamentaux économiques
2. **Tableau A.1** - UMOA : Situation résumée de la Banque Centrale
3. **Tableau A.2** - UMOA : Situation résumée des banques
4. **Tableau A.3** - UMOA : Agrégats monétaires
5. **Tableau A.4** - UMOA : Créances nettes sur l'APUC
6. **Tableaux A.5** - Décomposition de l'inflation dans l'UEMOA

### Encadré E1 : Méthodologie d'évaluation de l'alignement de la position extérieure de l'UEMOA vis-à-vis de ses fondamentaux économiques

La Banque Centrale utilise la méthodologie EBA-lite pour le calcul du taux de change effectif réel (TCER) et son niveau d'équilibre. Cette méthode, développée par le FMI, permet d'améliorer l'évaluation de la viabilité extérieure de ses États membres dans le cadre des consultations au titre de l'article IV des statuts du Fonds. Afin d'approfondir son cadre d'analyse du taux de change effectif réel, la BCEAO a renforcé son dispositif de mesure de la compétitivité à partir de 2019, avec le déploiement du modèle EBA-lite mis à disposition par le FMI. Les paramètres de ce modèle ont été adaptés pour tenir compte des spécificités des États membres de l'UEMOA.

Cette approche repose sur l'estimation d'une valeur norme (CA-norme) pour le déficit courant et pour le TCER à partir d'un ensemble de facteurs qui affectent leurs évolutions. Ces valeurs constituent les niveaux du déficit courant et du TCER compatibles avec les fondamentaux de l'économie analysée. Par ailleurs, il est pris en compte d'autres types d'agrégats macroéconomiques qualifiés de variables de politique pour lesquels des niveaux souhaitables sont identifiés.

Ainsi, les mésalignements du déficit courant ou du TCER par rapport à leurs fondamentaux sont déterminés à partir de l'écart entre le niveau observé du déficit et la norme en tenant compte également de l'écart (gap) entre les variables de politiques et leurs niveaux souhaitables (CA-Gap et TCER-GAP). Les résultats sont comparés à des intervalles dans lesquels le déficit courant et le TCER sont jugés compatibles avec leurs fondamentaux.

Dans ce sillage, des valeurs du CA-Gap supérieures à 1 indiquent une sous-évaluation par rapport aux fondamentaux de l'économie et inversement des valeurs du CA-Gap inférieures à -1 indiquent une surévaluation par rapport aux fondamentaux de l'économie. S'agissant du TCER-GAP, des valeurs inférieures à -5 indiquent une sous-évaluation par rapport aux fondamentaux de l'économie et inversement des valeurs du TCER-GAP supérieures à 5 suggèrent une surévaluation par rapport aux fondamentaux de l'économie.

**Tableau A.1 - UMOA : Situation résumée de la Banque Centrale** (en milliards FCFA)

Poste	déc.-24	mars-25	juin-25	sept.-25	déc.-25	mars-26
<b>Actifs extérieurs nets</b>	<b>6 440,1</b>	<b>8 163,4</b>	<b>10 506,2</b>	<b>10 176,3</b>	<b>15 599,8</b>	<b>18 702,7</b>
Créances sur les autres institutions de dépôt	9 407,1	8 370,1	8 044,8	7 922,0	8 326,0	6 996,3
Créances nettes sur l'administration centrale	6 445,9	6 298,2	6 043,5	5 985,8	5 880,3	5 424,2
Créances sur l'économie	719,7	729,1	728,2	737,6	721,6	720,4
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>23 012,7</b>	<b>23 560,7</b>	<b>25 322,6</b>	<b>24 821,6</b>	<b>30 527,6</b>	<b>31 843,6</b>
<b>Base monétaire</b>	<b>18 249,1</b>	<b>18 524,5</b>	<b>19 676,7</b>	<b>19 384,8</b>	<b>23 917,7</b>	<b>24 804,9</b>
Circulation fiduciaire	13 678,4	13 969,1	14 406,7	14 172,7	16 469,4	17 386,4
Engagements envers les autres institutions de dépôt	3 771,5	3 686,9	4 396,4	4 352,3	6 001,9	6 525,0
Engagements envers les autres secteurs	799,2	868,5	873,7	859,8	1 446,4	893,5
<b>Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire</b>	<b>44,2</b>	<b>42,1</b>	<b>43,1</b>	<b>51,5</b>	<b>51,9</b>	<b>56,9</b>
Actions et autres titres de participation	4 341,5	4 668,4	5 181,5	5 425,5	5 968,7	6 902,3
Autres postes (net)	378,0	325,8	421,3	-40,3	589,3	79,6
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>23 012,7</b>	<b>23 560,7</b>	<b>25 322,6</b>	<b>24 821,6</b>	<b>30 527,6</b>	<b>31 843,6</b>

Source : BCEAO

**Tableau A.2 - UMOA : Situation résumée des banques** (en milliards de FCFA)

Poste	déc.-24	mars-25	juin-25	sept.-25	déc.-25	mars-26
<b>Actifs extérieurs nets</b>	<b>-1 626,0</b>	<b>-1 874,6</b>	<b>-2 179,9</b>	<b>-2 387,3</b>	<b>-2 372,3</b>	<b>-2 754,3</b>
Créances sur les non-résidents	1 269,5	1 198,4	1 218,6	1 114,1	1 389,3	1 196,2
Engagements envers les non-résidents	-2 895,5	-3 073,0	-3 398,5	-3 501,5	-3 761,6	-3 950,5
<b>Créances sur la Banque Centrale</b>	<b>4 861,6</b>	<b>4 723,6</b>	<b>5 851,2</b>	<b>5 731,2</b>	<b>7 517,2</b>	<b>7 793,5</b>
<b>Créances nettes sur l'administration centrale</b>	<b>19 467,5</b>	<b>20 143,6</b>	<b>20 681,0</b>	<b>21 292,6</b>	<b>22 047,7</b>	<b>22 490,2</b>
<b>Créances sur l'économie</b>	<b>35 158,7</b>	<b>35 201,5</b>	<b>35 151,3</b>	<b>36 093,8</b>	<b>37 170,5</b>	<b>36 790,9</b>
Créances sur les autres sociétés financières	910,0	1 012,5	1 109,2	1 320,3	1 393,5	1 348,2
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	169,0	311,9	234,5	204,0	233,2	160,9
Créances sur les sociétés non-financières publiques	2 138,2	2 125,0	2 010,2	2 081,4	1 874,0	1 630,5
Créances sur le secteur privé	31 941,5	31 752,1	31 797,3	32 488,2	33 669,8	33 651,3
<b>ACTIF</b>	<b>57 861,9</b>	<b>58 194,0</b>	<b>59 503,5</b>	<b>60 730,2</b>	<b>64 363,1</b>	<b>64 320,3</b>
<b>Engagements envers la banque centrale</b>	<b>9 316,0</b>	<b>8 395,2</b>	<b>7 923,0</b>	<b>7 875,2</b>	<b>8 183,2</b>	<b>6 995,8</b>
<b>Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire au sens large</b>	<b>23 261,2</b>	<b>23 830,0</b>	<b>24 473,5</b>	<b>25 070,1</b>	<b>27 583,4</b>	<b>28 733,4</b>
<b>Autres dépôts inclus dans la masse monétaire au sens large</b>	<b>15 112,2</b>	<b>15 523,6</b>	<b>15 892,6</b>	<b>16 296,3</b>	<b>16 700,3</b>	<b>17 121,6</b>
<b>Dépôts exclus de la masse monétaire au sens large</b>	<b>2 530,4</b>	<b>2 380,0</b>	<b>2 533,4</b>	<b>2 526,3</b>	<b>2 781,1</b>	<b>2 771,8</b>
<b>Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire au sens large</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>79,4</b>
<b>Emprunts</b>	<b>1 634,0</b>	<b>1 613,1</b>	<b>1 990,3</b>	<b>1 993,0</b>	<b>2 125,7</b>	<b>1 586,4</b>
<b>Actions et autres titres de participation</b>	<b>6 401,0</b>	<b>6 925,9</b>	<b>7 092,0</b>	<b>7 255,4</b>	<b>7 572,7</b>	<b>7 743,0</b>
<b>Autres postes (net)</b>	<b>-392,8</b>	<b>-473,8</b>	<b>-401,2</b>	<b>-286,0</b>	<b>-583,4</b>	<b>-711,2</b>
<b>PASSIF</b>	<b>57 861,9</b>	<b>58 194,0</b>	<b>59 503,5</b>	<b>60 730,2</b>	<b>64 363,1</b>	<b>64 320,2</b>

Source : BCEAO

**Tableau A.3 - UMOA : Agrégats monétaires** (en milliards de FCFA)

Poste	déc.-24	mars-25	juin-25	sept.-25	déc.-25	mars-26
Circulation fiduciaire	12 454,9	12 729,0	13 006,6	12 773,5	14 926,7	15 867,2
Dépôts transférables	24 237,5	24 804,0	25 472,4	26 093,7	28 788,0	29 870,0
M1	36 692,4	37 533,1	38 479,0	38 867,2	43 714,7	45 737,2
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	15 329,8	15 812,9	16 162,2	16 527,2	17 336,8	17 273,3
<b>Masse monétaire (M2)</b>	<b>52 022,1</b>	<b>53 345,9</b>	<b>54 641,2</b>	<b>55 394,4</b>	<b>61 051,5</b>	<b>63 010,5</b>
<b>Actifs extérieurs nets</b>	<b>4 814,1</b>	<b>6 288,8</b>	<b>8 326,3</b>	<b>7 788,9</b>	<b>13 227,5</b>	<b>15 948,4</b>
BCEAO	6 440,1	8 163,4	10 506,2	10 176,3	15 599,8	18 702,7
Banques	-1 626,0	-1 874,6	-2 179,9	-2 387,3	-2 372,3	-2 754,3
<b>Créances intérieures</b>	<b>61 758,3</b>	<b>62 338,8</b>	<b>62 570,4</b>	<b>64 076,2</b>	<b>65 786,5</b>	<b>65 392,2</b>
Créances nettes sur l'Administration Centrale	25 879,9	26 408,2	26 690,9	27 244,8	27 894,5	27 880,9
Créances sur l'économie	35 878,4	35 930,6	35 879,5	36 831,4	37 892,1	37 511,3
<b>Passifs à caractère non monétaire (2)</b>	<b>14 951,0</b>	<b>15 629,5</b>	<b>16 840,2</b>	<b>17 251,8</b>	<b>18 500,2</b>	<b>19 139,7</b>
<b>Autres postes nets (3)</b>	<b>-400,7</b>	<b>-347,8</b>	<b>-584,6</b>	<b>-781,1</b>	<b>-537,7</b>	<b>-809,6</b>
<b>Total des contreparties de M2 (4)</b>	<b>52 022,1</b>	<b>53 345,9</b>	<b>54 641,2</b>	<b>55 394,4</b>	<b>61 051,5</b>	<b>63 010,5</b>

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans les livres de la Banque Centrale.

(2) Composés des actions et autres participations dans les institutions de dépôt et de leurs engagements non-monétaires envers les autres secteurs.

(3) Composé des ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non-classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non-monétaire - Autres postes nets.

Source : BCEAO

**Tableau A.4 - UMOA : Créances nettes sur l'APUC** (en milliards de FCFA)

Poste	déc.-24	mars-25	juin-25	sept.-25	déc.-25	mars-26
<b>Créances nettes de la BCEAO</b>	<b>6 412,4</b>	<b>6 264,6</b>	<b>6 009,9</b>	<b>5 952,2</b>	<b>5 846,8</b>	<b>5 390,7</b>
<b>Créances</b>	<b>8 393,7</b>	<b>8 167,1</b>	<b>8 327,4</b>	<b>7 957,8</b>	<b>8 111,4</b>	<b>7 925,4</b>
Crédits	6 611,5	6 542,6	6 906,3	6 908,7	7 164,5	7 251,0
Concours adossés aux DTS	1 312,5	1 312,5	1 312,4	1 312,4	1 312,3	1 312,3
Concours consolidés	218,0	218,0	215,7	215,7	213,4	213,4
Concours du FMI	4 838,7	4 769,8	5 140,9	5 143,8	5 406,5	5 493,5
Autres crédits (créances financières) (1)	242,3	242,3	237,3	236,8	232,3	231,8
Portefeuille de titres du Trésor	1 765,5	1 606,5	1 407,2	1 033,6	929,3	661,9
Autres créances (2)	16,8	18,0	13,9	15,5	17,5	12,5
<b>Engagements</b>	<b>1 981,3</b>	<b>1 902,4</b>	<b>2 317,5</b>	<b>2 005,6</b>	<b>2 264,6</b>	<b>2 534,7</b>
Encaisses du Trésor	<b>33,5</b>	<b>33,5</b>	<b>33,5</b>	<b>33,5</b>	<b>33,5</b>	<b>33,5</b>
Dépôts	1 844,2	1 742,5	2 234,8	1 895,5	2 123,7	2 478,1
Autres engagements (3)	103,6	126,4	49,1	76,6	107,4	23,1
<b>Créances nettes des banques</b>	<b>19 467,5</b>	<b>20 143,6</b>	<b>20 681,0</b>	<b>21 292,6</b>	<b>22 047,7</b>	<b>22 490,2</b>
<b>Créances</b>	<b>24 729,6</b>	<b>25 688,3</b>	<b>26 687,4</b>	<b>27 333,1</b>	<b>28 059,8</b>	<b>28 765,0</b>
Crédits	4 451,6	4 635,1	4 560,8	4 346,7	4 408,7	4 272,7
Portefeuille de titres du Trésor	20 278,0	21 053,2	22 126,6	22 986,4	23 651,1	24 492,4
<b>Engagements</b>	<b>5 262,1</b>	<b>5 544,7</b>	<b>6 006,4</b>	<b>6 040,5</b>	<b>6 012,1</b>	<b>6 274,8</b>
<b>TOTAL DES CREANCES NETTES SUR APUC</b>	<b>25 879,9</b>	<b>26 408,2</b>	<b>26 690,9</b>	<b>27 244,8</b>	<b>27 894,5</b>	<b>27 880,9</b>

(1) Les créances sur position extérieure négative et autres créances financières dues par les Etats

(2) Les dépenses pour le compte des Etats à récupérer, les taxes à récupérer, les créances diverses sur les Etats

(3) Taxes recouvrées, commissions sur transferts et autres sommes recouvrées pour le compte des Etats.

Source : BCEAO

## Tableaux A.5 - Décomposition de l'inflation dans l'UEMOA

### Tableau A.5-1 : Composantes locale et importée de l'inflation

	Composantes	Pondération (en %)	T1-2025	T2-2025	T3-2025	T4-2025	T1-2026
Variations annuelles (en %)	Locale	70	2,7	0,9	-0,8	0,0	0,2
	Importée	30	-0,1	-1,6	-3,0	-2,8	-1,4
Contributions (en points de %)	Locale	70	2	0,6	-0,6	0,0	0,2
	Importée	30	0	-0,4	-0,8	-0,8	-0,4
<b>Total</b>		<b>100</b>	<b>2,0</b>	<b>0,2</b>	<b>-1,4</b>	<b>-0,8</b>	<b>-0,2</b>

Sources : Instituts Nationaux de Statistique, BCEAO

### Tableau A.5-2 : Composantes biens et services de l'inflation

	Composantes	Pondération (en %)	T1-2025	T2-2025	T3-2025	T4-2025	T1-2026
Variations (en %)	Biens	70,7	2,7	1,4	-1,2	-1,0	-1,0
	Services	29,3	0,8	-2,1	-1,7	-0,3	1,3
Contributions (en points de %)	Biens	70,7	1,7	0,9	-0,8	-0,7	-0,6
	Services	29,3	0,3	-0,7	-0,6	-0,1	0,4
<b>Total</b>		<b>100</b>	<b>2,0</b>	<b>0,2</b>	<b>-1,4</b>	<b>-0,8</b>	<b>-0,2</b>

Sources : Instituts Nationaux de Statistique, BCEAO

### Tableau A.6 : Écarts entre prévisions et réalisations du taux d'inflation dans l'UEMOA

	T4-2024	T1-2025	T2-2025	T3-2025	T4-2025	T1-2026
<b>Date de la prévision</b>	<b>octobre 2024</b>	<b>janvier 2025</b>	<b>avril 2025</b>	<b>juillet 2025</b>	<b>janvier 2026</b>	<b>avril 2026</b>
Réalisation en % (A)	2,9	2,0	0,2	-1,4	-0,8	-0,2
Prévision en % (B)	3,5	2,6	2,6	0,7	-0,4	0,2
Écart en point de % (A-B)	-0,6	-0,6	-2,4	-2,1	-0,4	-0,4

Sources : Instituts Nationaux de Statistique, BCEAO